



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 46 du 2 novembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 novembre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1144
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1144
MISSION ECONOMIQUE.....	1144
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 octobre 2010	1144
CABINET DU PREFET	1144
Service interministériel de défense et de la protection civile	1144
Extrait de l'arrêté n° 2010/156/SIDPC du 21 octobre 2010 portant liste des consommateurs de gaz assurant les missions d'intérêt général	1144
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	1164
Bureau des réglementations	1164
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2008/3610	1164
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON - Dossier n° 2008/3660	1164
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3661	1164
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3662	1165
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE - Dossier n° 2008/3663	1165
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PIENNES - Dossier n° 2008/3664	1166
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON - Dossier n° 2008/3666	1166
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3667	1166
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT - Dossier n° 2008/3668	1167
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BAYON - Dossier n° 2008/3670	1167
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE SUR L'EAU - Dossier n° 2008/3671	1167
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT - Dossier n° 2008/3672	1168
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2008/3678	1168
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2008/3679	1169
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3680	1169
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3681	1169
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3685	1170
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3687	1170
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3689	1171
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3691	1171
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3693	1171
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à POMPEY - Dossier n° 2008/3694	1172
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à SAINT MAX - Dossier n° 2008/3695	1172
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE - Dossier n° 2008/3697	1172
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VEZELISE - Dossier n° 2008/3700	1173
Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2008/3702	1173
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	1174
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1174
Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2010 portant modification de l'article 8 des statuts du SIVU - Structure multi-accueil crèche d'ATTON.....	1174
Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2010 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch en matière de "Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)"	1174
Bureau des procédures environnementales.....	1174
Rectificatif à l'extrait publié le 15 octobre 2010 - Extrait de l'arrêté du 24 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de MOUTIERS.....	1174
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 octobre 2010 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle.....	1175
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1175
Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2010 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze par ajout de la compétence « mise en place, suivi et gestion du service d'accueil périscolaire à l'exclusion de la construction, l'aménagement intérieur et l'entretien des bâtiments dédiés à ce service, qui restent à la charge des communes ».....	1175
Extrait de l'arrêté du 15 octobre 2010 approuvant l'extension des compétences du syndicat mixte du Pays du Lunévillois	1175
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	1176
Extrait de l'arrêté du 11 octobre 2010 portant dissolution des syndicats intercommunaux à vocation multiple du Massif de la Reine et des Hauts de Mad et création du syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Esch au Mad	1176
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1176
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1176
Division d'exploitation de Metz.....	1176
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0103 en date du 15 octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RN 4 du PR 61+740 (55) au PR 3+290 (54).....	1176
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1177
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1177
Service établissements de santé.....	1177
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 167/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1177
Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 168/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	1177
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 169/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	1178
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 170/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	1178
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 171/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	1178
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 172/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	1179
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 173/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	1179
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 174/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	1179

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 175/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1179
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 176/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1180
Extrait de l'arrêté n° 2010-240 en date du 13 septembre 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre de moyen séjour de FAULX (Département de la Meurthe-et-Moselle).....	1180
Extrait de l'arrêté n° 319/2010 en date du 25 octobre 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE (Département de la Meurthe-et-Moselle).....	1181
Service veille sanitaire et santé environnementale.....	1181
Extrait de l'arrêté n° 126/2010/ARS/DT54/VSSSE du 21 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2005 concernant la déclaration d'utilité publique du captage de la source de la Mine à CUSTINES et l'établissement des périmètres des protection de ce point d'eau	1181
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1186
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL.....	1186
Service produits de santé et de la biologie.....	1186
Extrait de l'arrêté n° 2010-274 du 28 septembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis centre commercial et d'affaires « Les Nations », boulevard de l'Europe - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - Autorisation n° 54-46	1186
Extrait de l'arrêté n° 2010-275 du 28 septembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY - Autorisation n° 54-75.....	1187
Extrait de l'arrêté n° 2010-276 du 7 octobre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à NANCY (54000), enregistrée sous le n° 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-46 - Autorisation n° 54-75	1187
Extrait de l'arrêté n° 2010-297 du 11 octobre 2010 autorisant la fermeture de la pharmacie à usage intérieur du syndicat inter hospitalier femme-mère-enfant de METZ	1188
Extrait de l'arrêté n° 2010-298 du 11 octobre 2010 autorisant la création d'une pharmacie à usage intérieur sur le site de l'hôpital-maternité de METZ.....	1189
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	1189
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/366 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN, Zénith de Nancy, rue du Zénith - 54320 MAXEVILLE	1189
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/367 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Louis-Marie BOIVIN, Magic Merlin Production, 14 Grande rue - 54330 FORCELLES-SAINT-GORGON.....	1190
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/368 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Denise COMMENVILLE, « Les fruits du hasard », 24 rue du général Duroc - 54000 NANCY.....	1190
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/369 du 15 septembre 2010 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Benoît DAL PAN, « La Prod Toucourt », 17 rue Jean Son - 54400 LONGWY.....	1190
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/370 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Laurence GACHET, « Cie du Bredin » Théâtre Gérard Philipe, avenue de la Libération - 54390 FROUARD.....	1190
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/371 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Hugues LECLERE, « Rencontres musicales en Lorraine », 7-11 rue Saint-Lambert - 54000 NANCY	1191
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/372 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur François LEGEE, « Gradus Ad Musicam », 33 bd Clemenceau - 54000 NANCY	1191
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/373 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Marion LHUILLIER, « Mairie d'Essey-lès-Nancy », 1 place de la République - 54270 ESSEY-LES-NANCY	1191
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/374 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Cécile LOUIS, « CEISM », 36 rue du capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS	1191
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/375 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Jean-Luc MAUFFREY, « Centre culturel Jean L'Hôte », 1 rue du capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS	1192
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/376 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger-Marc NICOU, « FS PROD », 447 avenue de la Libération, Clos des Amis - 54000 NANCY	1192
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/377 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Alexandre ROCHETTE, « Artisan du son », 90 rue de Laxou - 54000 NANCY	1192
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/378 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Fabrice SCHOCH, chez Mme Marie-Pierre RINCK, 38 sentier du clos Chatton - 54000 NANCY	1192
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1193
Arrêté n° 14/2010 du 22 octobre 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	1193
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1194
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1194
Extrait de l'arrêté n° 042/10/2010 du 19 octobre 2010 accordant le renouvellement de la licence d'agence de mannequins à la société DANIELE MODELS AGENCY à SAINT-MAX	1194
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	1194
Service acteurs, ville et territoires	1194
Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant approbation de la convention en date du 18 octobre 2010 constitutive du groupement d'intérêt public (G.I.P.) prévention P.J.J. 54	1194
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1194
Service agriculture, forêt, chasse	1194
Extrait de l'arrêté n° 354 du 24 septembre 2010 prononçant une distraction du régime forestier (sur le territoire communal de CIREY-SUR-VEZOUZE) et une application du régime forestier (sur le territoire communal d'HARBOUEY)	1194
Extrait de l'arrêté n° 360 du 29 septembre 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BUISSONCOURT	1195
Extrait de l'arrêté n° 361 du 29 septembre 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de MESSEIN	1195
Extrait de la décision du 8 octobre 2010 prononçant une sanction pécuniaire consécutive au refus de cesser l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE-EULMONT et VANDELEVILLE	1196
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 367 du 20 octobre 2010 constituant le comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun.....	1196
Extrait de l'arrêté 2010/DDT/AFC/n° 368 du 19 octobre 2010 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation, à compter du 1er octobre 2010 jusqu'au 30 septembre 2011	1196
Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT54/AFC/n° 371 du 20 octobre 2010 modifiant la composition du comité départemental à l'installation.....	1198
Service environnement, eau, biodiversité.....	1198
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-01 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL RAJZWING - NANCY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif	1198
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-02 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SAS Egoûts Express - JARVILLE pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif	1199
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-03 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL VIVALOR - TONNOY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif	1201
Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-04 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL Lor Assainissement - NEUVES-MAISONS pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif	1202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	1203
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.102 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Emilie PHILISPART à LONGWY	1203
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.103 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Dries EVERAERT à STENAY	1203
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.104 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Laurent SARLET à STENAY	1204
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.105 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur François EVRARD à STENAY	1204
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.106 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Dominique CORRA à STENAY	1204

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.107 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Bénédicte HARTMANN-MERCENIER à VANDOEUVRE LES NANCY	1204
Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.110 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Virginie RENARD à LONGWY	1205
Extrait de l'arrêté du 20 octobre 2010 fixant la composition du comité technique paritaire de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle	1205
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1205
Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Evelyn BEAUCART, Contrôleur Principal	1205
Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nelly BOLONI, Contrôleur	1206
Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Solange BUTTIGNOL, Contrôleur Principal	1206
Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence RITZ, Contrôleur	1206
SIP de Nancy Nord-Ouest – En date du 29 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Raymonde GALLAIS	1207
Décision du 2 novembre 2010 portant délégation de signature à Mme Evelyn MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat	1207
AUTRES SERVICES.....	1208
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1208
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 27 septembre 2010 de terrains sis à THIAUCOURT-REGNIEVILLE (Meurthe-et-Moselle)	1208
AVIS ET COMMUNICATIONS	1208
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1208
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1208
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25594 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BRIN SUR SEILLE	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27803 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JOLIVET.....	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31167 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLERS LA CHEVRE	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40898 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FROUARD	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44194 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de GEZONCOURT	1208
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45939 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE	1209
AUTRES SERVICES.....	1209
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1209
Avis de concours sur titres du 2 novembre 2010 en vue de pourvoir deux postes de préparateur en pharmacie hospitalière	1209

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 octobre 2010**

Réunie le 20 octobre 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a refusé à la SNC LIDL, en qualité de futur exploitant, l'autorisation pour la création d'un magasin de commerce alimentaire de détail de type maxi-discount à l'enseigne LIDL, de 990 m² de surface de vente à CONFLANS EN JARNISY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de CONFLANS EN JARNISY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

CABINET DU PREFET*Service interministériel de défense et de la protection civile***Extrait de l'arrêté n° 2010/156/SIDPC du 21 octobre 2010 portant liste des consommateurs de gaz assurant les missions d'intérêt général**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La liste des clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général figure en annexe au présent arrêté.

Article 2 : MM. le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2010

Pour le préfet,
Le sous-préfet directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

INSEE	NOM	N° ET RUE DU SITE	CODE POSTAL ET VILLE DU SITE
54008	SALLE POLYVALENTE	5 RUE ETIENNE OLRV	54170 ALLAIN
54008	MAIRIE	35B RUE ETIENNE OLRV	54170 ALLAIN
54008	FOYER DU 3IEME AGE	1 GRANDE RUE	54170 ALLAIN
54010	ECOLE NOUVELLE	28 RUE DU LIEUTENANT CLERC	54112 ALLAMPS
54022	ECOLE	49 GRANDE RUE	54530 ARNAVILLE
54022	PETITE CHAPELLE D ARNAVILLE	RUE DE LA CHAPELLE	54530 ARNAVILLE
54025	DR JACQUOT ALAIN	4BIS RUE DU FAUBOURG SAINT PHLIN	54510 ART SUR MEURTHE
54025	EGLISE	RUE DU 18 JUIN	54510 ART SUR MEURTHE
54025	ECOLE DE GARCONS	8 RUE DU 18 JUIN	54510 ART SUR MEURTHE
54028	STE SEC MIN DISPENSAIRE	10 PARC ALEXIS LEONOV	54580 AUBOUE
54028	ECOLE MATERNELLE VALLON	CITE DU TUNNEL	54580 AUBOUE
54028	ECOLE ROMAIN ROLLAND	PARC ALEXIS LEONOV	54580 AUBOUE
54028	ECOLE MATERNELLE JOLIOT CURIE	PARC ALEXIS LEONOV	54580 AUBOUE
54028	SALLE DES FETES	8 RUE DU 11 NOVEMBRE	54580 AUBOUE
54028	SALLE DES FETES	8 RUE DU 11 NOVEMBRE	54580 AUBOUE
54028	GYMNASE	PARC ALEXIS LEONOV	54580 AUBOUE
54028	CENTRE CULTUREL ABOWELS	PLACE DU GENERAL DE GAULLE	54580 AUBOUE
54028	BLOC INSTIT	CITE DU TUNNEL	54580 AUBOUE
54028	SALLE GAUGUIN	RUE DU LAVOIR	54580 AUBOUE
54028	EGLISE ST JEAN BAPTISTE	RUE DE L EGLISE	54580 AUBOUE
54028	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN	PARC ALEXIS LEONOV	54580 AUBOUE
54028	LOCAL SAPEURS POMPIERS	RUE CAMILLE CAVALLIER	54580 AUBOUE
54028	MAIRIE ATELIERS	4 CARREAU DE L USINE	54580 AUBOUE
54029	COMMUNAUTE COM DU PAYS AUDUNOIS	67B ROUTE DE BRIEY	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	GENDARMERIE	RUE CLEMENCEAU	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET MOSELLE SITE 1	2 RUE DU 9 SEPTEMBRE AUDUN-LE-ROMAN	54560 AUDUN-LE-ROMAN
54029	STADE VESTIAIRE	10 RUE DES PRES	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	SALLE DES SPORTS	PLACE CLEMENCEAU	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	SERVICE DE REEDUCATION	1 PLACE DU GENERAL DE GAULLE	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	ECOLE MATERNELLE POULBOT	PLACE DU GENERAL DE GAULLE	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	MAISON DES CLUBS	3 RUE DES CLAIRS CHENES	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	SALLE LOUIS ARAGON	ROUTE DE BRIEY	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	DOJO	RUE MATHIEU	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	MAIRIE	PLACE GENERAL DE GAULLE	54560 AUDUN LE ROMAN
54029	CABINET DE REEDUCATION	1 PCE DU GEN DE GAULLE	54560 AUDUN LE ROMAN
54036	GROUPE SCOLAIRE	4 RUE DES ECOLES	54150 AVRIL
54036	LOGT GROUPE SCOLAIRE	4 RUE DES ECOLES	54150 AVRIL
54038	BATIMENT COMMUNAL	7 PLACE RICHELIEU	54122 AZERAILLES
54038	DOCTEUR FELDER	13B RUE DE LA GARE	54122 AZERAILLES
54039	SDIS	26 RUE EMILE GRIDEL	54120 BACCARAT
54039	GENDARMERIE 003 / 004	ROUTE DE GELACOURT	54120 BACCARAT
54039	GENDARMERIE 006	ROUTE DE GELACOURT	54120 BACCARAT
54039	DIRECTION DE L EQUIPEMENT	998 RUE DE HUMBEPARE	54120 BACCARAT
54039	CENTRE TECHNIQUE	10 RUE DE VERDUN	54120 BACCARAT
54039	CERCLE MIXTE	CASERNE LADMIRALT	54120 BACCARAT
54039	GENDARMERIE 008	ROUTE DE GELACOURT	54120 BACCARAT
54039	LOCAL ESPACE VERT	19 RUE PASTEUR	54120 BACCARAT
54039	PISCINE	RUE EMILE GRIDEL	54120 BACCARAT
54039	SALLE DES FETES	998 AVENUE DE LACHAPELLE	54120 BACCARAT
54039	GENDARMERIE 009	ROUTE DE GELACOURT	54120 BACCARAT
54039	MAIRIE	2 RUE ADRIEN MICHAUT	54120 BACCARAT

54039	CPAM	6 RUE ADRIEN MICHAUT	54120	BACCARAT
54039	FOYER DES PERSONNES AGEES	18 RUE PASTEUR	54120	BACCARAT
54039	SERRES MUNICIPALES	RUE PASTEUR	54120	BACCARAT
54039	SALLE DES SPORTS	8 RUE EMILE GRIDEL	54120	BACCARAT
54039	MAISON DE RETRAITE	RUE DE L ABBE MUNIER	54120	BACCARAT
54039	CASERNE LAMIRAULT	CASERNE LADMIRAULT	54120	BACCARAT
54039	HALTE GARDERIE	9 RUE DE HUMBEPARE	54120	BACCARAT
54039	LOCAL RESTO DU COEUR	6 RUE DE L ABBE MUNIER	54120	BACCARAT
54039	OFFICE DU TOURISME	PLACE DU GENERAL LECLERC	54120	BACCARAT
54039	CASERNE LAMIRAULT BAT 017	CASERNE LADMIRAULT	54120	BACCARAT
54039	ECOLE DE LA BAUGERIE	RUE DE LA BAUGERIE	54120	BACCARAT
54039	GENDARMERIE NATIONALE	4 RUE EMILE GRIDEL	54120	BACCARAT
54039	GENDARMERIE 010	ROUTE DE GELACOURT	54120	BACCARAT
54039	ECOLE DE LA SERRE	RUE CAPELOT	54120	BACCARAT
54040	FOYER PERSONNES AGEES	RUE CHANZY	54540	BADONVILLER
54040	GENDARMERIE	AV DE LA DIVISION LECLERC	54540	BADONVILLER
54040	PERCEPTION	32 RUE DU MARECHAL FOCH	54540	BADONVILLER
54040	CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET MOSELLE SITE 2	43 AV. DIVISION LECLERC BADONVILLER	54540	BADONVILLER
54040	MAIRIE - HOTEL DE VILLE	RUE DU MARECHAL FOCH	54540	BADONVILLER
54040	ESPACE MANSUY	1 RUE DE L ABBE MANSUY	54540	BADONVILLER
54040	GROUPE SCOLAIRE	RUE RAYMOND POINCARÉ	54540	BADONVILLER
54040	BUREAUX	24 RUE MARECHAL FOCH	54540	BADONVILLER
54040	LOCAUX TECHNIQUES	5 RUE CHANZY	54540	BADONVILLER
54043	CENTRE JACQUES PARISOT	RUE JACQUES CALLOT	54550	BAINVILLE SUR MADON
54051	ECOLE DU PARADIS	5 RUE FRANCOIS GUIZOT	54980	BATILLY
54051	ANCIENNE POSTE	8 RUE DES TILLEULS	54980	BATILLY
54051	FOYER POPULAIRE D'EDUCATION	RUE DES TILLEULS	54980	BATILLY
54051	MAIRIE-ECOLE	12 RUE DES TILLEULS	54980	BATILLY
54054	TRESOR PUBLIC	13 RUE DE LA MAIRIE	54290	BAYON
54054	MAISON RETRAITE ST CHARLES	23 GRANDE RUE	54290	BAYON
54054	ECOLE PRIMAIRE FRANCOISE DOLTO	RUE DES ECOLES	54290	BAYON
54054	HALL DES SPORTS	RUE DES ECOLES	54290	BAYON
54054	MAIRIE	15 RUE DE LA MAIRIE	54290	BAYON
54060	BELLEVILLE LOGEMENT COMMUNAL RENE C	1 RUE PROSPER CABIROL	54940	BELLEVILLE
54060	COMPLEXE MUNICIPAL	57 ROUTE NATIONALE	54940	BELLEVILLE
54060	GROUPE SCOLAIRE	1 RUE DE LA GARE	54940	BELLEVILLE
54067	ECOLE	RUE JULES FERRY	54620	BEUVEILLE
54067	SALLE DES FETES	RUE ALBERT LEBRUN	54620	BEUVEILLE
54067	MAIRIE ECOLE	RUE DE LA RESISTANCE	54620	BEUVEILLE
54073	BICQUELEY ECOLE	34 RUE NICOLAS CHENIN	54200	BICQUELEY
54073	SALLE DES FETES	RUE DU HAUT DU CHENE	54200	BICQUELEY
54076	CRECHE HATLE GARDERIE	RUE DU PRESBYTERE	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	MAIRIE	26 RUE DU MARECHAL LECLERC	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	LOGEMENT EX CHEVALIER	17B RUE DE GERBEVILLER	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	GROUPE SCOLAIRE DU CENTRE	15 RUE DE GERBEVILLER	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	SALLE DES SPORTS	13 AVENUE JOLIOT CURIE	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	MAISON DES FETES	RUE DE L ETANG	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	SALLE DE RESTAURANT DU RAMPEUX	9 RUE DU RAMPEUX	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	ATELIERS MUNICIPAUX	RUE DE GERBEVILLER	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	ECOLE MATERNELLE HDP	HAUT DES PLACES	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	COMPAGNONS D EMMAUS	3 RUE DU MARECHAL LECLERC	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	GENDARMERIE	19 RUE PIERRE SEMARD	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	SALLES DE REUNIONS	RUE DES ECOLES	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	MAISON DE RETRAITE	RUE DU BAC	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	SIAD	1 RUE DU PRESBYTERE	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	SALLE COMMUNALE DU HDP	99 AVENUE LE NID	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54076	BIBLIOTHEQUE	RUE DU PRESBYTERE	54360	BLAINVILLE SUR L EAU
54077	HOPITAL LOC INTERCOMM 3H SANTE	ROUTE DE VERDENAL	54450	BLAMONT
54077	CENTRE ACCUEIL FOYER	5 RUE DES CAPUCINS	54450	BLAMONT
54077	MAISON DES ASSOCIATIONS	20 RUE TRAVERSIERE	54450	BLAMONT
54077	CENTRE SOCIAL	5 RUE DES CAPUCINS	54450	BLAMONT
54077	ECOLE PRIMAIRE	RUE DU PUIT JOPPE	54450	BLAMONT
54077	CINEMA BON ACCUEIL	RUE DES CAPUCINS	54450	BLAMONT
54077	LOCAL ASSOCIATIF	29 RUE DU CHATEAU	54450	BLAMONT
54077	CRECHE CDC DE LA VEZOUZE	38 RUE DE VOISE	54450	BLAMONT
54077	MAIRIE	PLACE DU GENERAL DE GAULLE	54450	BLAMONT
54077	LA POSTE	14 RUE DU 18 NOVEMBRE	54450	BLAMONT
54077	ASSOCIATION RELAIS	17 RUE DU CHATEAU	54450	BLAMONT
54077	ASSOCIATION RELAIS	2B RUE DES VOILEURS	54450	BLAMONT
54077	ATELIERS MUNICIPAUX	28 RUE TRAVERSIERE	54450	BLAMONT
54077	SIEGE CDC DE LA VEZOUZE	15 RUE DE VOISE	54450	BLAMONT
54077	BRIGADE DE BLAMONT	3 RUE VICTOR PIERRE	54450	BLAMONT
54079	MAIRIE	1 RUE SAINT MARTIN	54700	BLENOD LES PONT A
MOUSSON				
54079	SALLE POLYVALENTE JEAN VILAR	RUE SAINT EPVRE	54700	BLENOD LES PONT A
MOUSSON				
54079	MAIRIE DE BLENOD	2 IMPASSE SAINT EPVRE	54700	BLENOD LES PONT A
MOUSSON				
54079	CTM	RUE DU PONT MOUJA	54700	BLENOD LES PONT A
MOUSSON				
54079	LOGEMENT	115 AVENUE VICTOR CLAUDE	54700	BLENOD LES PONT A
MOUSSON				
54090	ECOLE MATERNELLE GUERQUIN	RUE D ALSACE LORRAINE	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	MAISON CLAIRJOIE	RUE COMTE DE FRAWENBERG	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	SERVICES TECHNIQUES	RUE DU TEMERAIRE	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	EGLISE DE BOUXIERES AUX DAMES	RUE SAINT MARTIN	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	O.G.E.C. ECOLE NOTRE DAME	6 RUE DE LA CHENEAU	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	ECOLE FRANCHI	RUE D ALSACE LORRAINE	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	BOUXIERES AUX DAMES PRESBYTERE	1 RUE DE LA CHENEAU	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	EGLISE DE BOUXIERES AUX DAMES	RUE SAINT MARTIN	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	SALLE LAMBING	CHEMIN DU PAQUIS	54136	BOUXIERES AUX DAMES

54090	MAIRIE DE BOUXIERES AUX DAMES	1 RUE SAINT MARTIN	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	ECOLE PRIMAIRE RENE THIBAUT	RUE SAINT ANTOINE	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54090	SALLE DES FETES	RUE DES 3 FRERES LIEVRE	54136	BOUXIERES AUX DAMES
54099	HOTEL DES IMPOTS	RUE ALBERT DE BRIEY	54150	BRIEY
54099	ASSOCIATION LES VIGNOTTES	RUE DU G BIGEARD	54150	BRIEY
54099	MAISON INTERCOMMUNALE DE L ENFANCE	COTE DES CORBEAUX	54150	BRIEY
54099	FONDATION LA VIE AU GRAND AIR	6 AV DES DROITS DE L HOMME	54150	BRIEY
54099	FONDATION LA VIE AU GRAND AIR	8 AV DES DROITS DE L HOMME	54150	BRIEY
54099	GENDARMERIE DE BRIEY	4 RUE ALBERT DE BRIEY	54150	BRIEY
54099	FONDATION LA VIE AU GRAND AIR	1 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	54150	BRIEY
54099	CENTRE ST ANTOINE	21 RUE DE METZ	54150	BRIEY
54099	FONDATION LA VIE AU GRAND AIR	6 RUE DE LA THIRIEE	54150	BRIEY
54099	ECOLE MATERNELLE ST EXUPERY BRIEY	RUE DE METZ	54150	BRIEY
54099	IME CLAIRMATIN	10 AVENUE ALBERT 1ER	54150	BRIEY
54099	MAIRIE	PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54150	BRIEY
54099	C A T	ZI	54150	BRIEY
54099	CABINET HAUMONT	11 AVENUE DU MARECHAL FOCH	54150	BRIEY
54099	HOPITAL MAILLOT	31 AVENUE ALBERT DE BRIEY BRIEY	54150	BRIEY
54099	EGLISE	PLACE POINCARE	54150	BRIEY
54099	CENTRE DE SEMI LIBERTE	RUE DU ROI DE ROME	54150	BRIEY
54099	CENTRE DE SECOURS	33 RUE DE LORRAINE	54150	BRIEY
54099	COMMISSARIAT DE POLICE	7 RUE ALBERT DE BRIEY	54150	BRIEY
54099	CENTRE HOSPITALIER MAILLOT	3 RUE DE LA LIBERTE	54150	BRIEY
54099	CENTRE HOSPITALIER MAILLOT	11 RUE RENE DORME	54150	BRIEY
54099	FOYER DES ANCIENS	10 RUE EMILE GENTIL	54150	BRIEY
54099	SOUS PREFECTURE BRIEY	PLACE DU CHATEAU	54150	BRIEY
54099	TRESORERIE DE BRIEY	RUE ALBERT DE BRIEY	54150	BRIEY
54099	GENDARMERIE LOCAUX DE SERVICES	RUE ALBERT DE BRIEY	54150	BRIEY
54110	MAISON POUR TOUS	1 RUE DE REMEREVILLE	54420	CERVILLE
54110	EGLISE		54420	CERVILLE
54110	ECOLE CERVILLE	4 GRANDE RUE	54420	CERVILLE
54110	ATELIERS MUNICIPAUX	RUE DE LENONCOURT	54420	CERVILLE
54110	MAIRIE	RUE DE L EGLISE	54420	CERVILLE
54110	BIBLIOTHEQUE	RUE DE L EGLISE	54420	CERVILLE
54111	ECOLE	6 RUE DES MARTYRS	54230	CHALIGNY
54111	MAISON DES JEUNES	1 RUE DU BOUCHOT	54230	CHALIGNY
54111	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	128 RUE EDMOND PINTIER	54230	CHALIGNY
54111	MAIRIE	128 RUE EDMOND PINTIER	54230	CHALIGNY
54111	ECOLE DE CHALIGNY CENTRE	147 RUE EDMOND PINTIER	54230	CHALIGNY
54111	PAROISSE DE CHALIGNY	RUE DU CHATEAU	54230	CHALIGNY
54111	ECOLE BANVOIE	1 RUE JEAN MOULIN	54230	CHALIGNY
54111	CRECHE MUNICIPALE	1B RUE DU BOUCHOT	54230	CHALIGNY
54111	FOYER DES PERSONNES AGEES	7B RUE DE LA CARTE	54230	CHALIGNY
54111	ECOLE BANVOIE	10 RUE PIERRE MENDES FRANCE	54230	CHALIGNY
54111	ECOLE MATERNELLE	350 RUE DE LA MINE	54230	CHALIGNY
54113	MAISON DU TEMPS LIBRE	51 RUE SAINT BARTHELEMY	54280	CHAMPENOUX
54113	CHAMPENOUX CDC DU GRAND COURONNAIS	47 RUE SAINT BARTHELEMY	54280	CHAMPENOUX
54113	MAIRIE ECOLE	51 RUE SAINT BARTHELEMY	54280	CHAMPENOUX
54113	TERRAIN DE SPORTS	RUE DU GENERAL DE CASTELNAU	54280	CHAMPENOUX
54115	COS	19B RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	CLUB HOUSESTADE	RUE DU MALNOY	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	RESTAURANT SCOLAIRE	34 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	PRESIDENT CCAS FOYER PERS AGEES	RUE DE LA PAPETERIE	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	LOGEMENT COMMUNAL MANGIN	32 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	LOGEMENT COMMUNAL AUBERTIN	28 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	GYMNASE JULIEN FRANCK	34 RUE DE NANCY	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	AJL LOCAUX ASSOCIATIFS	34 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	ASC BASKET BALL	34 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	COMPLEXE SPORTIF DU MALNOY	2 RUE DU MALNOY	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	LOGEMENT MONIER	RUE DU MALNOY	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	CENTRE TECHNIQUE	RUE DU CANAL	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	CRS 39	RUE DES BLANCHES TERRES	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	LOGEMENT GRAVIER	RUE DU MALNOY	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	TENNIS CLUB	RUE DE BELLEFONTAINE	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	ECOLE DE MUSIQUE	34 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	SALLE DES FETES	26 RUE PHILIPPE MARTIN	54250	CHAMPIGNEULLES
54115	CCAS	RUE DE BREST	54250	CHAMPIGNEULLES
54116	C A T LUNEVILLE	ZAD DE CHANTEHEUX	54300	CHANTEHEUX
54116	PAROISSE STE ANNE	RUE DE L EGLISE	54300	CHANTEHEUX
54122	ECOLE MATERNELLE	56 RUE DE L EGLISE	54200	CHAUDENEY SUR MOSELLE
54122	MAIRIE	1 PLACE DE LA MAIRIE	54200	CHAUDENEY SUR MOSELLE
54122	GROUPE SCOLAIRE MONT HACHEY	RUE ANDRE BACHMANN	54200	CHAUDENEY SUR MOSELLE
54123	CERCLE EDUCATIF ET FAMILIAL	29 RUE DE NANCY	54230	CHAVIGNY
54123	COMMUNE DE CHAVIGNY	13 RUE DU PRESBYTERE	54230	CHAVIGNY
54123	ATELIERS MUNICIPAUX	RUE DES ECOLES	54230	CHAVIGNY
54123	MAIRIE	53 RUE DE NANCY	54230	CHAVIGNY
54123	FOYER RURAL DE CHAVIGNY	6B RUE DU PRESOIR	54230	CHAVIGNY
54123	ECOLE EM. EE. APS.BCD	32 RUE DE NANCY	54230	CHAVIGNY
54125	ECOLE	102 RUE DE LA MAIRIE	54122	CHENEVIERES
54125	QUARTIER LASALLE	43 EME RT	54122	CHENEVIERES
54135	TRESOR PUBLIC	2 RUE JEANNE D ARC	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	ATELIERS MUNICIPAUX	8 RUE DE LA QUEMINE	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	GROUPE DE GENDARMES AUXILIAIRES	57 CHEMIN DU CLESSON	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	SALLE POLYVALENTE	1 RUE DU Puits DE CHANIER	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	FOYER DES ANCIENS	1 RUE PASTEUR	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	MAISON DES PERSONNES AGEES	4 RUE DE LA GARE	54170	COLOMBEY LES BELLES
54135	SDIS- CENTRE DE SECOURS	2B RUE ALEXANDRE III	54170	COLOMBEY LES BELLES
54136	EGLISE DE CONFLANS	RUE DE VERDUN	54800	CONFLANS EN JARNISY
54136	ANNEXE MAIRIE	RUE DE VERDUN	54800	CONFLANS EN JARNISY
54136	MAIRIE ECOLE	PLACE ARISTIDE BRIAND	54800	CONFLANS EN JARNISY
54136	GYMNASE MJC TENNIS COUVERT	2 RUE DES DR GRANDJEAN	54800	CONFLANS EN JARNISY

54136	COMMISSARIAT DE POLICE	41 RUE DU GENERAL DE GAULLE	54800	CONFLANS EN JARNISY
54136	MATERNELLE JACQUES PREVERT	RUE HONORE DE BALZAC	54800	CONFLANS EN JARNISY
54137	VESTIAIRES TERRAIN FOOT	RUE DES FORGES	54870	CONS LA GRANDVILLE
54137	SIS PAUL FORT MAIRIE-ECOLE	1 PLACE DE LA MAIRIE	54870	CONS LA GRANDVILLE
54137	FOYER DES JEUNES	RUE DE LA POSTE	54870	CONS LA GRANDVILLE
54137	HOTEL DE VILLE	1 RUE DE LA POSTE	54870	CONS LA GRANDVILLE
54138	ECOLE COSNES CENTRE	13 RUE D ANJOU	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	PAROISSE COSNES ET ROMAIN	46B RUE DE LORRAINE	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	SALLE POLYVALENTE	RUE DAUPHINE	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	NOUVELLE MAIRIE	12 RUE DU LANGUEDOC	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	EX LOGT PERINI	27 RUE DU LANGUEDOC	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	33 RUE DE LORRAINE	54400	COSNES ET ROMAIN
54138	ANCIENNE MAIRIE	2 RUE DE BOURGOGNE	54400	COSNES ET ROMAIN
54145	ECOLE PRIMAIRE	2 PLACE POINCARÉ	54110	CREVIC
54149	LOISIRS ET CULTURE	17A ROUTE D ERROUVILLE	54680	CRUSNES
54149	SALLE DES FETES	AVENUE QUATRIEME	54680	CRUSNES
54149	ANNEXE MAIRIE	4 AVENUE TROISIEME	54680	CRUSNES
54149	ECOLE DU VILLAGE	1A PLACE DE L EGLISE	54680	CRUSNES
54149	MAIRIE	2A RUE DE LA MAIRIE	54680	CRUSNES
54149	GROUPE SCOLAIRE CITES	5 AVENUE CINQUIEME	54680	CRUSNES
54149	SYNDICAT DES EAUX	AVENUE SIXIEME	54680	CRUSNES
54149	LOCAL MEDICAL MAIRIE	4 ROUTE NATIONALE	54680	CRUSNES
54149	STADE MUNICIPAL	ROUTE NATIONALE	54680	CRUSNES
54150	PRESBYTERE DE CUSTINES	12 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54670	CUSTINES
54150	SALLE DES SPORTS COSEC	RUE DES CLEMATITES	54670	CUSTINES
54150	EGLISE DE CUSTINES	12 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54670	CUSTINES
54150	SOC VITAL AIREEST ALSD	RUE DE POMPEY	54670	CUSTINES
54150	ASSOCIATION DE LA SEILLE	1 PLACE DE L EGLISE	54670	CUSTINES
54150	EGLISE DE CUSTINES	12 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54670	CUSTINES
54150	PRESBYTERE DE CUSTINES	12 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54670	CUSTINES
54151	FOYER DES JEUNES	ROUTE DE BEUVEILLE	54720	CUTRY
54151	SALLE POLYVALENTE	2 PLACE DE LA MAIRIE	54720	CUTRY
54151	ECOLE	33 RUE DE LONGWY	54720	CUTRY
54151	PREAU GROUPE SCOLAIRE	33 RUE DE LONGWY	54720	CUTRY
54151	EGLISE	PLACE DE LA MAIRIE	54720	CUTRY
54152	SALLE DE REUNION	1 PLACE DE LA MAIRIE	54360	DAMELEVIERES
54152	SALLE DE REUNION	5 RUE JEAN MOULIN	54360	DAMELEVIERES
54152	EGLISE	RUE DU GENERAL LECLERC	54360	DAMELEVIERES
54152	MAIRIE DE DAMELEVIERES	4 RUE JEAN MOULIN	54360	DAMELEVIERES
54152	ESPACE ACCUEIL PETITS LOUPS	RUE JEAN MOULIN	54360	DAMELEVIERES
54152	S D I S	ROUTE DE LANDECOURT	54360	DAMELEVIERES
54152	ICF NOVEDIS	9 RUE DE LA GARE	54360	DAMELEVIERES
54152	ICF NOVEDIS	2 ROUTE DE DOMBASLE	54360	DAMELEVIERES
54152	CTRE DE JEUNESSE.COMITE ETABLIS	RUE PIERRE SEMARD	54360	DAMELEVIERES
54152	VILLE DE DAMELEVIERES	R MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	54360	DAMELEVIERES
54152	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	RUE MAL DE LATTRE TASSIGNY	54360	DAMELEVIERES
54152	ATELIERS COMMUNAUX	5A ROUTE DE DOMBASLE	54360	DAMELEVIERES
54154	GROUPE SCOLAIRE	1 RUE DES HALLES	54120	DENEUVRE
54154	MAIRIE ECOLE DENEUVRE	32 GDE RUE	54120	DENEUVRE
54157	CANTINE SCOLAIRE	10 RUE SAINT LAURENT	54380	DIEULOUARD
54157	ECOLE JEAN JAURES	RUE JEAN JAURES	54380	DIEULOUARD
54157	LOCAL SECOURISME	17 RUE DE LA BOUILLANTE	54380	DIEULOUARD
54157	CENTRE TECHNIQUE	4 RUE DE LA GARE	54380	DIEULOUARD
54157	S D I S	2 RUE DE LA CHAVEE	54380	DIEULOUARD
54157	VESTIAIRE STADE MARCEL CRUSEN	AVENUE CHARLES ROTH	54380	DIEULOUARD
54157	CENTRE TECHNIQUE	4 RUE DE LA GARE	54380	DIEULOUARD
54157	RESTO DU COEUR	4 RUE DES JARDINS	54380	DIEULOUARD
54157	JUDO CLUB	20 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	54380	DIEULOUARD
54157	ECOLE MATERNELLE	2 RUE JULES FERRY	54380	DIEULOUARD
54159	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	30 RUE COLLOT	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	SERVICES TECHNIQUES	AVENUE DE ROSIERES	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	PAROISSE DE DOMBASLE	2 RUE DE LA CHAPELLE	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	CHAPELLE STE THERESE	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	FOYER D HEBERGEMENT	RUE CARNOT	54110	DOMBASLE SUR MEUSE
54159	COMMISSARIAT	RUE DE BERNAUSON	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	CDS DOMBASLE SUR MEURTHE	4 ROUTE DE SOMMERVILLER	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	MAISON DE RETRAITE	30 RUE COLLOT	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	CENTRE MEDICO SOCIAL	AVENUE DE LUNEVILLE	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54159	PAROISSE DE DOMBASLE	2 RUE DE LA CHAPELLE	54110	DOMBASLE SUR MEURTHE
54161	SALLE DES FETES	82 GRANDE RUE	54450	DOMEVRE SUR VEZOUZE
54165	CENTRE AERE JEAN ROSTAND	CHEMIN D AMANCE	54130	DOMMARTÉMONT
54165	GYMNASE COSEC	CHEMIN D AMANCE	54130	DOMMARTÉMONT
54165	ASS CONFETTIS CRECHE	20 RUE DE MALZEVILLE	54130	DOMMARTÉMONT
54167	HOPITAL JEANNE D ARC	ROUTE NATIONALE 4	54200	DOMMARTIN LES TOUL
54171	PLATEFORME MULTISPORTS	RUE MARCEL PAGNOL	54800	DONCOURT LES CONFLANS
54171	MAIRIE	RUE JEAN LEON MICHEL	54800	DONCOURT LES CONFLANS
54171	ECOLE MATERNELLE	RUE PAUL BRUQUE	54800	DONCOURT LES CONFLANS
54171	ETABLISSEMENT SCOLAIRE	5 RUE ARSENE WAHNAME	54800	DONCOURT LES CONFLANS
54174	CENTRE DE DETENTION	CENTRE PENITENTIAIRE	54200	ECROUVES
54174	CENTRE PENITENTIAIRE	CENTRE PENITENTIAIRE	54200	ECROUVES
54174	SALLE ASSOCIATIVE	255 RUE LAMARCHE	54200	ECROUVES
54174	BUREAUX	51 RUE DES OISELEURS	54200	ECROUVES
54174	GROUPE SCOLAIRE LA JUSTICE	179 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54200	ECROUVES
54174	CENTRE PENITENTIAIRE	ROUTE DE PAGNEY	54200	ECROUVES
54174	ECOLE MATERNELLE A.JACQUARD	734 RUE DE PARIS	54200	ECROUVES
54174	ECOLE BAUTZEN	897 AVENUE DU 15 EME GENIE	54200	ECROUVES
54174	STAND DE TIR	AVENUE DU MAL JOFFRE	54200	ECROUVES
54174	GYMNASE JACQUES ROBINOT	1504 AVENUE DU 15 EME GENIE	54200	ECROUVES
54174	ATELIER COMMUNAL	RUE MARCEAU	54200	ECROUVES
54174	CENTRE DE SECOURS DE TOUL	RUE DE PARIS	54200	ECROUVES
54174	ATELIERS MUNICIPAUX	AVENUE DU 15 EME GENIE	54200	ECROUVES

54174	GROUPE SCOLAIRE	AVENUE DU MAL JOFFRE	54200	ECROUVES
54174	CHAPELLE JEANNE D'ARC	AVENUE DU 15 EME GENIE	54200	ECROUVES
54174	MAIRIE D ECROUVES-S.POLYV.	RUE DU CHANOINE ROUSSELOT	54200	ECROUVES
54174	CASERNE FABVIER PERRIN	BRICHAMBAULT	54200	ECROUVES
54176	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SANON	41 RUE KARQUEL	54370	EINVILLE AU JARD
54176	EGLISE	RUE DU PONT	54370	EINVILLE AU JARD
54176	BUREAU	7 PLACE DE LA FONTAINE	54370	EINVILLE AU JARD
54176	MAISON DE RETRAITE	RUE DU PUIS GROS YEUX	54370	EINVILLE AU JARD
54176	SALLE POLYVALENTE	ROUTE DE MAIXE	54370	EINVILLE AU JARD
54176	MEDIATHEQUE	*PONT*	54370	KARQUEL
54176	MAIRIE	5 RUE KARQUEL	54370	EINVILLE AU JARD
54176	FOYER RURAL	RUE ARISTIDE BRIAND	54370	EINVILLE AU JARD
54181	ECOLE JULES FERRY	23 RUE PAUL VERLAINE	54680	ERROUVILLE
54181	CHAPELLE	RUE CLAUDE LE LORRAIN	54680	ERROUVILLE
54181	EGLISE	RUE DU CHATEAU	54680	ERROUVILLE
54181	SALLE DES FETES	23 RUE PAUL VERLAINE	54680	ERROUVILLE
54184	ECOLE MATERNELLE J PREVERT	RUE ROGER BERIN	54270	ESSEY LES NANCY
54184	CPAM	8 RUE DES MAILLYS	54270	ESSEY LES NANCY
54184	ECOLE D'APPLICATION DU CENTRE	RUE ROGER BERIN	54270	ESSEY LES NANCY
54184	LOGEMENT DE FONCTION	4 RUE ROGER BERIN	54270	ESSEY LES NANCY
54184	MAISON DE RETRAITE	RUE DE DOMMARTEMONT	54270	ESSEY LES NANCY
54184	CLINIQUE DE LA PORTE VERTE	21 CHEMIN DES TARBES	54270	ESSEY LES NANCY
54184	QUARTIER KLEBER - BASE DE SOUTIEN	RUE DU 8 MAI 1945	54271	ESSEY LES NANCY
54184	SALLE DES FETES MARINGER	10 RUE PARMENTIER	54270	ESSEY LES NANCY
54184	COMMUNAUTE EMMAUS	60 AV DU 69E RGT D INFANTRIE	54270	ESSEY LES NANCY
54184	POLYCLINIQUE LOUIS PASTEUR 2	7 rue Parmentier	54270	ESSEY LES NANCY
54184	GYMNASE	10 RUE PARMENTIER	54270	ESSEY LES NANCY
54184	CAPS	3 AVENUE DE L EUROPE	54270	ESSEY LES NANCY
54184	POLYCLINIQUE LOUIS PASTEUR 1	12 avenue Foch	54270	ESSEY LES NANCY
54184	ECOLE MATERNELLE DELAUNAY	ALLEE ROLAND GARROS	54270	ESSEY LES NANCY
54186	EGLISE	RUE DU CHATEAU	54690	EULMONT
54188	GS	10 RUE DU CHAMBION	54760	FAULX
54188	MAIRIE ET PTT	Promenade du Val de Faulx	54760	FAULX
54188	NOUVELLE MAISON COMMUNALE	Promenade du Val de Faulx	54760	FAULX
54188	MAISON DE RETRAITE DE FAULX	RUE DU GENERAL LECLERC	54760	FAULX
54188	MAISON DE RETRAITE DE FAULX	1 RUE DE LA ROCHELLE	54760	FAULX
54188	SALLE DES FETES	9 RUE DU STADE	54760	FAULX
54196	SCM CHAUBOUROT	2 R DU DOYEN JACQUES PARISOT	54630	FLAVIGNY SUR MOSELLE
54196	CRECHE FLAMINI	34 RUE DE NANCY	54630	FLAVIGNY SUR MOSELLE
54196	OFFICE D HYGIENE SOCIALE	46 RUE DU DOYEN PARISOT	54630	FLAVIGNY SUR MOSELLE
54196	O H S BLANCHISSERIE SERRES	46 RUE DU DOYEN PARISOT	54630	FLAVIGNY SUR MOSELLE
54197	MAIRIE	15 ROUTE DE LUPCOURT	54710	FLEVILLE DEVANT NANCY
54197	SALLE DES FETES	ROUTE DE LUPCOURT	54710	FLEVILLE DEVANT NANCY
54197	LOCAUX TECHNIQUES	RUE GUSTAVE EIFFEL	54710	FLEVILLE DEVANT NANCY
54197	MAIRIE	18 RUE DU CHATEAU	54710	FLEVILLE DEVANT NANCY
54197	MAISON DES ASSOCIATIONS	ROND POINT ARMSHEIM	54710	FLEVILLE DEVANT NANCY
54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	PLACE DE L EGLISE	54840	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	1 RUE DU MUGUET	54840	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	PLACE DE L EGLISE	54840	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54205	SALLE POLYVALENTE	RUE DU GENERAL LECLERC	54570	FOUG
54205	FOUG LOGEMENT COMMUNAL	19 RUE DU LUTON	54570	FOUG
54205	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	12 RUE JULES FERRY	54570	FOUG
54205	MAIRIE	34 RUE FRANCOIS MITTERRAND	54570	FOUG
54205	PATRONAGE DE FILLES	6 RUE JULES FERRY	54570	FOUG
54205	GROUPE SCOLAIRE	RUE DU LUTON	54570	FOUG
54205	GENDARMERIE	RUE DU LUTON	54570	FOUG
54205	ECOLE MATERNELLE	41 RUE DU CARRELAGE	54570	FOUG
54205	FOUG LOGEMENT EX ROYER LUTON	RUE DU LUTON	54570	FOUG
54215	ECOLE MATERNELLE JACQUES PREVERT	4 RUE ANATOLE FRANCE	54390	FROUARD
54215	ATELIERS MUNICIPAUX	7 RUE GEORGES CLEMENCEAU	54390	FROUARD
54215	BUREAUX MUNICIPAUX	2 RUE PIERRE CURIE	54390	FROUARD
54215	FOYER DES PERSONNES AGEES	52 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54390	FROUARD
54215	CUISINE SALLE POLYVALENTE	2 RUE PIERRE CURIE	54390	FROUARD
54215	BRIGADE GENDARMERIE	106 RUE EMILE ZOLA	54390	FROUARD
54215	ASSOCIATION LOISIR JADE	52 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54390	FROUARD
54215	FROUARD LOGEMENT FONCTION	5 RUE CLEMENCEAU	54390	FROUARD
54215	APPARTEMENT SINISTRE	2 RUE PIERRE CURIE	54390	FROUARD
54215	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	5 RUE GEORGES CLEMENCEAU	54390	FROUARD
54215	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	5 RUE GEORGES CLEMENCEAU	54390	FROUARD
54227	AGENCE POSTALE COMMUNALE	RUE DE METZ	54780	GIRAUMONT
54227	LOISIRS CULTURES	RUE DU STADE MUNICIPAL	54780	GIRAUMONT
54227	GROUPE SCOLAIRE	7 PLACE DE LA MAIRIE	54780	GIRAUMONT
54227	CLUB DES RETRAITES	RUE DU STADE MUNICIPAL	54780	GIRAUMONT
54227	ECOLE MATERNELLE N 1	RUE DE METZ	54780	GIRAUMONT
54227	ECOLE MATERNELLE N 2	RUE DE METZ	54780	GIRAUMONT
54232	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	11 RUE DE LA BERGERIE	54840	GONDREVILLE
54232	EGLISE	RUE DU CHATEAU	54840	GONDREVILLE
54232	ECOLE PRIMAIRE	24 RUE DE LA BERGERIE	54840	GONDREVILLE
54232	MAIRIE	56 RUE DU CHATEAU	54840	GONDREVILLE
54232	ESPACE AU GRAND JARDIN	21 RUE DE LA BERGERIE	54840	GONDREVILLE
54232	COMPLEXE SPORTIF	BOULEVARD DE L AVENIR	54840	GONDREVILLE
54232	ECOLE MATERNELLE	RUE DE LA CROIX SAINTE ANNE	54840	GONDREVILLE
54232	JUDO CLUB	1 PLACE GENERAL LECLERC	54840	GONDREVILLE
54234	EGLISE DE GORCY	GRANDE RUE	54730	GORCY
54234	MAIRIE	1 PLACE ROLAND LABBE	54730	GORCY
54234	GYMNASE DE GORCY	RUE DU STADE	54730	GORCY
54234	MJC	1 RUE DU COULMY	54730	GORCY
54234	ECOLE JACQUES PREVERT	3 RUE JEANNE D ARC	54730	GORCY
54234	ANCIENNE ECOLE	RUE DU CHATEAU	54730	GORCY
54234	ECOLE MATERNELLE ARC EN CIEL	14 RUE DU STADE	54730	GORCY
54234	VESTIAIRE	RUE DU STADE	54730	GORCY

54234	SALLE DE MUSCULATION	59 RUE JEANNE D ARC	54730	GORCY
54254	ATELIERS MUNICIPAUX	11 RUE CORNEILLE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	SALLE DES FETES MOULAIN	2 RUE DES ECOLES	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	MILLE CLUBS	14 RUE PIERRE CORNEILLE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	GYMNASE JULES FERRY	2B RUE DE LA MEUSE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ATELIER CLUB	17 RUE DE LA MEUSE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	MAIRIE	1 RUE PASTEUR	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ECOLE VICTOR CHEVALLIER	6T RUE PASTEUR	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	A E I M	19 RUE DE LA MEUSE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	SALLE DES SPORTS	RUE DE LA GARONNE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	HAUCOURT MOULAIN LOGEMENT DE FONCT	17 RUE DE LA LOIRE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	VESTIAIRES DU STADE	RUE DE LA GARONNE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ECOLE DE GARCONS JEAN MOULIN	16 RUE DE LA SEINE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	FOYER DES PERSONNES AGEES	6 RUE PASTEUR	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ECOLE MATERNELLE ROBERT DESNOS	RUE DE LA MEUSE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ECOLE DE FILLES JULES FERRY	2B RUE DE LA MEUSE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	EGLISE	RUE PIERRE ET MARIE CURIE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	SALLE DES FETES ST CHARLES	RUE DE L ARDECHE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	EGLISE	RUE PIERRE ET MARIE CURIE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54254	ANNEXE MAIRIE	21 RUE DE LA LOIRE	54860	HAUCOURT MOULAIN
54257	CAT ANDRE LANCIOT	15 AVENUE DES ERABLES	54180	HOUEMONT
54257	GROUPE SCOLAIRE	RUE DE BREST	54180	HEILLECOURT
54257	HEILLECOURT SALLE MULTI ACTIVITES	12 PLACE DE LA FONTAINE	54180	HEILLECOURT
54257	COMMUNAUTE URBAINE GRAND NANCY	MARCHE DE GROS	54180	HEILLECOURT
54257	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	2 RUE DE BESANCON	54180	HEILLECOURT
54257	AEIM	RUE DE LA ROTONDE	54180	HEILLECOURT
54257	AEIM - Blanchisserie	2BIS ALLEE DES MARONNIERS - ZI OUEST	54180	HEILLECOURT
54259	MAIRIE	1 PLACE ST GERMAIN	54450	HERBEVILLER
54259	PAROISSE D HERBEVILLER	RUE DE L EGLISE	54450	HERBEVILLER
54259	SALLE DES FETES	RUE DE MIGNEVILLE	54450	HERBEVILLER
54260	MAIRIE ECOLE	3 GRANDE RUE	54300	HERIMENIL
54260	NOUVELLE MAIRIE	23 GRANDE RUE	54300	HERIMENIL
54261	ECOLE JULES SIMON	40 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	MAIRIE	120 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	ATELIERS MUNICIPAUX	ALLEE DES CHALET	54440	HERSERANGE
54261	CRECHE PARENTALE	14 RUE DE MOULAIN	54440	HERSERANGE
54261	STADE MUNICIPAL	RUE DE LANDRIVAUX	54440	HERSERANGE
54261	MATERNELLE DES CHALET	ALLEE DES CHALET	54440	HERSERANGE
54261	LA VIEILLE EGLISE	PLACE DE LA VIEILLE EGLISE	54440	HERSERANGE
54261	CENTRE MAURICE RAVEL	1 RUE BLANCHE DE CASTILLE	54440	HERSERANGE
54261	SALLE LOUIS LUMIERE	RUE ST BARBE	54440	HERSERANGE
54261	HOTEL ADMINISTRATIF	100 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	HERSERANGE LOGEMENT MAIRIE	100 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	AMITIES FRANCO PORTUGAISES ECOLE	2 RUE DE LANDRIVAUX	54440	HERSERANGE
54261	SALLE DES FETES	87 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	PAROISSE	137 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	SALLE DE GYMNASIQUE	AVENUE HIPPOLYTE D HUART	54440	HERSERANGE
54261	SALLE DE COMPETITION	ALLEE DES CHALET	54440	HERSERANGE
54261	FOYER PERSONNES AGEES	RUE BLANCHE DE CASTILLE	54440	HERSERANGE
54261	ECOLE MATERNELLE	AVENUE DE LA CONCORDE	54440	HERSERANGE
54261	CABINET FRANCONNET PASCAL	170 RUE DE PARIS	54440	HERSERANGE
54261	PISCINE MUNICIPALE	RUE DE LORRAINE	54440	HERSERANGE
54263	CAISSE PRIMAIRE SECURITE SOCIALE	137 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	54310	HOMECOURT
54263	CENTRE DE SECOURS D02837P001	11 RUE MAURICE THOREZ	54310	HOMECOURT
54263	SALLE DES SPORTS	RUE DES TUNNELS	54310	HOMECOURT
54263	ECOLE JOLIOT CURIE	7 RUE MAURICE THOREZ	54310	HOMECOURT
54263	CHAUFFERIE VILLE PLURIEL	RUE GAMBETTA	54310	HOMECOURT
54263	MAIRIE	9 RUE GEORGES CLEMENCEAU	54310	HOMECOURT
54263	LIEU ACCUEIL PARENTS ENFANTS	RUE DU 8 MAI 1945	54310	HOMECOURT
54263	ECOLE MATERNELLE ELSA TRIOLET	RUE DES 4 VENTS	54310	HOMECOURT
54263	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	PLACE DU MARECHAL LECLERC	54310	HOMECOURT
54263	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	IMPASSE SAINT GERMAIN	54310	HOMECOURT
54263	COMPLEXE SPORTIF DE LA PLAINE	RUE DE LA COMMUNE DE PARIS	54310	HOMECOURT
54263	GROUPE SCOLAIRE HENRI BARBUSSE	RUE HENRI BARBUSSE	54310	HOMECOURT
54265	ATELIER DES ARTS	25 RUE GENERAL DE GAULLE	54180	HOUEMONT
54265	MAIRIE	4 RUE DU MARECHAL LECLERC	54180	HOUEMONT
54265	MAIRIE	2 ALLEE GASTON LELIEVRE	54180	HOUEMONT
54265	ECOLE MATERNELLE	12B RUE DES SAULES	54180	HOUEMONT
54265	ECOLE	RUE GENERAL DE GAULLE	54180	HOUEMONT
54265	ATELIER MUNICIPAL	21 RUE DE LA GARE	54180	HOUEMONT
54265	COMPLEXE SPORTIF	ZAC DES EGREZ	54180	HOUEMONT
54265	HOUEMONT APPARTEMENT ECOLE ELEMENT	4 RUE DU MARECHAL LECLERC	54180	HOUEMONT
54265	MAIRIE	27 RUE GENERAL DE GAULLE	54180	HOUEMONT
54270	LA POSTE	6 RUE DU MARECHAL FOCH	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA NOUVEAU TERRAIN DE FOOTBALL	RUE JEAN MOULIN	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA D06547X	CITES DES SAPINS	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA D06547X02	5 RUE VICTOR HUGO	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	CENTRE AERE	6 RUE DU MARECHAL FOCH	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA STADE	RUE MATHIAS PIERMANTIER	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA D06547X01	2B RUE DU MARECHAL FOCH	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA D06547X03	PCE DE L EGLISE	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	BRIGADE MOTORISEE	3 RUE DE LA DOUANE	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA D06547X06	RUE DE L HOPITAL	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54270	DALKIA BIBLIOTHEQUE	RUE DE L HOPITAL	54590	HUSSIGNY GODBRANGE
54273	CENTRE AQUATIQUE	CHEMIN DES MARCAIRES	54800	JARNY
54273	MAISON DE RETRAITE LES LILAS	RUE EMILE ZOLA	54800	JARNY
54273	SERRES CHATEAU MONCEL	RUE EMILE BOUCHOTTE	54800	JARNY
54273	CENTRE DE SECOURS ET BUREAUX	40 RUE DE LA LIBERTE	54800	JARNY
54273	SALLE GENOT USJ	15 RUE CLEMENT HUMBERT	54800	JARNY
54273	GENDARMERIE NATIONALE	30 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	54800	JARNY
54273	GYMNASE BAQUET	ZZRUE DE LA LIBERTE	54800	JARNY

54273	PHARMACIE JOUMARD SEARL...	3 RUE PASTEUR	54800	JARNY
54273	CHAPELLE ST JOSEPH	RUE DU BOIS DU FOUR	54800	JARNY
54273	CYCLO TOURISME	RUE DES ECOLES	54800	JARNY
54273	LA CONCORDIA	14 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	54800	JARNY
54273	CENTRE DE SECOURS	RUE DE LA COMMUNE DE PARIS	54800	JARNY
54273	COMMUNAUTE DE COMMUNE BUREAU	8 RUE EMILE BOUCHOTTE	54800	JARNY
54273	SALLE DE QUARTIER CROIX ROUGE	RUE ANATOLE FRANCE	54800	JARNY
54273	ASSOCIATION LA VIE AU GRAND AIR	2 RUE LOUIS PERGAUD	54800	JARNY
54273	CENTRE HOSPITALIER MAILLOT	42 AVENUE JEAN JAURES	54800	JARNY
54273	SCP CABINET AGNOLETTI-CHERY	74 AVENUE DU GENERAL PATTON	54800	JARNY
54273	SCM FISTAROL MAUCCI	18 AVENUE WILSON	54800	JARNY
54273	EQUIPE PREVENTION SPECIALISEE	42 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS	54800	JARNY
54274	ICF NOVEDIS CHAUFFERIE LOUIS MARIN	SQUARE LOUIS MARIN	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	LOGEMENT DE FONCTION	10 RUE DE FLEVILLE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	DIRECTION DEP POLICES URBAINES	5 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CIE REPUBLICAINE SECURITE 39	11 AVENUE DU GAL LECLERC	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	LOGEMENT DE FONCTION	2 R FORGES NORD ET DE L EST	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	LOGEMENT DE FONCTION	6 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	T.A.M.S. 07	2 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	ATELIERS MUNICIPAUX	RUE GABRIEL FAURE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	LOGEMENT 6 RUE JP RAMEAU	6 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CONSEIL GENERAL	4 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	GENDARMERIE NATIONALE	2 RUE DE LA GENDARMERIE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	GARAGE MUNICIPALE	10 RUE DE FLEVILLE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	MISSION LOCALE	1 RUE CHARLES GOUNOD	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	GENDARMERIE PS IG	2 RUE DE LA GENDARMERIE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CONSEIL GENERAL	4 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	SECOURS CATHOLIQUE	102 RUE DE LA REPUBLIQUE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	BIBLIOTHEQUE	92 RUE DE LA REPUBLIQUE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	HOTEL DE VILLE	R. DE LA REPUBLIQUE JARVILLE-LA-MALGR	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	GROUPE SCOLAIRE NEY	MAL NEY JARVILLE-LA-MALGRANGE	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	ECOLE FLORIAN	RUE EVRARD JARVILLE-LA-MALGRANGE	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	GROUPE SCOLAIRE CURIE	RUE CORDELIERS JARVILLE-LA-MALGR	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	GROUPE SCOLAIRE FLEMING	25 R. DE LA REPUB. JARVILLE-LA-MALGR	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	GROUPE SCOLAIRE LA FONTAINE	2 RUE BIZET JARVILLE-LA-MALGRANGE	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	ECOLE CALMETTE GUERIN	RUE JPHIL RAMEAU JARVILLE-LA-MALGR	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	CASE L ESCALE	15 RUE SAINT CHARLES	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	COSEC	5 RUE DE LA REPUBLIQUE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CENTRE SOCIO CULTUREL	RUE DE LA REPUBLIQUE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CASE L ESCALE	15 RUE SAINT CHARLES	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CASE L ESCALE	15 RUE SAINT CHARLES	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CASE L ESCALE	15 RUE ST CHARLES	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	CHS ST NICOLAS DE PORT	12 RUE DE L ABBE DEVAUX	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	ECOLE CHATRIAN	4 RUE FLEVILLE JARVILLE-LA-MALGRANGE	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54274	ANNEXE MUSEE DES BEAUX ARTS	ZA GABRIEL FAURE	54140	JARVILLE LA MALGRANGE
54274	GROUPE SCOLAIRE GELEE	26 RUE CLEMENCEAU JARVILLE-LA-MALGR	54140	JARVILLE-LA-MALGRANGE
54279	GROUPE SCOLAIRE	19 GRANDE RUE	54700	JEZAINVILLE
54279	ECOLE GARCONS	10 GRANDE RUE	54700	JEZAINVILLE
54279	MAISON COMMUNALE DU PRESOIR	12 RUE JEAN MERMOZ	54700	JEZAINVILLE
54279	MAIRIE	8 GRANDE RUE	54700	JEZAINVILLE
54280	STADE	RUE DU STADE	54240	JOEUF
54280	ECOLE MATERNELLE MAIRIE	14 RUE PASTEUR	54240	JOEUF
54280	BATIMENT COMMUNAL	1 RUE HENRI SCHNEIDER	54240	JOEUF
54280	ARLY	QUARTIER MERMOZ	54240	JOEUF
54280	BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE	RUE DE FRANCHEPRE	54240	JOEUF
54280	CENTRE D ACTIVITE DE FRANCHEPRE	ZI FRANCHEPRE	54240	JOEUF
54280	MAISON DE QUARTIER	RUE SAINT HENRI	54240	JOEUF
54280	ECOLE GENIBOIS	PLACE DE L EGLISE	54240	JOEUF
54280	SELARL RENK LEROY	70 RUE DU COMMERCE	54240	JOEUF
54280	CINEMA CASINO	8 RUE DE FRANCHEPRE	54240	JOEUF
54280	L ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	10 PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54240	JOEUF
54280	LOGEMENT CONCIERGE	14 PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54240	JOEUF
54280	GYMNASSE MUNICIPAL	RUE DU STADE	54240	JOEUF
54280	ECOLE LES TILLEULS	25 PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54240	JOEUF
54280	ESPACE VAILLANT	RUE DE L ABATTOIR	54240	JOEUF
54280	MAIRIE ECOLE	PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54240	JOEUF
54280	ECOLE DE RAVENNE	RUE DU COMMERCE	54240	JOEUF
54280	ESPACE PARACHINI	RUE DE L ABATTOIR	54240	JOEUF
54280	CENTRE ADMINISTRATIF TECHNIQUE	2 RUE DE FRANCHEPRE	54240	JOEUF
54280	SALLE DES SPORTS	RUE EUGENE BASTIEN	54240	JOEUF
54280	FOYER RAYMOND MONDON	RUE DE RAVENNE	54240	JOEUF
54280	ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	26 RUE SAINT ROBERT	54240	JOEUF
54280	PERCEPTION	51 RUE DU COMMERCE	54240	JOEUF
54280	ASSOCIATION CULTURELLE SALAMA	8 RUE D ARLY	54240	JOEUF
54280	PISCINE INTERCOMMUNALE	RUE DU STADE	54240	JOEUF
54280	SERVICES TECHNIQUES VOIRIE	ROUTE DE MOYEUVRE	54240	JOEUF
54280	RESIDENCE PELETIER	RUE DU COMMERCE	54240	JOEUF
54280	RESIDENCE JEAN MOULIN	RUE DE RAVENNE	54240	JOEUF
54280	SALLE FRANCOIS DE CUREL	57 RUE DU COMMERCE	54240	JOEUF
54280	EGLISE ST LUC	GRAND RUE	54240	JOEUF
54281	SALLE DES FETES	PLACE XAVIER KUSSLER	54300	JOLIVET
54281	MAIRIE ECOLE	114 RUE HENRI LAHALLE	54300	JOLIVET
54281	JOLIVET ATELIER COMMUNAL	103B PLACE KUSSLER	54300	JOLIVET
54281	EGLISE	PLACE XAVIER KUSSLER	54300	JOLIVET
54281	MAISON POUR TOUS	52 PLACE PAUL ERARD	54300	JOLIVET
54284	MAIRIE	25 RUE VICTOR HUGO	54490	JOUDREVILLE
54284	FOYER DES JEUNES	15 RUE EMILE ZOLA	54490	JOUDREVILLE
54284	SALLE DES BANQUETS	25 RUE VICTOR HUGO	54490	JOUDREVILLE
54284	ECOLE PRIMAIRE LIEGEY COTE FILLES	RUE JULES FERRY	54490	JOUDREVILLE
54284	ECOLE PRIMAIRE LIEGEY COTE GARCONS	RUE JULES FERRY	54490	JOUDREVILLE
54284	ECOLE MATERNELLE	43 RUE JULES FERRY	54490	JOUDREVILLE

54284	LE CERCLE	5 AVENUE DE LA MINE	54490	JOUDREVILLE
54284	FOYER PIERRE ROEF	18 RUE EMILE ZOLA	54490	JOUDREVILLE
54286	MAISON DE RETRAITE	RUE ROLAND DARET	54800	LABRY
54290	ECOLE MATERNELLE	GRANDE RUE	54720	LAIX
54296	LANEUVELOTTTE EGLISE	GRANDE RUE	54280	LANEUVELOTTTE
54300	ECOLE MATERNELLE	RUE LUCIEN RIFF	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE MATERNELLE MONTAIGU	RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE MONTAIGU	7 RUE ROBERT DAMERY	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	GROUPE SCOLAIRE LA MADELEINE	RUE P CREMEL	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	EGLISE	RUE DU GENERAL PATTON	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE MONTAIGU	7 RUE ROBERT DAMERY	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	CUISINES SALLE DES FETES	RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE MONTAIGU CHAUFFERIE	RUE ROBERT DAMERY	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE DE FILLES	RUE JEANNEQUIN	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE DE FILLES	RUE JEANNEQUIN	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	LOGEMENT MAIRIE DE LANEUVEVILLE	7 RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	LOCAL POMPIERS	19 RUE VIRIOT	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	HOTEL DE VILLE	35 RUE DU GENERAL PATTON	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	LA MAIRIE LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	17 RUE DU GENERAL PATTON	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	MAIRIE DE LANEUVEVILLE	16 RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	PISCINE MUNICIPALE	RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	GROUPE SCOLAIRE 5 FONTAINES	RUE FLAUBERT	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	CUGN CHATEAU DE MONTAIGU	RUE DES AUGUSTINS	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	HALTE GARDERIE	5B RUE LUCIEN GALTIER	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	STADE G FRANK	RUE DES AULNOIS	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE BUREAU DIRECTRICE	7 RUE ROBERT DAMERY	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	VESTIAIRE STADE N 2	47 RUE DU GENERAL LECLERC	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	M.J.C. VIRIOT	RUE VIRIOT	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	F.P.A. LA MARRAINE	RUE DU STADE	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54300	ECOLE DE FILLE	7 RUE ROBERT DAMERY	54410	LANEUVEVILLE DT NANCY
54303	SYNDICAT A LA CARTE	19 RUE HAXO	54950	LARONXE
54303	EGLISE	RUE DE LA REPUBLIQUE	54950	LARONXE
54304	SCES TECHNIQUES VILLE DE LAXOU	14 ALLEE DES CARRIERS	54520	LAXOU
54304	ECOLE PERGAUD	RUE LOUIS PERGAUD	54520	LAXOU
54304	SALLE HUBERT HAUSERMANN	50 BOULEVARD EMILE ZOLA	54520	LAXOU
54304	SALLE LOUIS COLIN	CITE LES PROVINCES	54520	LAXOU
54304	HOTEL DE VILLE DE LAXOU	3 AVENUE PAUL DEROULEDE	54520	LAXOU
54304	SALLE CHRISTIAN CAUREL	AVENUE DE L EUROPE	54520	LAXOU
54304	GYMNASE VICTOR HUGO	BOULEVARD DES AIGUILLETES	54520	LAXOU
54304	ECOLE EMILE ZOLA	48 52 RUE EMILE ZOLA	54520	LAXOU
54304	INST ST JOSEPH	413 AVENUE DE BOUFFLERS	54520	LAXOU
54304	GYMNASE SADOU	BOULEVARD DU MARECHAL FOCH	54520	LAXOU
54304	ECOLE VICTOR HUGO	3 RUE VICTOR HUGO	54520	LAXOU
54304	LOGEMENT COMMUNAL 2 RUE DES BELGES	BOULEVARD AIGUILLETES	54520	LAXOU
54304	GYMNASE LAXOU	3 AVENUE DE L EUROPE	54520	LAXOU
54304	MEDIATHEQUE DE LAXOU	17 RUE DE MAREVILLE	54520	LAXOU
54304	CRECHE HANSEL ET GRETEL	3 AVENUE PAUL DEROULEDE	54520	LAXOU
54304	CABINET D'ORTHOPHONIE	22 RUE PAUL BERT	54520	LAXOU
54304	CHAPELLE DU CHAMP LE BOEUF	RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	REALISE SIOE	78BIS BOULEVARD FOCH	54520	LAXOU
54304	CENTRE MEDICO SOCIAL LAXOU	3 RUE RAYMOND POINCARE	54520	LAXOU
54304	ASSOCIATION PERSONNES AGEES	CITE LES PROVINCES	54520	LAXOU
54304	CENTRE MEDICO SOCIAL	19 RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	CENTRE INTERCOMMUNAL	RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	MEDIATHEQUE LAXOU	RUE DE L ASNEE	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE CTM	14 ALLEE DES CARRIERS	54520	LAXOU
54304	APPARTEMENT COMMUNAL	76 BRD MARECHAL FOCH	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE CTM	16 ALLEE DES CARRIERS	54520	LAXOU
54304	CRECHE LE PETIT POUSET	47 ALLEE NEUVE	54520	LAXOU
54304	GROUPE SCOLAIRE	RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	TAMS DE LAXOU	80 BOULEVARD FOCH	54520	LAXOU
54304	ASSOCIATION REALISE MAISON D ENFANT	40 ALLEE NEUVE	54520	LAXOU
54304	EGLISE LAXOU	PLACE DE LA LIBERTE	54520	LAXOU
54304	GARAGE MUNICIPAL	56 RUE DE LA FORET	54520	LAXOU
54304	EMPLOI LAXOU SERVICE	2 PLACE DE L EUROPE	54520	LAXOU
54304	PISCINE CANETON	RUE PAUL CHONE	54520	LAXOU
54304	RESIDENCE DE RETRAITE	RUE DE LA SAONE	54520	LAXOU
54304	MAISON MEDICALE	19 RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	MINISTERE DE LA JUSTICE	8 ALLEE DE MEDREVILLE	54520	LAXOU
54304	GROUPE SCOLAIRE PASTEUR	RUE DU 8 MAI	54520	LAXOU
54304	ECOLE PRIMAIRE HUGO CARRE	4 RUE DES BELGES	54520	LAXOU
54304	ECOLE MATERNELLE PERGAUD	RUE LOUIS PERGAUD	54520	LAXOU
54304	ECOLE MATERNELLE PERGAUD	7 RUE LOUIS PERGAUD	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE CCAS	1 PLACE DE L EUROPE	54520	LAXOU
54304	GYMNASE LA FONTAINE	RUE DE LA MOSELLE	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE ECOLE HUGO	2 RUE DES BELGES	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE ECOLE ZOLA	48 BOULEVARD EMILE ZOLA	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE ECOLE PASTEUR	76 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE ECOLE SCHWEITZER	13 RUE DE LA MEUSE	54520	LAXOU
54304	CONCIERGERIE SALLE MONTA	14 PLACE DE LA LIBERTE	54520	LAXOU
54304	CHAUFFERIE BD EMILE ZOLA	2 BRD EMILE ZOLA	54520	LAXOU
54304	SALLE MONTA	14 PLACE DE LA LIBERTE	54520	LAXOU
54305	SALLE DES FETES	ROUTE D EULMONT	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	LOGEMENT COMMUNAL	3 CHEMIN DE LA TAYE	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	CLUB DU 3EME AGE	RUE DE L EGLISE	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	ECOLE MATERNELLE CHARLEMAGNE	CHEMIN DE LA TAYE	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	CLASSE ECOLE HANRY	11 RUE DU BARON DE COURCELLES	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	CENTRE SPIELLMANN	1 RUE DU PROFESSEUR MONTAUT	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	CENTRE PAUL SPILLMANN	1 RUE DU PROFESSEUR MONTAUT	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	MAIRIE	RUE DU BARON DE COURCELLES	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	CENTRE DE READAPTATION	4 RUE DU PROFESSEUR MONTAUT	54690	LAY ST CHRISTOPHE

54305	SALLE MULTI ACTIVITE	1 RUE JULES FERRY	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	STADE	ROUTE D EULMONT	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54305	ECOLE ANTONY HANRY	4 RUE JULES FERRY	54690	LAY ST CHRISTOPHE
54314	CENTRE SOCIO CULTUREL	6 RUE ABBE D OLLIERES	54720	LEXY
54314	CHATEAU D ORGEVAL	19 RUE ALEXANDRE GAUCHE	54720	LEXY
54314	FOYER MUNICIPAL + FJEP	6 RUE DU MARECHAL FOCH	54720	LEXY
54314	ECOLE STUDAL	27 RUE DE LONGWY	54720	LEXY
54314	GYMNASE	RUE ALBERT LEBRUN	54720	LEXY
54314	ECOLE JEAN MACE	17 RUE DE LONGWY	54720	LEXY
54314	STADE	RUE DE LONGWY	54720	LEXY
54314	LOCAL PETANQUE	RUE DE LONGWY	54720	LEXY
54314	MAIRIE	2 RUE DES ECOLES	54720	LEXY
54314	LOGEMENT COMMUNAL	23 RUE DES LILAS	54720	LEXY
54314	CENTRE DE LOISIRS	10 RUE DU MARECHAL FOCH	54720	LEXY
54314	ATELIERS SAPEURS POMPIERS	14 RUE ALEXANDRE GAUCHE	54720	LEXY
54314	CENTRE DE SECOURS DE LONGWY	RUE ALEXANDRE GAUCHE	54720	LEXY
54314	PAROISSE DIVINE PROVIDENCE	RUE ABBE D OLLIERES	54720	LEXY
54314	LOGEMENTS	25 RUE DE LONGWY	54720	LEXY
54318	LOCAUX ASS LA JEANE D'ARC	4 RUE SAINT PIERRE	54460	LIVERDUN
54318	GYMNASE - COSEC	13 CHEMIN DE LA TUILERIE	54460	LIVERDUN
54318	AEIM FOYER LES ERABLES	49 AVENUE MOZART	54460	LIVERDUN
54318	LIVERDUN SERVICE JEUNESSE	12 AVENUE MOZART	54460	LIVERDUN
54318	C.A.T. LIVERDUN	ROUTE DE FROUARD	54460	LIVERDUN
54318	A E I M	CTR LE ROND CHENE	54460	LIVERDUN
54318	GENDARMERIE DE LIVERDUN	41 ROUTE DE SAIZERAIS	54460	LIVERDUN
54318	CENTRE MEDICO SOCIALE LIVERDUN	10 AVENUE CHOPIN	54460	LIVERDUN
54321	POMME D'API	PLACE DU 24 JUILLET	54810	LONGLAVILLE
54321	DOUANES	6 AVENUE DU LUXEMBOURG	54810	LONGLAVILLE
54321	PAROISSE DE LONGLAVILLE	18 AVENUE DE LONGWY	54810	LONGLAVILLE
54321	PAROISSE DE LONGLAVILLE	18 AVENUE DE LONGWY	54810	LONGLAVILLE
54322	ECOLE PRIMAIRE CENTRE	1 RUE O GORMAN	54260	LONGUYON
54322	FOYER DES ANCIENS	RUE ANDRE MAGINOT	54260	LONGUYON
54322	CABINET INFIRMIER	6 RUE DU MARECHAL JOFFRE	54260	LONGUYON
54322	MAIRIE	1 PLACE DE L HOTEL DE VILLE	54260	LONGUYON
54322	SUBDIVISION LONGUYON	4 ROUTE DE SORBIEY	54260	LONGUYON
54322	CENTRE DE CONSULTATIONS	17 RUE DE SETE	54260	LONGUYON
54322	SALLE ROLAND PIERRET	AVENUE CHARLES DE GAULLE	54260	LONGUYON
54322	ECOLE DU CENTRE	1 RUE O GORMAN	54260	LONGUYON
54322	SERVICES TECHNIQUES	2 RUE O GORMAN	54260	LONGUYON
54322	NOUVELLE SALLE DE SPECTACLE	AVENUE CHARLES DE GAULLE	54260	LONGUYON
54322	CENTRE DE SECOURS	1 RUE ALBERT LEBRUN	54260	LONGUYON
54322	LADOUMEGUE	RUE EMILE ZOLA	54260	LONGUYON
54322	CINEMA LE FORUM	27 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54260	LONGUYON
54322	COMMUNAUTE DES DEUX RIVIERES	51 RUE AUGISTROU	54260	LONGUYON
54322	MAISON DE RETRAIRE LOUIS QUINQUET	29 RUE LOUIS QUINQUET	54260	LONGUYON
54322	COMMUNAUTE DES DEUX RIVIERES	51 RUE AUGISTROU	54260	LONGUYON
54322	MJC	RUE ALBERT LEBRUN	54260	LONGUYON
54322	ECOLE MATERNELLE	9 RUE ALBERT LEBRUN	54260	LONGUYON
54322	CHAPELLE	RUE O GORMAN	54260	LONGUYON
54323	LOGT CONCIERGE	AVENUE PAUL MANSARD	54400	LONGWY
54323	LOGT DE FONCTION	38 RUE DE BOISMONT	54400	LONGWY
54323	CENTRE DES IMPOTS	14 AVENUE MALRAUX	54400	LONGWY
54323	ICF NOVEDIS CHAUFFERIE BOISMONT	RUE BOISMONT	54400	LONGWY
54323	ECOLE NOTRE DAME	5 RUE DU PARC	54400	LONGWY
54323	ANCIEN BATIMENT BANQUE DE FRANCE	2 AVENUE GRANDE DUCHESSE CHARLOTTE	54400	LONGWY
54323	TRESOR PUBLIC BUREAUX	2B RUE SAINT LOUIS	54400	LONGWY
54323	SAEMO	84 AVENUE DU 8 MAI 1945	54400	LONGWY
54323	SAEMO	84 AVENUE DU 8 MAI 1945	54400	LONGWY
54323	PAROISSES DE LONGWY	4 PLACE DE L EGLISE	54400	LONGWY
54323	SAEMO	84 AVENUE DU 8 MAI 1945	54400	LONGWY
54323	BATIMENT BOULISTES	1 RUE EDOUARD DREUX	54400	LONGWY
54323	CE CHEMINOTS DE METZ NANCY	22 RUE DE BOISMONT	54400	LONGWY
54323	LOGEMENT CONCIERGE COSEC	1 RUE DE L ABBE FRICLOT	54400	LONGWY
54323	LA ROCHE AUX CARMES SARL	7 RUE DES CARMES	54400	LONGWY
54323	LOGEMENT FONCTION ECOLE DARTEIN	10 AVENUE RAYMOND POINCARE	54400	LONGWY
54323	C P A M	3 AVENUE RAYMOND POINCARE	54400	LONGWY
54323	COSEC	RUE DE BOISMONT	54400	LONGWY
54323	COMMISSARIAT DE POLICE	1 AVENUE RAYMOND POINCARE	54400	LONGWY
54323	TRIBUNAL D'INSTANCE	14 RUE STANISLAS	54400	LONGWY
54323	ASSOCIATION AVENIR H. D'ACCUEIL	1 AVENUE DU MARECHAL FOCH	54400	LONGWY
54323	U2AF 54	9 RUE ANATOLE FRANCE	54400	LONGWY
54323	ASSOCIATION AVENIR H. D'ACCUEIL	1 AVENUE DU MARECHAL FOCH	54400	LONGWY
54323	CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET	16 RUE DE LATTRE DE TASSIGNY	54400	LONGWY
54323	CUISINE RAMEAU	1 RUE STANISLAS	54400	LONGWY
54323	ESPOIR 54	5 AVENUE HIPPOLYTE D HUART	54400	LONGWY
54323	BUREAU DES DOUANES	37 RUE DU GENERAL PERSHING	54400	LONGWY
54323	PAROISSES DE LONGWY	23 RUE DE L HOTEL DE VILLE	54400	LONGWY
54323	ADHAP SERVICES SOCIETE AUXIVIE	5 RUE DU GENERAL PERSHING	54400	LONGWY
54323	CABINET DE KINESITHERAPIE / MME NAV	5 AVENUE DE LA PAIX	54400	LONGWY
54323	RESEAU EDUCATIF MEURTHE MOSELLE	4 RUE DU 9E BCP	54400	LONGWY
54323	RESEAU EDUCATIF MEURTHE MOSELLE	5 RUE DE LA MARNE	54400	LONGWY
54323	AFAST ASSOCIATION	17T RUE DE BOISMONT	54400	LONGWY
54323	CIO	8 RUE DE L ABBE FRICLOT	54400	LONGWY
54323	ECOLE MANSARD RASED	AVENUE PAUL MANSARD	54400	LONGWY
54323	CONSEIL GENERAL	11 RUE CARNOT	54400	LONGWY
54323	PAROISSES DE LONGWY	29 RUE DE L ABBE HENRION	54400	LONGWY
54323	CENTRE MEDICO PSYCHOLOGIQUE	2 AVENUE HIPPOLYTE D HUART	54400	LONGWY
54328	ECOLE DE MUSIQUE	100 RUE JEAN MARTIN CHARCOT	54710	LUDRES
54328	COMITE D EXPANSION	135 PLACE FERRI DE LUDRE	54710	LUDRES
54328	MEDIATHEQUE	PLACE FERRI DE LUDRE	54710	LUDRES
54328	ECOLE ELEMENTAIRE PREVERT	79 RUE DU SECOURS	54710	LUDRES

54328	CANTINE SCOLAIRE	290 RUE CLAUDE DEBUSSY	54710	LUDRES
54328	EGLISE	RUE DE L EGLISE	54710	LUDRES
54328	MAISON DE RETRAITE STE THERESE	50 RUE DE LA GARE	54710	LUDRES
54328	LOGEMENT	718 RUE DE LA GARE	54710	LUDRES
54328	ECOLE MATERNELLE LOTI	259 RUE HECTOR BERLIOZ	54710	LUDRES
54328	ATELIER DEPARTEMENTAL	RUE LAVOISIER	54710	LUDRES
54328	LOCAL CENTRE TECHNIQUE	463 RUE PIERRE ET MARIE CURIE	54710	LUDRES
54328	A P F	585 RUE DENIS PAPIN	54710	LUDRES
54328	AEIM CAT	38 RUE PIERRE ET MARIE CURIE	54710	LUDRES
54328	LOGEMENT COMMUNAL	135 PLACE FERRI DE LUDRE	54710	LUDRES
54328	ECOLE PRIMAIRE LOTI	243 RUE HECTOR BERLIOZ	54710	LUDRES
54328	AEIM	RUE PIERRE ET MARIE CURIE	54710	LUDRES
54328	ECOLE MATERNELLE PREVERT	119 RUE DU SECOURS	54710	LUDRES
54328	ESPACE CHAUDEAU	BOULEVARD DES TECHNOLOGIES	54710	LUDRES
54328	SALLE EMILE GALLE	181 GRANDE RUE	54710	LUDRES
54328	FOYER DES PERSONNES AGEES	RUE BON CURE	54710	LUDRES
54328	HOTEL DE VILLE	PLACE FERRI DE LUDRE	54710	LUDRES
54328	POLICE	860 AVENUE DU BON CURE	54710	LUDRES
54328	SECOURS CATHOLIQUE	116 RUE JEAN MARTIN CHARCOT	54710	LUDRES
54328	LOGEMENT COMMUNAL PREVERT	127 RUE DE SECOURS	54710	LUDRES
54328	MJC BRASSENS	444 RUE DU SECOURS	54710	LUDRES
54329	ECOLE URBAIN	5 RUE FRANCOIS HAXO	54300	LUNEVILLE
54329	GENDARMES ADJOINTS	2 AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	CANTINE ECOLE URBAIN	5 RUE FRANCOIS HAXO	54300	LUNEVILLE
54329	I M E JEAN L HOTE	1 CHEMIN DE LA HARQUET	54300	LUNEVILLE
54329	SVC DEPART INCENDIE ET SECOURS	2 RUE DES GRANDS MOULINS	54300	LUNEVILLE
54329	CPAM	27 RUE CHARLES RIVOLET	54300	LUNEVILLE
54329	GARDERIE VILLEBOIS MAREUIL	AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	ANCIEN PRESBYTERE ST JACQUES	1 PLACE SAINT REMY	54300	LUNEVILLE
54329	AGENCE RETRAITE C R A M	7 RUE RENE BASSET	54300	LUNEVILLE
54329	SALLE REUNION	9 RUE RENE BASSET	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAUX CONSEIL GENERAL	12B RUE DES BOSQUETS	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE D ORIENTATION	12B RUE DES BOSQUETS	54300	LUNEVILLE
54329	CLSH LUNEVILLE	12 RUE LEMIRE	54300	LUNEVILLE
54329	CONCIERGE MAISON DES ASSOS	62 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAUX GENDARMERIE	2 AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	MAIRIE DE LUNEVILLE	7 RUE DES TEMPLIERS	54300	LUNEVILLE
54329	RESTAURANT MUNICIPAL	PLACE LEOPOLD	54300	LUNEVILLE
54329	GENDARMES ADJOINTS	2 AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	HOTEL DE POLICE	2 RUE CLARENTHAL	54300	LUNEVILLE
54329	GROUPE SCOLAIRE HUBERT MONNAIS	RUE DES BOSQUETS	54300	LUNEVILLE
54329	MEDIATHEQUE DE LUNEVILLE	RUE DU COLONEL CLARENTHAL	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE GERMAIN CHARRIER	17 RUE DU REMPART	54300	LUNEVILLE
54329	SALLE DES SPORTS CHARLES BERGE	RUE PAUL KAHN	54300	LUNEVILLE
54329	GROUPE SCOLAIRE DEMANGEOT	PLACE DES CARMES	54300	LUNEVILLE
54329	GARI CLUB FOYER MAISONNETTES	45 RUE DES MAISONNETTES	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE CAPITAINE NICOLAS	6 PLACE CHOISEUL	54300	LUNEVILLE
54329	LOCAL ARES	9 RUE DU CHINOIS	54300	LUNEVILLE
54329	GROUPE SCOLAIRE ALSACE	5 RUE DES JONQUILLES	54300	LUNEVILLE
54329	TRIBUNAL CIVIL	RUE DU CHATEAU	54300	LUNEVILLE
54329	ESPACE FEMMES	23 RUE GERMAIN CHARIER	54300	LUNEVILLE
54329	MAISON DES ASSOCIATIONS	64 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	O H S LES TERRASSES DE MEHON	RUE FRANCOIS RICHARD	54300	LUNEVILLE
54329	TRESORERIE DE LUNEVILLE	12 RUE DU REMPART	54300	LUNEVILLE
54329	CROIX ROUGE FRANCAISE	8 AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	STADE HECKLER	80 AVENUE DE LA LIBERATION	54300	LUNEVILLE
54329	PAROISSE STE ANNE	75 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE SOCIO CULTUREL	RUE ERCKMANN	54300	LUNEVILLE
54329	TREUILLE BEAULIEU DIETTMAN	AVE DU 30EME GROUPE DE CHASSEURS	54300	LUNEVILLE
54329	QUARTIER STAINVILLE	AVENUE DU 2 E B C P	54300	LUNEVILLE
54329	FOYER DE CHANTEHEUX - AEIM	16/18 RUE DE LA RESISTANCE	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAU	92 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAU	92 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	PAROISSE STE ANNE	5 RUE VIOX	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAU	92 RUE DE VILLER	54300	LUNEVILLE
54329	ATELIERS MUNICIPAUX	6 RUE SEBASTIEN KELLER	54300	LUNEVILLE
54329	COSEC LA BACILLIERE	RUE EDMOND DELORME	54300	LUNEVILLE
54329	NOUVEAU SIEGE	6 RUE SAINTE ANNE	54300	LUNEVILLE
54329	THEATRE	PLACE STANISLAS	54300	LUNEVILLE
54329	CONCIERGERIE STADE MUNICIPAL	AVENUE DU DOCTEUR PAUL KAHN	54300	LUNEVILLE
54329	LUNEVILLE SERVICE MEURTHE	46 RUE ERNEST BICHAT	54300	LUNEVILLE
54329	SERRES DES BOSQUETS	RUE VILLEBOIS	54300	LUNEVILLE
54329	MAISON D ENFANTS DE MEHON	RUE FRANCOIS RICHARD	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE DES CERISIERS	RUE DE VIC	54300	LUNEVILLE
54329	PISCINE	COURS DE VERDUN	54300	LUNEVILLE
54329	EGLISE REFORMEE	6B RUE CHARLES VUE	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE DE FORMATION DU GRETA	RUE DU COQ	54300	LUNEVILLE
54329	HALTE JEUX	RUE ERNEST BICHAT	54300	LUNEVILLE
54329	ESPACES VERTS FENAL	AVENUE DU DOCTEUR PAUL KAHN	54300	LUNEVILLE
54329	COSEC LEO LAGRANGE	RUE DE NIEDERBRONN	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	RUE SEBASTIEN KELLER	54300	LUNEVILLE
54329	STADE FENAL	11 RUE PAUL KAHN	54300	LUNEVILLE
54329	INSPECTION PRIMAIRE	13 RUE CHARLES CHERON	54300	LUNEVILLE
54329	SAS SOC CLINIQUE JEANNE D'ARC	15 RUE FRANCOIS HAXO	54300	LUNEVILLE
54329	53EME R T	10 R G DE VILLEBOIS MAREUIL	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE NOTRE DAME	54 RUE DE LORRAINE	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE MEDICO PSYCHOTHERAPIQUE	32 RUE DES BENEDICTINS	54300	LUNEVILLE
54329	SOUS PREFECTURE	8 RUE DE SARREBOURG	54300	LUNEVILLE
54329	LOGEMENT DE FONCTION	1 RUE DE NIEDERBRONN	54300	LUNEVILLE
54329	COSEC ANDRE BOULOCHÉ	6 RUE BOUTET DE MONVEL	54300	LUNEVILLE
54329	CONCIERGE LEO LAGRANGE	2 RUE DES FRERES HECKLER	54300	LUNEVILLE

54329	LOGEMENT	44 RUE DE LA REPUBLIQUE	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE BONY	5 RUE RENE BASSET	54300	LUNEVILLE
54329	SALON DES HALLES	PLACE LEOPOLD	54300	LUNEVILLE
54329	FOYER D ACCUEIL SPECIALISE	RUE DE LA BARROLLIERE	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAUX POLICE MUNICIPALE	12 RUE DES BOSQUETS	54300	LUNEVILLE
54329	SERVICES TECHNIQUES	AVENUE DE LA LIBERATION	54300	LUNEVILLE
54329	VESTIAIRE STADE HECKLER	AVENUE DE LA LIBERATION	54300	LUNEVILLE
54329	EGLISE SAINT JACQUES	RUE DES TEMPLIERS	54300	LUNEVILLE
54329	ANNEXE ECOLE DES VOSGES	24 ALLEE DES LILAS	54300	LUNEVILLE
54329	LOGEMENT GARDIEN	1 COURS DE VERDUN	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE DES VOSGES	RUE DES FRERES HECKLER	54300	LUNEVILLE
54329	SALLE ANNEXE VOSGES	24 ALLEE DES LILAS	54300	LUNEVILLE
54329	CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	48 RUE FRANCOIS GIRARDET	54300	LUNEVILLE
54329	GROUPE AIDE PSYCHOPEDAGOGIQUE	RUE DES VOSGES	54300	LUNEVILLE
54329	GYMNASE ALAIN MIMOUN	73 B RUE ST ANNE	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE MATERNELLE VOSGES	RUE DES FRERES HECKLER	54300	LUNEVILLE
54329	DEPARTEMENT DE MTHE ET MLLE	107 RUE D ALSACE	54300	LUNEVILLE
54329	HOTEL DE VILLE	2 PLACE ST REMY	54300	LUNEVILLE
54329	S D I S	17 PLACE DES CARMES	54300	LUNEVILLE
54329	CONCIERGERIE HOTEL DE VILLE	7 RUE DES TEMPLIERS	54300	LUNEVILLE
54329	CONSERVATEUR DU CIMETIERE	RUE VIOX	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE DU QUAI DE STRASBOURG	21 QUAI DE STRASBOURG	54300	LUNEVILLE
54329	CONSEIL GENERAL	4 RUE KELLER ET GUERIN	54300	LUNEVILLE
54329	SERVICE MUNICIPAL JEUNESSE SPORTS	RUE ADOLPHE THIERS	54300	LUNEVILLE
54329	BAINS DOUCHES	10 RUE CHARLES VUE	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAU CLSH	12 RUE COSSON	54300	LUNEVILLE
54329	HOTEL DES FINANCES	RUE EDMOND DELORME	54300	LUNEVILLE
54329	LOGEMENT RDC GAUCHE	10 RUE MAURICE COSSON	54300	LUNEVILLE
54329	BUREAUX DES ELUS	7 RUE DES TEMPLIERS	54300	LUNEVILLE
54329	BRIGADE MOTORISEE	2 AVENUE CAUMONT LA FORCE	54300	LUNEVILLE
54329	ECOLE VILLEBOIS MAREUIL	COURS DE VERDUN	54300	LUNEVILLE
54329	ASSOCIATION FAMILIALE	3 RUE WUCHER BONTEMES	54300	LUNEVILLE
54329	S.A. NOUVELLE CLINIQUE JEANNE D ARC	RUE CHARLES VUE	54300	LUNEVILLE
54329	VESTIAIRES SPORTIFS FENAL	13 AVENUE DU DOCTEUR PAUL KAHN	54300	LUNEVILLE
54332	EGLISE	7 PLACE NICOLAS MAIRE	54700	MAIDIERES
54332	GROUPE SCOLAIRE	7 PLACE NICOLAS MAIRE	54700	MAIDIERES
54332	MAIRIE	11B RUE DU BOIS LE PRETRE	54700	MAIDIERES
54332	SALLE POLYVALENTE	11 RUE DU BOIS LE PRETRE	54700	MAIDIERES
54332	ATELIER COMMUNAL	RUE BELLEVUE	54700	MAIDIERES
54332	TAMS CAPEMM	9200 ROUTE DE BLENOD	54700	MAIDIERES
54332	GROUPE SCOLAIRE	7 PLACE NICOLAS MAIRE	54700	MAIDIERES
54338	Mairie de Malleloy	3 RUE DE LA MAIRIE	54670	Mairie de MALLELOY
54338	Mairie de Malleloy	47 RUE DU VENEZU	54670	Mairie de MALLELOY
54338	EGLISE DE MALLELOY	18 RUE DE CUSTINES	54670	MALLELOY
54338	Mairie de Malleloy	45 RUE DU VENEZU	54670	Mairie de Malleloy
54338	Mairie de Malleloy	RUE DE LA GARE	54670	Mairie de Malleloy
54339	ECOLE JULES FERRY	6 RUE JULES FERRY	54220	MALZEVILLE
54339	ECOLE MATERNELLE GENY	18 RUE GENY	54220	MALZEVILLE
54339	GYMNASE JO SCHLESSER	RUE DU STADE	54220	MALZEVILLE
54339	VILLE DE MALZEVILLE	7 RUE PASTEUR	54220	MALZEVILLE
54339	ECOLE MATERNELLE LECLERC	39 AVENUE DU GENERAL LECLERC	54220	MALZEVILLE
54339	FOYER DES PERSONNES AGEES	69 RUE GENERAL DE GAULLE	54220	MALZEVILLE
54339	SERVICES TECHNIQUES	30 RUE DES CHENEVIERS	54220	MALZEVILLE
54339	EGLISE MALZEVILLE	RUE DE L EGLISE	54220	MALZEVILLE
54339	VILLE DE MALZEVILLE	RUE DE JERICHO	54220	MALZEVILLE
54339	LABORATOIRE VETERINAIRE	AVE DU GEN LECLERC	54220	MALZEVILLE
54339	VILLE DE MALZEVILLE	RUE PASTEUR	54220	MALZEVILLE
54339	CENTRE D ETUDES SUR LA RAGE	DOMAINE DE PIXERECOURT	54220	MALZEVILLE
54339	ECOLE FERRY/ LOCAL PSYCHOLOGUE	6 RUE JULES FERRY	54220	MALZEVILLE
54339	VILLE DE MALZEVILLE	RUE DE JERICHO	54220	MALZEVILLE
54339	GYMNASE PAUL VERLAINE	AVENUE DU GENERAL LECLERC	54220	MALZEVILLE
54339	CONSEIL GENERAL DE M & M	DOMAINE DE PIXERECOURT	54220	MALZEVILLE
54351	CENTRE SOCIO EDUCATIF	VOIE DE LIVERDUN	54820	MARBACHE
54351	BIBLIOTHEQUE	8 PLACE DU 8 MAI 1945	54820	MARBACHE
54351	EGLISE	PLACE DU 8 MAI 1945	54820	MARBACHE
54351	STADE DE MARBACHE VESTIAIRE	VOIE DE LIVERDUN	54820	MARBACHE
54351	GROUPE SCOLAIRE	5 RUE CLEMENCEAU	54820	MARBACHE
54351	LOCAL DE MUSIQUE	PLACE DU 8 MAI 1945	54820	MARBACHE
54351	CHAPELLE MARBACHE	RUE CLEMENCEAU	54820	MARBACHE
54351	ESPACE MULTI ACCEUILS HALTE GARDERIE	5 RUE CLEMENCEAU	54820	MARBACHE
54351	MAIRIE	RUE CLEMENCEAU	54820	MARBACHE
54357	SALLE DU PARC	RUE DU COMMANDANT CHARCOT	54320	MAXEVILLE
54357	SCI GENTILLY SAINT JACQUES	13 RUE BLAISE PASCAL	54320	MAXEVILLE
54357	ECOLE JULES ROMAIN	CHP LE BOEUF	54320	MAXEVILLE
54357	COMPLEXE SPORT. MARIE MARVINGT	RUE SOLVAY	54320	MAXEVILLE
54357	ECOLE MATERN. CTRE	32 RUE DU 15 SEPTEMBRE 1944	54320	MAXEVILLE
54357	AUXILIA MEDICAL	RUE ALBERT EINSTEIN	54320	MAXEVILLE
54357	COMPLEXE LEO LAGRANGE	RUE DE L ORNE	54320	MAXEVILLE
54357	GROUPE SCOLAIRE SAINT EXUPERY	RUE DE LA CHIERS	54320	MAXEVILLE
54357	MAISON D ACCUEIL SPECIALISE	8 RUE DE LA SEILLE	54320	MAXEVILLE
54357	STADE SPORTIF	RUE BLAISE PASCAL	54320	MAXEVILLE
54357	GENDARMERIE	RUE BLAISE PASCAL	54320	MAXEVILLE
54357	INSTITUTION JB THIERRY	30 RUE DE LA REPUBLIQUE	54320	MAXEVILLE
54357	ECOLE VAUTRIN PRIMAIRE	6 RUE COURBET	54320	MAXEVILLE
54357	MAX'ANIM	2 AVENUE DU GENERAL PATTON	54320	MAXEVILLE
54357	MAX'NET	4 AVENUE DU GENERAL PATTON	54320	MAXEVILLE
54357	INSTITUTION JB THIERRY	13 RUE DE LA REPUBLIQUE	54320	MAXEVILLE
54357	MAISON DE RETRAITE NOTRE DAME DU BO	34 RUE DU GENERAL LECLERC	54320	MAXEVILLE
54357	SERVICE URBANISME	2 RUE ANDRE FRUCHARD	54320	MAXEVILLE
54357	ECOLE MIXTE D'APPLICATION	2 RUE COURBET	54320	MAXEVILLE
54357	ECOLE MOSELLY.LOGT	BATIMENT LES AULNES	54320	MAXEVILLE

54357	FOYER	5 RUE DU GENERAL LECLERC	54320	MAXEVILLE
54357	VILLE DE MAXEVILLE	1 RUE DE LA CRUSNES	54320	MAXEVILLE
54357	VILLE DE MAXEVILLE	2 RUE ANDRE FRUCHARD	54320	MAXEVILLE
54357	HOTEL DE VILLE	14 RUE DU 15 SEPTEMBRE 1944	54320	MAXEVILLE
54357	GRPE SCOLAIRE J ROMAIN	5 RUE DE LA MORTAGNE	54320	MAXEVILLE
54357	FOYER DES PERSONNES AGEES	5 RUE DU GENERAL LECLERC	54320	MAXEVILLE
54357	VILLE DE MAXEVILLE	8 RUE DU 15 SEPTEMBRE 1944	54320	MAXEVILLE
54357	VILLE DE MAXEVILLE	7 RUE DE LA CRUSNES	54320	MAXEVILLE
54357	GROUPE SCOLAIRE J ROMAIN	RUE DE LA MORTAGNE	54320	MAXEVILLE
54357	C.M.S	1 RUE DE LA REPUBLIQUE	54320	MAXEVILLE
54357	CENTRE INFANTO JUVENILE	30 RUE DE LA REPUBLIQUE	54320	MAXEVILLE
54362	ECOLE MATERNELLE	RUE DES ECOLES	54960	MERCY LE BAS
54362	SALLE DE JUDO	24 GRANDE RUE	54960	MERCY LE BAS
54362	FOYER MUNICIPAL J MACE	62 ROUTE NATIONALE	54960	MERCY LE BAS
54362	GROUPE SCOLAIRE JOLIOT CURIE	RUE DES ECOLES	54960	MERCY LE BAS
54362	CHAUFFERIE LOGT	SQUARE DU BELVEDERE	54960	MERCY LE BAS
54362	SALLE SAINTE BARBE	RUE DES TILLEULS	54960	MERCY LE BAS
54362	FOYER MUNICIPAL	RTE NATIONALE	54960	MERCY LE BAS
54362	MAIRIE	87 ROUTE NATIONALE	54960	MERCY LE BAS
54362	VESTIAIRE FOOTBALL	RUE DU FOOTBALL	54960	MERCY LE BAS
54366	LOCAL JEUNES	ALLEE DES MARRONNIERS	54850	MESSEIN
54366	EGLISE	RUE DU CHATEAU	54850	MESSEIN
54366	MAIRIE	51 RUE DU BOIS DE GREVE	54850	MESSEIN
54366	CENTRE AERE LES MILLERIES	RUE SAINT MAURICE	54850	MESSEIN
54367	CENTRE SOCIO CULTUREL	RUE DE LORRAINE	54135	MEXY
54367	MAIRIE/ECOLE	RUE JULES FERRY	54135	MEXY
54369	SALLES DE CLASSE	AVENUE DE LA MOSELLE	54670	MILLERY
54369	ANCIENNE MAIRIE	1 IMPASSE DES ECOLES	54670	MILLERY
54369	MAIRIE ECOLE	2 RUE DES CHENEVIERES	54670	MILLERY
54371	MAIRIE DE MONEVILLE	4 RUE DE L EGLISE	54580	MONCEL-LES-LUNEVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	ROUTE NATIONALE	54300	MONCEL-LES-LUNEVILLE
54373	CENTRE ENTRETIEN INTERVENTION	AVENUE DE L'EUROPE	54300	MONCEL LES LUNEVILLE
54373	UAO	3 ALLEE DU BOUVREUIL	54300	MONCEL LES LUNEVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	8 RUE LA FOURASSE	54300	MONCEL-LES-LUNEVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	RUE DE LA FOURASSE	54300	MONCEL-LES-LUNEVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	55 AVENUE DE L EUROPE	54300	MONCEL-LES-LUNEVILLE
54382	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	4 RUE A LABBE MONT-SAINT-MARTIN	54350	MONT-SAINT-MARTIN
54382	ECOLE JEAN DE LA FONTAINE	BOULEVARD DU 8 MAI 1945	54350	MONT ST MARTIN
54382	STADE MUNICIPAL J. ALMETER	RUE MATHIEU DE DOMBASLE	54350	MONT ST MARTIN
54382	EGLISE	27 BOULEVARD DE METZ	54350	MONT ST MARTIN
54382	SALLE SPORTS	RUE DE MARSEILLE	54350	MONT ST MARTIN
54382	GENDARMERIE	46 BOULEVARD DU 8 MAI 1945	54350	MONT ST MARTIN
54382	CENTRE AERE BIENAIME	AVENUE DU BOIS	54350	MONT ST MARTIN
54382	MAISON MEDICALE	RUE BANNE MONT-SAINT-MARTIN	54350	MONT-SAINT-MARTIN
54382	ECOLAS PAUL BERT ET JULES FERRY	54 RUE JEANNE D ARC	54350	MONT ST MARTIN
54382	ROSERAIE	19 BOULEVARD DE METZ	54350	MONT ST MARTIN
54382	BRIGADE DE GENDARMERIE	48 BOULEVARD DU 8 MAI 1945	54350	MONT ST MARTIN
54382	ECOLE M. LOIZILLON	AVENUE DES PINS	54350	MONT ST MARTIN
54382	LOGEMENT SOCIAL	24C AVENUE DES PINS	54350	MONT ST MARTIN
54382	CENTRE DE LOISIRS	RUE MATHIEU DE DOMBASLE	54350	MONT ST MARTIN
54382	LOGEMENT DE FONCTION	21 BD DE METZ	54350	MONT ST MARTIN
54382	ATELIER MUNICIPAL	288B BD DE METZ	54350	MONT ST MARTIN
54382	AUBERGE COMITE DES FETES	6 CITES DU PRIEURE	54350	MONT ST MARTIN
54382	BATIMENT COMMUNAL	11 AVENUE DE LA GARE	54350	MONT ST MARTIN
54382	LOGEMENTS	15 AVENUE DE LA GARE	54350	MONT ST MARTIN
54382	VESTIAIRES STADE A. CAPITAINE	RUE DE VERDUN	54350	MONT ST MARTIN
54382	ECOLE DE PIEDMONT	6 GRAND RUE PIEDMONT	54350	MONT ST MARTIN
54382	CENTRE SOCIO CULTUREL E.CHATRIAN	43 RUE JEANNE D ARC	54350	MONT ST MARTIN
54382	LOGT MAIRIE F1	7C BOULEVARD DU 8 MAI 1945	54350	MONT ST MARTIN
54382	ECOLE MACE - IEHLEN	RUE DE MARSEILLE	54350	MONT ST MARTIN
54382	CENTRE ADMINISTRATIF	BOULEVARD DU 8 MAI 1945	54350	MONT ST MARTIN
54382	COMPLEXE SPORTIF DU PLATEAU	61 RUE DE LA FORET	54350	MONT ST MARTIN
54382	ECOLE MATERNELLE A. DAUDET	RUE DES JONQUILLES	54350	MONT ST MARTIN
54382	SALLE EDMOND MIGNON	6 GRANDE RUE	54350	MONT ST MARTIN
54382	SALLE J. CALLOT	1B PLACE AMBROISE THOMAS	54350	MONT ST MARTIN
54382	HOPITAL BASSIN DE LONGWY	4 RUE A.LABBE MONT-SAINT-MARTIN	54350	MONT-SAINT-MARTIN
54382	CLASSES MOBILES MACE IEHLEN	2 RUE DE MARSEILLE	54350	MONT ST MARTIN
54383	SALLE PAROISSIALE	4 GRANDE RUE	54360	MONT SUR MEURTHE
54395	HOTEL DE VILLE	RUE PIERRE FOURIER	54000	NANCY
54395	ECOLE PRIMAIRE III MAISONS	RUE ST FIACRE	54000	NANCY
54395	ECOLE DE BUTHEGNEMONT	168 AVENUE DE BOUFFLERS	54000	NANCY
54395	AFSSA LABORATOIRE	40 RUE LIONNOIS	54000	NANC

54395	IMMEUBLE LYAUTEY	1 RUE LYAUTEY	54000	NANCY
54395	EGLISE SACRE COEUR	39 RUE DE LAXOU	54000	NANCY
54395	REMM CHOPIN	7 RUE FREDERIC CHOPIN	54000	NANCY
54395	ECOLE PRIMAIRE BONSECOURS	RUE PROVENCAL	54000	NANCY
54395	ECOLE LA FONTAINE	1 AVENUE RAYMOND PINCHARD	54000	NANCY
54395	PAROISSE SAINTE ANNE	1 RUE GUY ROPARTZ	54000	NANCY
54395	BAINS DOUCHES	67 RUE ST NICOLAS	54000	NANCY
54395	BALLET THEATRE	3 RUE HENRI BAZIN	54000	NANCY
54395	BATIMENT 1-ANCIEN SITE ALSTOM	RUE OBERLIN	54000	NANCY
54395	MARCHE COUVERT	52 RUE SAINT DIZIER	54000	NANCY
54395	DIRCOFI EST	26 AVENUE DE LA GARENNE	54000	NANCY
54395	GROUPE SCOLAIRE STANISLAS	6 ET 8 RUE VICTOR HUGO	54000	NANCY
54395	CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	RUE MARCEL BROT	54000	NANCY
54395	MATERNELLE CHARLES III	100 RUE ST NICOLAS	54000	NANCY
54395	PAROISSE BONSECOURS	256 AVENUE DE STRASBOURG	54000	NANCY
54395	ECOLE CLEMENCEAU	87 RUE DU MAL OUDINOT	54000	NANCY
54395	PALAIS DES SPORTS GENTILLY	RUE CAPITAINE GUYNEMER	54100	NANCY
54395	PAROISSE ST FIACRE	14 RUE VAYRINGE	54000	NANCY
54395	MUSEE LORRAIN	64 GRANDE RUE	54000	NANCY
54395	MUSEE LORRAIN	RUE JACQUOT	54000	NANCY
54395	MUSEE DES CORDELIERS	RUE DE LA GENDARMERIE	54000	NANCY
54395	MUSEE DES BEAUX ARTS	RUE GUSTAVE SIMON	54000	NANCY
54395	GYMNASE JACQUET	RUE SIGISBERT ADAM	54000	NANCY
54395	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	43 RUE STANISLAS	54000	NANCY
54395	MEDIATHEQUE	QUAI CLAUDE LE LORRAIN	54000	NANCY
54395	ECOLE EMILE GEBHART	RUE EMILE GEBHART	54000	NANCY
54395	GYMN. PISC. COUBERTIN	HAUT DU LIEVRE	54100	NANCY
54395	ECOLE DU PLACIEUX	RUE ST ODILE	54000	NANCY
54395	MAIRIE DE QUARTIER	40 ROND POINT DES FAMILLES	54000	NANCY
54395	PAM SAINT GOBAIN	RUE DE LA FOUCOTTE	54000	NANCY
54395	LOCAL ASSOCIATIF APT 9289	24 PLACE ROBERT LAVERNY	54100	NANCY
54395	ASSOCIATION DIOCESAINE	RUE SAINT GEORGES	54000	NANCY
54395	PISCINE DE GENTILLY	AVENUE RAYMOND PINCHARD	54000	NANCY
54395	ECOLE SAINT PIERRE	108 AVENUE DE STRASBOURG	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION DIOCESAINE	1 RUE NOTRE DAME	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION DIOCESAINE	76 RUE DES PONTS	54000	NANCY
54395	GROUPE SCOLAIRE MARCEL LEROY	RUE DE GRAFFIGNY	54000	NANCY
54395	ECOLE MAT. MAC MAHON	37 RUE MAC MAHON	54000	NANCY
54395	GR. SCOL. BOUDONVILLE	64 RUE DE BOUDONVILLE	54000	NANCY
54395	ECOLE CHARLEMAGNE	PLACE DES DUCS DE BAR	54000	NANCY
54395	CENTRE DE PREARCHIVAGE	1 RUE DE LA MONNAIE	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION SAINT SEBASTIEN	63 RUE DES PONTS	54000	NANCY
54395	ECOLE MAT. BONSECOURS	21 RUE DE BONSECOURS	54000	NANCY
54395	LOCAL ASSOCIATIF	1B ROND POINT DES FAMILLES	54000	NANCY
54395	PAROISSE ST FIACRE	ALLEE SAINT VINCENT	54000	NANCY
54395	GYMNASE PROVENCAL	ZAC PROVENCAL	54000	NANCY
54395	LOGT 2 PLACE DES DUCS DE BAR	2 PLACE DES DUCS DE BAR	54000	NANCY
54395	GYMNASE MARIO CAPELLO	70 RUE CHARLES III	54000	NANCY
54395	MAISON DES JEUNES HDL	RUE PINCHARD	54000	NANCY
54395	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	RUE MICHEL NEY	54000	NANCY
54395	CTRE SPORTIF LILLEBONNE	21 RUE DU DUC RAOUL	54000	NANCY
54395	ECOLE DES GRANDS MOULINS	RUE GUILBERT DE PIXERECOURT	54000	NANCY
54395	GR. SCOL. DU MONTET	2 RUE DE SAURUPT	54000	NANCY
54395	ECOLE MAT. DONZELOT	33 AVENUE DE BRABOIS	54000	NANCY
54395	DDE	14 RUE LOUIS MAJORELLE	54000	NANCY
54395	ECOLE MATERNELLE CHARLES III	54 RUE CHARLES III	54000	NANCY
54395	ECOLE BEAUREGARD	RUE CHARPENTIER	54000	NANCY
54395	ECOLE PRIMAIRE ORY	3 RUE DE LA SALLE	54000	NANCY
54395	FOYER VIEUX TRAVAILLEURS	9 PLACE HENRI MENGIN	54000	NANCY
54395	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL	31 RUE LIONNOIS	54000	NANCY
54395	CENTRE HOSPITALIER	59 RUE DES JARDINIERS	54000	NANCY
54395	CENTRE ADOLESCENTS	11 RUE DES GLACIS	54000	NANCY
54395	GYMNASE CHOPIN	RUE EMILE BERTIN	54000	NANCY
54395	CASI SPEC TOXICOMANIE	22B RUE DE MALZEVILLE	54000	NANCY
54395	GYMNASE RIMBACH	ALLEE DES ROCHES	54000	NANCY
54395	OGE CHARLES DE FOUCAULD	1 RUE JEANNOT	54000	NANCY
54395	GYMNASE JULES FERRY	10 RUE DES JARDINIERS	54000	NANCY
54395	GS ST GEORGES	16 RUE HENRI BAZIN	54000	NANCY
54395	SINCAL BUREAUX	8B RUE DESILLES	54000	NANCY
54395	ECOLE ST VINCENT	23 RUE DE SOLIGNAC	54000	NANCY
54395	FOYER DE L ATRIE LOGT FONCTION	10 RUE DE L ATRIE	54000	NANCY
54395	LOCAL ASSOCIATIF	36 RUE MAC MAHON	54000	NANCY
54395	ECOLE PRIMAIRE A.MEZIERES	16 RUE ALFRED MEZIERES	54000	NANCY
54395	LOCAL PROMENADE	32B RUE DUPONT DES LOGES	54000	NANCY
54395	ECOLE OGE	27 RUE DE BONSECOURS	54000	NANCY
54395	ECOLE JULES FERRY	10 RUE DES JARDINIERS	54000	NANCY
54395	ECOLE CHARLEMAGNE A	2 PLACE DES DUCS DE BAR	54000	NANCY
54395	ECOLE A MEZIERES	RUE ALFRED MEZIERES	54000	NANCY
54395	LOGT 21 AVENUE ANATOLE FRANCE	21 AVENUE ANATOLE FRANCE	54000	NANCY
54395	C R D P	99 RUE DE METZ	54000	NANCY
54395	INSPECTION ACADEMIQUE	4 RUE D AUXONNE	54000	NANCY
54395	GYMNASE ALFRED MAZIERES	QUAI CHOISEUL	54000	NANCY
54395	EXTERNAT JB DE LA SALLE	9 PLACE DE L ARSENAL	54000	NANCY
54395	LABORATOIRE BARTHEL METAIZEAU	19 AVENUE FOCH	54000	NANCY
54395	CERCLE DU TRAVAIL	1B RUE DROUIN	54000	NANCY
54395	CLINIQUE ST JEAN	5 RUE PROVENCAL	54000	NANCY
54395	POLYCLINIQUE MAJORELLE	AVENUE RAYMOND PINCHARD	54000	NANCY
54395	POLYCLINIQUE DE GENTILLY	RUE MARIE MARVINGT	54000	NANCY
54395	MATERNITE REGIONALE A PINARD	10 RUE DOCTEUR HEYDENREICH	54000	NANCY
54395	MATERNITE REGIONALE A PINARD	10 RUE DU DOCTEUR HEYDENREICH	54000	NANCY
54395	MATERNITE A PINARD	10 RUE DU DOCTEUR HEYDENREICH	54000	NANCY

54395	ANNEXE PISCINE GENTILLY	1610 AVENUE RAYMOND PINCHARD	54100	NANCY
54395	SOEURS DE LA COMPASSION	58 PLACE MGR RUCH	54000	NANCY
54395	SALLE MICHEL NEY	8 RUE MICHEL NEY	54000	NANCY
54395	CRECHE COLIN MAILLARD	65 RUE JEANNE D ARC	54000	NANCY
54395	SERRES	108 BOULEVARD LOBAU	54000	NANCY
54395	ORPEA NANCY	23 RUE DU CROSNE	54000	NANCY
54395	THEATRE MUNICIPAL	RUE ST CATHERINE	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION RELAIS	4 RUE JEAN PROUVE	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION RELAIS	63B RUE JEANNE D ARC	54000	NANCY
54395	MAISON DE RETRAITE ST SAUVEUR	35 RUE VICTOR PROUVE	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION TOM POUCE..	46 RUE DE LA COMMANDERIE	54000	NANCY
54395	CENTRE COM D ACTION SOCIALE	14 RUE SAINT THIEBAUT	54000	NANCY
54395	VILLE DE NANCY	108 BOULEVARD LOBAU	54000	NANCY
54395	TRESORERIE GENERALE MEURTHE ET MOSE	11 RUE DE LA REPUBLIQUE	54000	NANCY
54395	SALLE DES SPORTS POINCARE	RUE RAYMOND POINCARE	54000	NANCY
54395	CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE LAXOU	26 RUE DE VIRAY	54000	NANCY
54395	CRECHE PARENTALE	8 RUE DE MARSAL	54000	NANCY
54395	CRECHE ST NICOLAS	34 RUE DES FABRIQUES	54000	NANCY
54395	MAISON DE RETRAITE SAINT JOSEPH	BOULEVARD LOBAU	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION PETITS MALINS	1 PLACE DU LUXEMBOURG	54000	NANCY
54395	MAISON DE RETRAITE ISRAELITE	51 RUE HOCHÉ	54000	NANCY
54395	MAISON DE RETRAITE	119 AVENUE DE STRASBOURG	54000	NANCY
54395	MAISON DE LA BOULANGERIE	10 RUE DES 4 EGLISES	54000	NANCY
54395	TRESORERIE GENERAL MEURTHE ET MOSEL	11 RUE DE LA REPUBLIQUE	54000	NANCY
54395	ECOLE GAI SOLEIL	14 RUE DE METZ	54000	NANCY
54395	MAIRIE DE NANCY	12 RUE DE FONTENOY	54000	NANCY
54395	AFEV	30 RUE DE PARIS	54000	NANCY
54395	SCI M ET MME BOUFFLERS	102 RUE DE BOUDONVILLE	54000	NANCY
54395	MAIRIE DE NANCY	35 AVENUE DE BOUFFLERS	54000	NANCY
54395	DALKIA ECOLE D ARCHITECTURE DE NANCY	2 RUE BASTIEN LEPAGE	54000	NANCY
54395	MAIRIE DE NANCY	50 rue Oberlin	54000	NANCY
54395	CENTRE A S L O R A L	36 RUE PIERRE VILLARD	54000	NANCY
54395	GERANCE IMMEUBLE 5 IMP PRETORIA	5 IMPASSE PRETORIA	54000	NANCY
54395	ECOLE GAI SOLEIL	14 RUE DE METZ	54000	NANCY
54395	ECOLE GAI SOLEIL	14 RUE DE METZ	54000	NANCY
54395	BUREAUX POLICE MUNICIPALE	11B RUE HENRI BAZIN	54000	NANCY
54395	C U G N	10 RUE DES BRICE	54000	NANCY
54395	DOCTEUR MAOUN	4 RUE DE LAXOU	54000	NANCY
54395	TOUR MARCEL BROT	RUE JOSEPH CUGNOT	54000	NANCY
54395	OFFICE D HYGIENE SOCIALE	16 RUE DE METZ	54000	NANCY
54395	A.R.S	35 BOULEVARD D AUSTRASIE	54000	NANCY
54395	ASS LORR AIDE AUX SANS ABRI	269 AVENUE DE LA LIBERATION	54000	NANCY
54395	AFEV	30 RUE DE PARIS	54000	NANCY
54395	ARS PIERRE VIVIER	156 BOULEVARD D AUSTRASIE	54000	NANCY
54395	ATELIER PROUVE	6 RUE AUGUSTIN HACQUARD	54000	NANCY
54395	ASSOCIATION TABGHALES 7 SOURCES	93B RUE DES 4 EGLISES	54000	NANCY
54395	A R.S.	172 AVENUE DE LA LIBERATION	54000	NANCY
54395	FOYER EDUCATIF ET SCOLAIRE	95 AVENUE DE STRASBOURG	54000	NANCY
54395	PLACEMENT FAMILIAL	11 RUE FELIX FAURE	54000	NANCY
54397	COMMUNE SALLE DES SPORTS	IMPASSE ARISTIDE BRIAND	54230	NEUVES MAISONS
54397	CPAM	77B RUE DU GENERAL THIRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	MAIRIE - ANCIENNE GARE	48 RUE DU GENERAL THIRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	CABINET LEROY	12 RUE DU CAPITAINE CAILLON	54230	NEUVES MAISONS
54397	MAIRIE ECOLE DE FILLES	RUE JULES FERRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	MAIRIE - LEO LAGRANGE	172 RUE JULES FERRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	ECOLE DE GARCONS	PLACE ERNEST POIRSON	54230	NEUVES MAISONS
54397	ECOLE MATERNELLE	PLACE ERNEST POIRSON	54230	NEUVES MAISONS
54397	SALLE D EDUCATION PHYSIQUE	55 RUE ROGER SALENGRO	54230	NEUVES MAISONS
54397	COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE	3B RUE ARISTIDE BRIAND	54230	NEUVES MAISONS
54397	SOLOREC	1 RUE JULES FERRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	MAIRIE IMMEUBLE ASSOCIATION	2 PLACE POIRSON	54230	NEUVES MAISONS
54397	CLINIQUE ASSOCIATION HOSPITALIER	5 RUE ARISTIDE BRIAND	54230	NEUVES MAISONS
54397	C . C . M . M.	RUE LOUIS MARTIN	54230	NEUVES MAISONS
54397	FOYER DES PERSONNES AGEES	RUE DU PUISOT	54230	NEUVES MAISONS
54397	MAIRIE DE NEUVES MAISONS	1 RUE JULES FERRY	54230	NEUVES MAISONS
54397	FOYER DES JEUNES	20 RUE ROGER SALENGRO	54230	NEUVES MAISONS
54397	BUREAUX DE GENDARMERIE	48 RUE ARISTIDE BRIAND	54230	NEUVES MAISONS
54397	PARC OMNISPORT ANDRE COURRIER	RUE PASTEUR	54230	NEUVES MAISONS
54397	M A P A D	14 RUE BOYARD	54230	NEUVES MAISONS
54397	BATIMENT COMMUNAL	3 RUE DU PRIEURE	54230	NEUVES MAISONS
54397	DIRECTION EQUIPEMENT	IMPASSE ARISTIDE BRIAND	54230	NEUVES MAISONS
54397	S D I S	RUE NICOLAS CUGNOT	54230	NEUVES MAISONS
54397	ATELIER COMMUNAL	9 RUE VICTOR DE LESPINATS	54230	NEUVES MAISONS
54397	SALLE POLYVALENTE	RUE PASTEUR	54230	NEUVES MAISONS
54397	SALLE POLYVALENTE	7 RUE PASTEUR	54230	NEUVES MAISONS
54397	C C M M	92 RUE LOUIS MARTIN	54230	NEUVES MAISONS
54397	GENDARMERIE NATIONALE	58 RUE DU CAPITAINE CAILLON	54230	NEUVES MAISONS
54397	CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE	10 RUE ANATOLE FRANCE	54230	NEUVES MAISONS
54397	ECOLE DE MUSIQUE	55 RUE DU CAPITAINE CAILLON	54230	NEUVES MAISONS
54397	C C M M RELAIS D ASSISTANTE MATERNE	240 RUE DE CUMENE	54230	NEUVES MAISONS
54397	FOYER E CIBULKA	72 B RUE JEAN JAURES	54230	NEUVES MAISONS
54403	GROUPE SCOLAIRE	11 RUE DE LA TAIE	54700	NORROY LES PONT A MOUSS.
54403	SALLE DES FETES	COUR DU CHATEAU	54700	NORROY LES PONT A MOUSS.
54403	EGLISE		54700	NORROY LES PONT A MOUSS.
54403	MAIRIE	RUE PAUL VARNEY	54700	NORROY LES PONT A MOUSS.
54415	STADE 2000	RUE POINTANT CHAMP	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	STADE MUNICIPAL JEAN BOUIN	RUE JEAN BOUIN	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PAGNY SUR MOSELLE ATELIERS MUNICIPA	RUE ANATOLE FRANCE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	ECOLE MATERNELLE	4 RUE MONTESSORI	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	GENDARMERIE	2A RUE GENERAL THIEBAUT	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	MAISON MARIE ROBERT	24 RUE DE SERRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE

54415	GENDARMERIE	2A RUE GENERAL THIEBAUT	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PAGNY SUR MOSELLE CENTRE SOCIO CULT	RUE DE LA VICTOIRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PAGNY SUR MOSELLE HOTEL DE VILLE	1 RUE DES AULNOIS	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PAGNY SUR MOSELLE MATERNELLE GASTON	RUE FAVELIN 54530	PAGNY	SUR MOSELLE
54415	S D I S	11T RUE DE LA VICTOIRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	SALLE PAROISSIALE	9 RUE DE SERRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PRESBYTERE	2 RUE DU 11 NOVEMBRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	EGLISE	RUE DU 11 NOVEMBRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	BIBLIOTHEQUE	5 RUE ADOLPHE THIERRY	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	STATION D EPURATION	1 RUE DU MOULON	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54415	PAGNY SUR MOSELLE MAISON POUR TOUS	RUE DE LA VICTOIRE	54530	PAGNY SUR MOSELLE
54425	FOYER COMMUNAL	RUE AMBROISE CROIZAT	54490	PIENNES
54425	SALLE JEAN VILLAR	RUE DU 8 MAI 1945	54490	PIENNES
54425	GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY	89 RUE DE VERDUN	54490	PIENNES
54425	LA POSTE - CSPM	9 RUE DU 8 MAI 1945	54490	PIENNES
54425	CENTRE AERE	RUE JOLIOT CURIE	54490	PIENNES
54425	LOGEMENT BLOC JEAN MOULIN	RUE JEAN MOULIN	54490	PIENNES
54425	ECOLE MATERNELLE ELSA TRIOLET	RUE JEAN MOULIN	54490	PIENNES
54425	FOYER GABRIEL PERI	RUE GABRIEL PERI	54490	PIENNES
54425	FOYER JACQUES DUCLOS	1 RUE LEO LAGRANGE	54490	PIENNES
54425	TRESORERIE DE PIENNES LOGEMENT TRES	11 RUE DU 8 MAI 1945	54490	PIENNES
54425	BIBLIOTHEQUE	10 RUE DU 8 MAI 1945	54490	PIENNES
54425	BLOC JOLIOT CURIE	RUE JOLIOT CURIE	54490	PIENNES
54425	MAIRIE ECOLE	2 RUE DU COLONEL FABIEN	54490	PIENNES
54425	CMS DE PIENNES	RUE GUY MOQUET	54490	PIENNES
54425	TRESORERIE DE PIENNES	11 RUE DU 8 MAI 1945	54490	PIENNES
54426	ECOLE PRIMAIRE	RUE DU VAL	54200	PIERRE LA TREICHE
54426	SALLE CATHECHISME	RUE HAUTE	54200	PIERRE LA TREICHE
54426	COMMUNE DE PIERRE LA TREICHE	GRANDE RUE	54200	PIERRE LA TREICHE
54426	LOCAL TECHNIQUE	4 GRANDE RUE	54200	PIERRE LA TREICHE
54428	SALLE DES PAQUIS	1T RUE DES PAQUIS	54620	PIERREPONT
54428	SALLE LE SORGUE	CHEMIN DE BELLEVUE	54620	PIERREPONT
54428	GROUPE SCOLAIRE DU FAYEL	RUE DU FAYEL	54620	PIERREPONT
54428	SALLE COMMUNALE	12 RUE DE LA FONTAINE	54620	PIERREPONT
54430	LYCEE SCHWARTZ	5 RUE ST ANNE	54340	POMPEY
54430	PISCINE FROUARD LIVERD. POMPEY	AVENUE GAMBETTA	54340	POMPEY
54430	CENTRE DE SECOURS DE POMPEY	ZAC DE TURLOMONT	54340	POMPEY
54430	HOPITAL LOCAL INTER COMMUNAL DE POM	45 RUE HAUTE	54340	POMPEY
54430	HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMP	45 RUE HAUTE	54340	POMPEY
54430	BUREAU GENDARMERIE	35 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	54340	POMPEY
54430	LYCEE SCHWARTZ	RUE DES JARDINS FLEURIS	54340	POMPEY
54430	CPAM	89 RUE SAINTE ANNE	54340	POMPEY
54430	HOPITAL LOCAL DE POMPEY	5 RUE DES JARDINS FLEURIS	54340	POMPEY
54430	ESPACE MULTISERVICE INTER CO	RUE DES 4 ELEMENTS	54340	POMPEY
54430	ECOLE MATERNELLE VANNES	11 ^F RUE JEAN MOULIN	54340	POMPEY
54431	BRIGADE DE PONT A MOUSSON	12 RUE DU BOIS LE PRETRE	54700	PONT A MOUSSON
54431	DOCTEUR A.L. DE LA CHAPELLE	4 PLACE THIERS	54700	PONT A MOUSSON
54431	AMBULANCE ASSISTANCE SECOURS ROBERT	PLACE COLOMBE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LES HAUTS DE PONT A MOUSSON	191 RUE JULIEN PERRETTE	54700	PONT A MOUSSON
54431	EGLISE ST LAURENT	RUE SAINT LAURENT	54700	PONT A MOUSSON
54431	VILLE DE PONT A MOUSSON	2 RUE PAUL FRANCOIS	54700	PONT A MOUSSON
54431	HALTE GARDERIE	20 PLACE SAINT ANTOINE	54700	PONT A MOUSSON
54431	AEIM-IME CLAUDE MONET	121 RUE ABBE DE L EPEE	54700	PONT A MOUSSON
54431	CPAM	53 AVENUE DU GENERAL PATTON	54700	PONT A MOUSSON
54431	DDE	550 AVENUE DE CHAMPAGNE	54700	PONT A MOUSSON
54431	AEIM - CAT VAL DE LORRAINE SITE DE	ZAC DU BREUIL	54700	PONT A MOUSSON
54431	CENTRE HOSPITALIER	11 RUE ROBERT CHATEL	54700	PONT A MOUSSON
54431	COMMISSARIAT DE POLICE	24 PLACE SAINT ANTOINE	54700	PONT A MOUSSON
54431	MAISON DE RETRAITE ST FRANCOIS	69 AVENUE DU GAL LECLERC	54700	PONT A MOUSSON
54431	A.D.M.R	2 PLACE COLOMBE	54700	PONT A MOUSSON
54431	CONSEIL REGIONAL LORRAINE	79 PLACE DE TREY	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOGEMENT GARDIEN	425 AVENUE GUYNEMER	54700	PONT A MOUSSON
54431	PETANQUE CLUB	ILE D ESCH	54700	PONT A MOUSSON
54431	GYMNASE RUE KENNEDY	RUE DU PRESIDENT KENNEDY	54700	PONT A MOUSSON
54431	GYMNASE MONTRICHARD	ZAC MONTRICHARD	54700	PONT A MOUSSON
54431	ATELIER IMAGERIE	12 RUE DE L IMAGERIE	54700	PONT A MOUSSON
54431	STRUCTURE D ACCUEIL PETIT PRINCE	89B RUE PASTEUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMMEUBLE POMPIDOU 2 ETAGE	AVENUE DE L EUROPE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOGEMENT 22 RUE DU CAMP	22 RUE DU CAMP	54700	PONT A MOUSSON
54431	NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	2 RUE EDMOND MICHELET	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOCAL SCOUT	14 RUE DU 26E BCP	54700	PONT A MOUSSON
54431	ATELIERS DU CENTRE TECHNIQUE	12 RUE DE L IMAGERIE	54700	PONT A MOUSSON
54431	PONT A MOUSSON ACCUEIL	91 RUE PASTEUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMAGERIE	12 RUE DE L IMAGERIE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOCAL S.N.I	18 PLACE SAINT ANTOINE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOGEMENT	13 RUE DU FOUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	SALLE DE MUSIQUE	PLACE SAINT ANTOINE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOGEMENT	PLACE COLOMBE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LUDOTHEQUE	91 RUE PASTEUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMMEUBLE POMPIDOU 1ER DROIT	AVE DE L'EUROPE	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMMEUBLE POMPIDOU 1ER GAUCHE	AVE DE L'EUROPE	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMMEUBLE POMPIDOU RDC DROIT	AVENUE DE L EUROPE	54700	PONT A MOUSSON
54431	IMMEUBLE POMPIDOU RDC G	AVE DE L'EUROPE	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOGEMENT 568 RUE DU BOIS LE PRETRE	568 RUE DU BOIS LE PRETRE	54700	PONT A MOUSSON
54431	SALLE SOCIO CULTURELLE LOGT GARDIEN	CHEMIN DE MONTRICHARD	54700	PONT A MOUSSON
54431	BOULODROME	ILE D ESCH	54700	PONT A MOUSSON
54431	LOCAL GUIDE DE FRANCE	91 RUE PASTEUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	VILLE DE PONT A MOUSSON	91 RUE PASTEUR	54700	PONT A MOUSSON
54431	ECOLE MATERN.DU BREUIL - ENT.2	RUE NICOLAS PIERSON	54700	PONT A MOUSSON
54431	VILLE DE PONT-A-MOUSSON	2 RUE PHILIPPE DE GUELDRÉ	54700	PONT A MOUSSON
54431	ECOLE MATERN. DU BREUIL - ENT3	RUE NICOLAS PIERSON	54700	PONT A MOUSSON

54431	BUREAU PTT	5	AVENUE DES ETATS UNIS	54700	PONT A MOUSSON
54431	CSP PONT A MOUSSON		ZAC DU BREUIL	54700	PONT A MOUSSON
54431	DEPOT VOIRIE ANNEXE		568 RUE DU BOIS LE PRETRE	54700	PONT A MOUSSON
54432	GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES		RUE JEAN JAURES	54550	PONT ST VINCENT
54432	SALLE DES SPORTS		82 RUE JEAN JAURES	54550	PONT ST VINCENT
54437	ECOLE PRIMAIRE		5 RUE FRANCHE	54160	PULLIGNY
54437	PULLIGNY FOYER CULTUREL		PLACE DU FOYER CULTUREL	54160	PULLIGNY
54439	MUTUELLE LES SABLONS		34 RUE DE SAULXURES	54425	PULNOY
54439	BATIMENT PRATICE		23 RUE DU PRACTICE	54425	PULNOY
54439	LE CENTRE DE RENCONTRE		34 RUE DE SAULXURES	54425	PULNOY
54439	EGLISE DE PULNOY		RUE DE SAULXURES	54425	PULNOY
54439	MUTUELLE LES SABLONS		*RUE DES SAULXURES	54425	PULNOY
54439	BATIMENT COMMUNAL		11 RUE DES SABLES	54425	PULNOY
54439	MAISON DES JEUNES		4 PLACE DE LA REPUBLIQUE	54425	PULNOY
54439	GYMNASE CHARLES DE GAULLE		AVENUE CHARLES DE GAULLE	54425	PULNOY
54449	GROUPE SCOLAIRE		RUE CARNOT	54300	REHAINVILLER
54449	MAIRIE-ECOLE MATERNELLE		9 RUE D ADO MENIL	54300	REHAINVILLER
54449	ECOLE PRIMAIRE		7 RUE CARNOT	54300	REHAINVILLER
54451	SALLE DE REUNION		8 RUE DU TIR	54430	REHON
54451	FOYER BIBLIOTHEQUE		66 RUE DE LONGWY	54430	REHON
54451	EGLISE		6 RUE DE CUTRY	54430	REHON
54451	SALLE PAROISSIALE		RUE DE L EGLISE	54430	REHON
54451	GROUPE SCOLAIRE		RUE SAINTE GENEVIEVE	54430	REHON
54451	SALLE BARBICHE		RUE DES ECOLES	54430	REHON
54451	ATELIERS MUNICIPAUX		RUE DU BREUIL	54430	REHON
54451	MAIRIE DE REHON		7 RUE DE LONGWY	54430	REHON
54451	LOGEMENT FLAMION		7 RUE DE LONGWY	54430	REHON
54451	FOYER DES VIEUX TRAVAILLEURS		9 PLACE GRENETIER	54430	REHON
54451	BUREAU DE REHON		68 RUE DE LONGWY	54430	REHON
54451	SALLE DE LA JEUNESSE		12 RUE DE LONGWY	54430	REHON
54451	GYMNASE		RUE JEAN FEUILLETTE	54430	REHON
54451	VESTIAIRES DU STADE		RUE DE LA FERME	54430	REHON
54459	GROUPE SCOLAIRE		RUE P RONSARD	54630	RICHARDMENIL
54459	EGLISE		RUE DE NANCY	54630	RICHARDMENIL
54459	LOGEMENT COMMUNAL		18 RUE PIERRE DE RONSARD	54630	RICHARDMENIL
54459	MAIRIE		68 RUE DE NANCY	54630	RICHARDMENIL
54459	MAIRIE		68 RUE DE NANCY	54630	RICHARDMENIL
54459	ECOLE		72 RUE DE NANCY	54630	RICHARDMENIL
54462	CAPS		RUE LEON BOCHERON	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	ASSOCIATION RELAIS		11 RUE DE LA MOSELLE	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	MAISON D ACCUEIL SPECIALISEE		AVENUE DES VOSGES	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		15 RUE GAMBETTA	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		8 RUE DE L INGENIEUR LIARD	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		44 RUE DE LUNEVILLE	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		RUE DU COLONEL THIEBAUT	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		RUE DE METZ	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		1 RUE YVON MALPIECE	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	LOGT FONCTION DIRECTION		25 RUE PASTEUR	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		15 RUE GAMBETTA	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	FOYER D HEBERGEMENT		4 RUE LEON PARISOT	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	S D I S		3 CHEMIN DE SAINT URBAIN	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	MAISON DE RETRAITE		RUE DU PAQUIS DES TOILES	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	ASSOCIATION RELAIS LORRAINE CENTRE		PLACE DE LA REPUBLIQUE	54110	ROSIERES AUX SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		3 RUE YVON MALPIECE	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54462	ROSIERES-AUX-SALINES		RUE DE METZ	54110	ROSIERES-AUX-SALINES
54465	EGLISE		PLACE MATHIEU DE DOMBASLE	54290	ROVILLE DEVANT BAYON
54465	SALLE DES FETES		23 RUE DU GENERAL LECLERC	54290	ROVILLE DEVANT BAYON
54465	SIVU ECOLE MATERNELLE		3 RUE DES ACACIAS	54290	ROVILLE DEVANT BAYON
54472	EGLISE		RUE DE L EGLISE	54950	ST CLEMENT
54482	RESIDENCE LES BRUYERES		14 RUE DU CLOS PRE	54130	ST MAX
54482	ECOLE PIERRE ET MARIE CURIE		RUE JEAN ROSTAND	54130	ST MAX
54482	DIR REGIONALE JEUNESSE ET SPORTS		13 RUE DE MAINVAUX	54130	ST MAX
54482	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO		RUE DE VERDUN	54130	ST MAX
54482	REALISE FOYER JEUNES		6 RUE DU MAQUIS DE RANZEY	54130	ST MAX
54482	CUGN CHENIL SAINT MAX		RUE DE LA HAIE LE COMTE	54130	ST MAX
54482	CENTRE SPORTIF		11 CHEMIN DE LA HAIE LE COMTE	54130	ST MAX
54482	MAIRIE ANNEXE		32 AVENUE CARNOT	54130	ST MAX
54482	CHATEAU GARNIER		2 AVENUE CARNOT	54130	ST MAX
54482	AEIM		40 RUE DE MAINVAUX	54130	ST MAX
54482	EGLISE ST MEDARD		RUE DU MAQUIS DE RANZEY	54130	ST MAX
54482	STADE MUNICIPAL		RUE WOLFGANG AMADEUS MOZART	54130	ST MAX
54482	HOTEL DE VILLE		37 AVENUE CARNOT	54130	ST MAX
54482	SALLE SOCIO CULTURELLE		RUE VICTOR HUGO	54130	ST MAX
54482	ATELIERS MUNICIPAUX		RUE DU BRISSON	54130	ST MAX
54483	AEIM ADAPEI 54		2 RUE LLE VUIDART	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	CTRE HOSPITALIER SPEC DE ST NICO		34 RUE CHARLES COURTOIS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	DISTRICT DE ST NICOLAS DE PORT		3 RUE DU CANAL	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	HALTE GARDERIE		33 RUE DU 4E BCP	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	ST NICOLAS DE PORT MUSEE FRANCO SI D		62 RUE CHARLES COURTOIS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	INSTITUT MEDICO PROFESSIONNEL		RUE DES MARTYRS DU NAZISME	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	CHAPELLE ST NICOLAS		12 RUE DE LA PAROISSE	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	SCI BONNARDEL		8 RUE CHARLES COURTOIS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	CENTRE HOSPITALIER		30 RUE CHARLES COURTOIS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	FOYER ESPACE HEBERGEMENT		6 RUE DES CLAIRONS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	MJC		6 RUE DE LA CHARRUE	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	DALKIA COMMISSARIAT DE POLICE		13 RUE ANATOLE FRANCE	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	ECOLE MARIE MARVINGT RASED		RUE DE LORRAINE	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	CENTRE DE SECOURS		PLACE JEAN JAURES	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	MAISON MEDICALE		93B RUE CHARLES COURTOIS	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	PATRONAGE		14 RUE ANATOLE FRANCE	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	SCM KINESITHERAPIE		77 RUE ANATOLE FRANCE	54210	ST NICOLAS DE PORT

54483	CUISINE SALLE DES FETES	26 AVENUE JOLAIN	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	COMPLEXE SPORTIF LOG.GARDIEN	50 RUE DU BLANC MUR	54210	ST NICOLAS DE PORT
54483	CPSS	9 AVENUE JOLAIN	54210	ST NICOLAS DE PORT
54490	ECOLE MATERNELLE	8 RUE SAINT AMAND	54380	SAIZERAIS
54490	VESTIAIRE STADE MUNICIPAL	LOTISSEMENT LA HAUTE EPINE	54380	SAIZERAIS
54490	MAIRIE	2 RUE SAINT AMAND	54380	SAIZERAIS
54490	ECOLE DE LA HAUTE EPINE	LOTISSEMENT LA HAUTE EPINE	54380	SAIZERAIS
54493	VESTIAIRES TERRAIN FOOT	RUE DU STADE	54650	SAULNES
54493	SALLE DES FETES	RUE GUSTAVE RATY	54650	SAULNES
54493	ECOLE PRIMAIRE	57 RUE SOUS CHATIER	54650	SAULNES
54493	MAISON DU PEUPLE	GRANDE RUE	54650	SAULNES
54493	GARAGE	ROUTE D HUSSIGNY	54650	SAULNES
54493	HOTEL DE VILLE	2 RUE DE LONGWY	54650	SAULNES
54493	MJC GERARD PHILIPPE	3 RUE ROUGELECK	54650	SAULNES
54493	SALLE DES FETES	RUE GUSTAVE RATY	54650	SAULNES
54493	GYMNASE	46 RUE DE LONGWY	54650	SAULNES
54493	EGLISE	RUE DE LONGWY	54650	SAULNES
54493	BOULODROME	RUE ROUGELECK	54650	SAULNES
54493	ECOLE MATERNELLE	59 RUE SOUS CHATIER	54650	SAULNES
54493	SERVICES TECHNIQUES	7 RUE ROUGELECK	54650	SAULNES
54493	SALLE MUNICIPALE	6 RUE DE LONGWY	54650	SAULNES
54495	0465 STADE	RUE D ESSEY	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	0211 ECOLE PRIMAIRE BARRES	RUE GEORGES GUYNEMER	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	VILLE DE SAULXURES LES NANCY	RUE D ESSEY	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	ASSOCIATION RELAIS LORRAINE CENTRE	RUE GEORGES GUYNEMER	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	0213 ECOLE PRIMAIRE DES PAQUIS	RUE DE CHAMPAGNE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	0431 MAISON DES ASSOCIATIONS	RUE DE BRETAGNE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	EGLISE	GRAND RUE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	SCM GOUX MALAIZEE	8 ALLEE EDGAR DEGAS	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	CENTRE AERE DE TOMBLAINE	RUE DE GASCOGNE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	0212 ECOLE PRIMAIRE CHEPPER	3 PLACE DE LA FONTAINE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	011 HOTEL DE VILLE	RUE DE TOMBLAINE	54420	SAULXURES LES NANCY
54495	ASSOCIATION RELAIS LORRAINE CENTRE	RUE GEORGES GUYNEMER	54420	SAULXURES LES NANCY
54498	CG DE MEURTHE ET MOSELLE ARCHIVES E	1 RUE DES TILLES	54280	SEICHAMPS
54498	SCP PADOUX GIORGIONE	14B GRANDE RUE	54280	SEICHAMPS
54498	RESEAU EDUCATIF DE M M	RUELLE D AMANCE	54280	SEICHAMPS
54498	ECOLE SAINT EXUPERY	2 AVENUE DE QUEBEC	54280	SEICHAMPS
54498	COMMUNE DE SEICHAMPS POLE EMPLOI	7 AVENUE DE L EUROPE	54280	SEICHAMPS
54498	BIBLIOTHEQUE LOCAL SOCIAL	1 SQUARE EMILE GALLE	54280	SEICHAMPS
54498	MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE	7 RUE DE LA GRANDE OZERAILLE	54280	SEICHAMPS
54498	CG DE MEURTHE ET MOSELLE CMS SEICHA	1 RUE DE LA PALEE	54280	SEICHAMPS
54498	GENDARMERIE NATIONALE	2 RUE DE LA GRANDE OZERAILLE	54280	SEICHAMPS
54498	VESTIAIRES COMPLEXE SPORTIF	RUE DU TOURMALET	54280	SEICHAMPS
54498	HOTEL DE VILLE	AVENUE DE L EUROPE	54280	SEICHAMPS
54498	CENTRE TECHNIQUE	ROUTE DE VOIRINCOURT	54280	SEICHAMPS
54498	SALLE DE MARTINCHAMPS	RUE DU TOURMALET	54280	SEICHAMPS
54498	ECOLE LOUISE MICHEL	1 RUE DES FLEOLES	54280	SEICHAMPS
54498	MAIRIE	AVENUE DE QUEBEC	54280	SEICHAMPS
54498	COMPLEXE SOCIO CULTUREL	AVENUE DE L EUROPE	54280	SEICHAMPS
54498	ECOLE JEAN LAMOUR	1B AVENUE DE QUEBEC	54280	SEICHAMPS
54498	CRECHE FAMILIALE	1 SQUARE EMILE GALLE	54280	SEICHAMPS
54498	SALLE POLYVALENTE	18 RUE SAINT LAMBERT	54280	SEICHAMPS
54498	SEICHAMPS MAISON DE L AMITIE	RUE DE VARINCHAMPS	54280	SEICHAMPS
54519	SALLE POLYVALENTE	15B RUE DES VOSGES	54120	THIAVILLE SUR MEURTHE
54519	THIAVILLE SUR MEURTHE LOCAL MAIRIE	4 RUE PIERRE PIERRON	54120	THIAVILLE SUR MEURTHE
54525	ANCIENNE MAIRIE	RUE EMILE ZOLA	54190	TIERCELET
54525	LOGEMENT COMMUNAL	11 RUE HONORE DE BALZAC	54190	TIERCELET
54525	SALLE POLYVALENTE	2 RUE HONORE DE BALZAC	54190	TIERCELET
54525	CLUB KARATE DO	12 RUE HONORE DE BALZAC	54190	TIERCELET
54525	ECOLE	RUE LAFONTAINE	54190	TIERCELET
54525	VESTIAIRES STADE	RUE JEAN RACINE	54190	TIERCELET
54526	CRECHE FRIMOUSSE	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	ECOLE PRIMAIRE JULES FERRY	RUE JULES FERRY	54510	TOMBLAINE
54526	CENTRE TECHNIQUE	RUE CHARLES KELLER	54510	TOMBLAINE
54526	GROUPE SCOLAIRE BROSSOLETTE	1 RUE MOZART	54510	TOMBLAINE
54526	COMITE POUR L'EMPLOI	2 RUE ANATOLE FRANCE	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	46 AVENUE DE LA PAIX	54510	TOMBLAINE
54526	GROUPE SCOLAIRES PAIX	RUE DE LA PAIX	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	PLACE ERNEST RENAN	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	4 RUE CAMILLE DESMOULINS	54510	TOMBLAINE
54526	COLLEGE JEAN MOULIN	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	RUE JULES GUESDE	54510	TOMBLAINE
54526	PISCINE DU LIDO	RUE VIRGINIE MAUVAIS	54510	TOMBLAINE
54526	LE COSEC 1	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	DOSSIER THEIS GERARD	5 RUE JULES GUESDE	54510	TOMBLAINE
54526	MIL CLU	RUE JEAN MACE	54510	TOMBLAINE
54526	CENTRE MEDICO SOCIAL	11 AVENUE DE LA PAIX	54510	TOMBLAINE
54526	FOYER PERSONNES AGEES	1 RUE ARISTIDE BRIAND	54510	TOMBLAINE
54526	CUGN COSEC	6 RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	CUGN STADE MARCEL PICOT	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	LINGERIE	14 BOULEVARD HENRI BARBUSSE	54510	TOMBLAINE
54526	TRIBUNE RAYMOND PETIT	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	SALLE DES FETES	1 RUE LOUIS VERLET	54510	TOMBLAINE
54526	THEATRE DE LA SOURCE	1 RUE ALPHONSE DE LAMARTINE	54510	TOMBLAINE
54526	ESPACE JEAN JAURES	BOULEVARD JEAN JAURES	54510	TOMBLAINE
54526	MAISON PAROISSIALE	15 BOULEVARD HENRI BARBUSSE	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	12 RUE LOUIS VERLET	54510	TOMBLAINE
54526	MAIRIE	13 RUE ANATOLE FRANCE	54510	TOMBLAINE
54526	GROUPE BROSSOLETTE	RUE JEAN MACE	54510	TOMBLAINE
54526	THEATRE DE LA SOURCE	1 RUE ALPHONSE DE LAMARTINE	54510	TOMBLAINE
54526	S D I S	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE

54526	STADE MARCEL PICOT	90 BOULEVARD JEAN JAURES	54510	TOMBLAINE
54526	EGLISE DE TOMBLAINE	RUELLE DE L EGLISE	54510	TOMBLAINE
54526	FOYER DES PERSONNES AGEES	RUE ARISTIDE BRIAND	54510	TOMBLAINE
54526	LE COSEC 2	RUE JEAN MOULIN	54510	TOMBLAINE
54526	COMMISSARIAT	RUE JULES GUESDE	54510	TOMBLAINE
54528	33 CENTRE TECHNIQUE SERRES	RUE DU CHAMP DE FOIRE	54200	TOUL
54528	31 STRUCTURE D ACCUEIL	Z.I DE LA CROIX DE METZ	54200	TOUL
54528	CENTRE CULTUREL	RUE HAUTE	54200	TOUL
54528	SERVICE PROPRETE	13 QUAI DE LA GLACIERE	54200	TOUL
54528	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE TOUL	RUE DE LA PORTE DE METZ	54200	TOUL
54528	PISCINE DES GLACIS	RUE DE LA PORTE DE METZ	54200	TOUL
54528	DOCTRINE CHRETIENNE RUE DE LA REPUBLIQUE	RUE DE LA REPUBLIQUE TOUL	54200	TOUL
54528	RESEAU EDUCATIF TOUL	1 RUE DU CAPITAINE MARECHAL	54200	TOUL
54528	ADMR TOUL NORD	10 PLACE DU COUARAIL	54200	TOUL
54528	08 ECOLE ST EPNRE FILLES	RUE ALBERT DENIS	54200	TOUL
54528	DOCTRINE CHRETIENNE PLACE DU MARCHE	PLACE DU MARCHE TOUL	54200	TOUL
54528	BUREAU INSPECTION ACADEMIQUE	2 RUE DE LA LEGION ETRANGERE	54200	TOUL
54528	PERCEPTION	2 RUE DE CREIL	54200	TOUL
54528	BIBLIOTHEQUE INSPECTION ACADEMIQUE	2 RUE DE LA LEGION ETRANGERE	54200	TOUL
54528	ECOLE P ET M CURIE	AVENUE DES LEUQUES	54200	TOUL
54528	CTRE COM D'ACTION SOCIALE TOUL-10			
	MATERNELLE DU CHATELET	RUE DE LA REPUBLIQUE	54200	TOUL
54528	07 ECOLE SAINT MANSUY	RUE DE LA VIERGEOTTE	54200	TOUL
54528	TAMS	5 AVENUE VICTOR HUGO	54200	TOUL
54528	SALLE PAROISSE	12 RUE DE RIGNY	54200	TOUL
54528	04 MATERNELLE GOUVION ST CYR	RUE DROUAS	54200	TOUL
54528	01 HOTEL DE VILLE	RUE QUI	54200	TOUL
54528	TAMS DE TOUL	5 AVENUE VICTOR HUGO	54200	TOUL
54528	MAISON DE L'ENFANCE ROGER ROLLIN	41 RUE DE VOUACHALONS	54200	TOUL
54528	11 GROUPE SCOLAIRE HUMBERT	RUE DES LEUQUES	54200	TOUL
54528	DOCTRINE CHRETIENNE RUE DE CREIL	8 RUE DE CREIL TOUL	54200	TOUL
54528	HOTEL DE VILLE CONCIERGERIE	13 RUE DE RIGNY	54200	TOUL
54528	EX ECOLE PRIMAIRE ST MICHEL	6B RUE DU SAINT MICHEL	54200	TOUL
54528	CENTRE DE DETENTION DE TOUL	38 RUE LYAUTEY	54200	TOUL
54528	CENTRE DE DETENTION DE TOUL	38 RUE DU MARECHAL LYAUTEY	54200	TOUL
54528	FOYER PICQUOT	13 B QUAI DE LA GLACIERE	54200	TOUL
54528	FOYER MARIE PAULE FORESTIER	RUE DE HAMM	54200	TOUL
54528	CONCIERGERIE S PREFECTURE	PLACE DE LA REPUBLIQUE	54200	TOUL
54528	APPARTEMENT DIRECTION	119 RUE DE VOUACHALONS	54200	TOUL
54528	SOC FAMILLE ECOLE	6 RUE DE RIGNY	54200	TOUL
54528	SS PREFECTURE DE M ET M	6 PLACE DE LA REPUBLIQUE	54200	TOUL
54528	F.P.A. GROSMAIRIE	115 ALLEE DE LA LOUVIERE	54200	TOUL
54528	CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE	6 RUE DES LOMBARDS	54200	TOUL
54528	LOGT GARDIEN GYMNASSE CHAMPAGNE	CHEMIN DE LA CHAMPAGNE	54200	TOUL
54528	HOTEL DE POLICE	AVENUE DU COLONEL PECHOT	54200	TOUL
54528	LOGEMENT GARDIEN	2 RUE DE LA REPUBLIQUE	54200	TOUL
54528	LOGEMENT GARDIEN MEDIATHEQUE	RUE DE HAMM	54200	TOUL
54528	SYNDICAT INTERCOMMUNAL 1ER CYCLE	RUE DU GAL BIGEARD	54200	TOUL
54528	LOGEMENT MUSEE	23 RUE GOUVION SAINT CYR	54200	TOUL
54528	LOGT DE FONCTION-ESPACES VERTS	RUE DE LA VIERGEOTTE	54200	TOUL
54528	CPAM TOUL	11 RUE DU PONT DE BOIS	54200	TOUL
54528	ECOLE PRIMAIRE LA SAPINIERE	AV DU CARDINAL TISSERANT	54200	TOUL
54528	LOGT GARDIEN CENTRE A. MALRAUX	RUE DE LA LIBERTE	54200	TOUL
54528	ECOLE PRIMAIRE MOSELLY	RUE DE LA LEGION ETRANGERE	54200	TOUL
54528	RESIDENCE LES OMBELLES	80 RUE SEBASTIEN CHOLETTE	54200	TOUL
54528	LOGT GARDIEN SALLE VALCOURT	AVENUE DU GENERAL BIGEARD	54200	TOUL
54528	22 MEDIATHEQUE	RUE DE LA REPUBLIQUE	54200	TOUL
54528	BUREAU DE GARNISON	14 RUE NAVARIN	54200	TOUL
54528	CASERNE 516EME RT BCC	RUE DU MAL JOFFRE	54200	ECROUVES
54528	GYMNASE	RUE DE LA CHAMPAGNE	54200	TOUL
54528	SS PREFECTURE DE M ET M	9 RUE FIRMIN GOUVION	54200	TOUL
54528	CENTRE RION	RUE DE L HOPITAL MILITAIRE	54200	TOUL
54528	HOPITAL ST CHARLES NLE CUISINE	4 RUE DE L HOPITAL MILITAIRE	54200	TOUL
54528	BUR INTER ARMEES LOGTS REGION	2 RUE VAUBAN	54200	TOUL
54528	HOPITAL SAINT CHARLES	COURS RAYMOND POINCARÉ	54200	TOUL
54528	DR PROTTE	2 RUE THIERS	54200	TOUL
54528	CHU	22 RUE JOLY	54200	TOUL
54528	CHU	22 RUE JOLY	54200	TOUL
54528	BATIMENT GENDARMERIE	GENDARMERIE	54200	TOUL
54528	PAVILLON E. BARAT	COURS RAYMOND POINCARÉ	54200	TOUL
54528	MESS	14 RUE NAVARIN	54200	TOUL
54528	GENDARMERIE NATIONALE PSIG	2 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY	54200	TOUL
54528	CHU	22 RUE JOLY	54200	TOUL
54528	GENDARMERIE	GENDARMERIE	54200	TOUL
54528	CHU	22 RUE JOLY	54200	TOUL
54533	MAIRIE DE TRIEUX	1 PLACE JEAN JAURES	54750	TRIEUX
54533	VESTIAIRES ET SERVICE TECHNIQUE	1 PLACE JEAN JAURES	54750	TRIEUX
54533	BIBLIOTHEQUE	1 RUE D ANJOU	54750	TRIEUX
54533	AGENCE PTT	33 RUE MARC RATY	54750	TRIEUX
54533	CENTRE LOUISE MICHEL	29 RUE DE CHAMPAGNE	54750	TRIEUX
54533	MAISON POUR TOUS G BRASSENS	77 AVENUE DE LA LIBERATION	54750	TRIEUX
54536	SDIS DE MEURTHE ET MOSELLE - CS TUC	RUE JEAN JAURES	54640	TUCQUEGNIEUX
54542	SALLE DES FETES	PLACE DE LA LIBERATION	54910	VALLEROY
54542	VESTIAIRES TERRAIN FOOTBALL	17 RUE DU STADE	54910	VALLEROY
54547	LOGEMENT 2	RUE DU DOYEN PARISOT	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	15 AVENUE PAUL DOUMER	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	SERRES MUNICIPALES	ALLEE DES GLAIEULS	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	GYMNASE MONPLAISIR	RUE JACQUES CALLOT	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	LOGEMENT 1	RUE DU DOYEN PARISOT	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	LA CRECHE PARENTALE LE TOBOGGAN	5 RUE DU LUXEMBOURG	54500	VANDOEUVE LES NANCY
54547	CENTRE DE SELECTION	R 8E REGIMENT D ARTILLERIE	54500	VANDOEUVE LES NANCY

54547	SERVICE D'URGENCE SOCIALE	132 RUE GABRIEL PERI	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CENTRE DE SELECTION	R 8E REGIMENT D ARTILLERIE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	POLICE	7 AVENUE DES ACACIAS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	EGLISE DE VANDOEUVRE	RUE PASTEUR	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	EGLISE EVANGELIQUE	14 RUE DU GENERAL FRERE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CRECHE MUNICIPALE DE L EMBANIE	RUE DE GEMBOUX	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	ATELIERS COMMUNAUTAIRES	6 RUE GEORGES BIZET	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	INRS VANDOEUVRE LES NANCY	AVENUE DE BOURGOGNE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CUGN	47 ALLEE DES GLAIEULS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	LOGEMENT 47RUE GLAIEULS	47 ALLEE DES GLAIEULS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	SALLE DE GYMNASTIQUE	RUE DE CREVIC	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	QUARTIER FARON - D.S.E.	7 R 8E REGIMENT D ARTILLERIE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CLINIQUE SAINT ANDRE	102 AVENUE JEAN JAURES	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CERTI	12 RUE DU BOIS DE LA CHAMPELLE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	LES JARDINS DU CHARMOIS	1 RUE DU CHARMOIS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	MAISON D ACCUEIL SPECIALISEE	RUE DE LUDRES	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CHU DE BRABOIS	ROUTE NATIONALE 74	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	I M E	RUE EUGENIE BERGER	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CENTRE DES IMPOTS	2 RUE DE KEHL	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	CENTRE DE SELECTION MILITAIRE	RUE ST BARBE	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	MAISON DE RETRAITE STE FAMILLE	17 RUE DU BOIS LE DUC	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	PAROISSE SAINT FRANCOIS ASSISE	1 ALLEE DES MIMOSAS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	PAROISSE NOTRE-DAME DES NATIONS	2 RUE PASTEUR	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54547	LOGEMENT FONCTION	47 ALLEE DES GLAIEULS	54500	VANDOEUVRE LES NANCY
54548	POSTE	1 RUE DE LA POSTE	54112	VANNES LE CHATEL
54548	GIP HANDICAP INSERTION	90 RUE DE LA CRISTALLERIE	54112	VANNES LE CHATEL
54548	VANNES LE CHATEL LOCAL POMPIERS	RUE DES PONTS	54112	VANNES LE CHATEL
54548	GIP HANDICAP ET INSERTION	90 RUE DE LA CRISTALLERIE	54112	VANNES LE CHATEL
54548	ECOLE PRIMAIRE	8 RUE BASSE	54112	VANNES LE CHATEL
54548	HOTEL DE VILLE	6 RUE DE LA POSTE	54112	VANNES LE CHATEL
54548	ECOLE MATERNELLE LES GDS FINS	RUE DES JARDINS	54112	VANNES LE CHATEL
54549	ECOLE JULES FERRY VICTOR HUGO	9 RUE JULES FERRY	54110	VARANGEVILLE
54549	LUDOTHEQUE HALTE GARDERIE	RUE VICTOR HUGO	54110	VARANGEVILLE
54549	ELYO NORD EST	11 RUE GAMBETTA	54110	VARANGEVILLE
54549	ELYO NORD EST	11 RUE GAMBETTA	54110	VARANGEVILLE
54549	EQUIPEMENT DIR DEPT	2 RUE DU COLONEL DRIANT	54110	VARANGEVILLE
54549	FOYER	RUE VICTOR HUGO	54110	VARANGEVILLE
54549	ELYO NORD EST	9 RUE JULES FERRY	54110	VARANGEVILLE
54557	INSTITUTION ST CAMILLE	12 RUE POSTE DE VELAINE	54840	VELAINE EN HAYE
54558	VELAINE-SOUS-AMANCE	RUE DE LA LOUVIERE	54280	VELAINE-SOUS-AMANCE
54558	VELAINE-SOUS-AMANCE	10 RUE DU CHAUD FOUR	54280	VELAINE-SOUS-AMANCE
54558	VELAINE-SOUS-AMANCE	RUE DU CHAUD FOUR	54280	VELAINE-SOUS-AMANCE
54558	VELAINE-SOUS-AMANCE	1 RUE DAMAIN LA VILLE	54280	VELAINE-SOUS-AMANCE
54558	EGLISE	RUE DU CHAUD FOUR	54280	VELAINE SOUS AMANCE
54563	BRIGADE DE GENDARMERIE DE VEZELISE	5 RUE DE BEAUREGARD	54330	VEZELISE
54563	SSIS ECOLE PRIMAIRE MARIE MARVINGT	7 RUE DE BARMONT	54330	VEZELISE
54563	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	RUE NOTRE DAME	54330	VEZELISE
54575	FOYER D'EDUCATION POPULAIRE	134 RUE EMILE CURIQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ASSOCIATION ESMV VESTIAIRES NOU	RUE DU MAITRE PAREIL	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ASSOCIATION PATRIMOINE VILLERS	122 RUE EMILE CURIQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ECOLE DE GARCONS	116 RUE GASTON DUPUIS	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	HOTEL DE VILLE	114 RUE EMILE CURIQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ATELIERS MUNICIPAUX	RUE DE LA BRASSERIE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ASSOCIATION TCVM TERRAIN TENNIS	RUE DE LA BRASSERIE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	C A T	ROUTE HUSSIGNY	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	EGLISE SAINT SYLVESTRE	18 RUE DE L EGLISE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	NOUVELLE BIBLIOTHEQUE SERGE BONNET	122 RUE EMILE CURICQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	BIBLIOTHEQUE	77 RUE EMILE CURIQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	SALLE POLYVALENTE	36 RUE GASTON DUPUIS	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54575	ECOLE MATERNELLE	75 RUE EMILE CURIQUE	54920	VILLERS LA MONTAGNE
54578	MAISON DES ASSOCIATIONS	2 RUE DE L ABBAYE CLAIRLIEU	54600	VILLERS LES NANCY
54578	EGLISE SAINT BERNARD	BOULEVARD DES ESSARTS	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAISON DE RETRAITE STE ODILE	RUE ST ODILE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	REALISE MECS ADOLESCENTS	4 BD DU MARECHAL LYAUTEY	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAIRIE	4 RUE MAURICE ANDRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAIRIE	4 RUE MAURICE ANDRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	CPAM VILLERS LES NANCY	AVENUE SAINT SEBASTIEN	54600	VILLERS LES NANCY
54578	CUGN LOCAL MATERIEL CSA	AVENUE PAUL MULLER	54600	VILLERS LES NANCY
54578	ABC LANGAGES	49 BOULEVARD MARECHAL FOCH	54600	VILLERS LES NANCY
54578	COMPLEXE SPORTIF	AVENUE PAUL MULLER	54600	VILLERS LES NANCY
54578	BIBLIOTHEQUE POUR TOUS	117 AVENUE DU GENERAL LECLERC	54600	VILLERS LES NANCY
54578	JARDIN BOTANIQUE	100 RUE DU JARDIN BOTANIQUE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	GYMNASE LOUIS ARMAND	BOULEVARD DES AIGUILLETES	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAIRIE DE VILLERS LES NANCY	3 RUE MAURICE ANDRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAIRIE	RUE DES CHALADES	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAIRIE DE VILLERS	4 RUE SAINT FIACRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	APPARTEMENT GARDIEN	4 RUE MAURICE ANDRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	BUREAU 1ER ETAGE	4 RUE MAURICE ANDRE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	MAISON DES ASSOCIATIONS	17 RUE DU HAUT DE LA TAYE	54600	VILLERS LES NANCY
54578	GYMNASE DU PLACIEUX	6 RUE JOHN FITZGERALD KENNEDY	54600	VILLERS LES NANCY
54578	AEIM LORRAINE - SIEGE	6 ALLEE DE SAINT CLOUD	54600	VILLERS LES NANCY
54578	EGLISE ST FIACRE	RUE SAINT FIACRE	54600	VILLERS LES NANCY
54580	HOTEL MEDICAL PASTEUR	15 RUE ST JUST	54190	VILLERUPT
54580	COMMISSARIAT VILLERUPT	RUE ALBERT LEBRUN	54190	VILLERUPT
54580	CENTRE DE SOINS INFIRMIERS VILL	54 RUE DU MARECHAL FOCH	54190	VILLERUPT
54580	SDIS CENTRE DE SECOURS	AVENUE DE LA LIBERATION	54190	VILLERUPT
54580	LOGT EC. POINCARÉ MME AROUSSEAU	RUE FRANKLIN ROOSEVELT	54190	VILLERUPT
54580	HOTEL DE VILLE	8 RUE ALBERT LEBRUN	54190	VILLERUPT
54580	EGLISE	PLACE JEANNE D ARC	54190	VILLERUPT
54580	CPAM	RUE DU MARECHAL FOCH	54190	VILLERUPT
54580	ECOLE POINCARÉ	1 RUE FRANKLIN ROOSEVELT	54190	VILLERUPT

54585	EGLISE	PLACE DE L EGLISE	54290	VIRECOURT
54585	SALLE POLYVALENTE	PLACE DE L EGLISE	54290	VIRECOURT
54585	MAIRIE	1 RUE DE REPUBLIQUE	54290	VIRECOURT
54585	CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET MOSELLE SITE 3	1 CHEMIN DES CHARADES VIRECOURT	54290	VIRECOURT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2008/3610**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE 73 avenue Foch 54270 ESSEY LES NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 09 novembre 2005, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3610**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au maire de la commune de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON - Dossier n° 2008/3660

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 20 rue de l'Hôtel de Ville 54260 LONGUYON, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3660**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LONGUYON et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3661

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 11 place Leclerc 54400 LONGWY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, modifié le 22 décembre 2006 au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3661**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3662

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 8 rue Voltaire 54400 LONGWY, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3662**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE - Dossier n° 2008/3663

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 26 rue de Serre 54530 PAGNY SUR MOSELLE, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3663**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de PAGNY-sur-MOSELLE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PIENNES - Dossier n° 2008/3664

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 19 rue de Verdun 54490 PIENNES, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3664**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de PIENNES et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON - Dossier n° 2008/3666

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE allée du Breuil 54700 PONT A MOUSSON, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3666**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de PONT-à-MOUSSON.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2008/3667

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 27 rue Carnot 54190 VILLERUPT, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3667**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERUPT et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT - Dossier n° 2008/3668

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE place des Arcades 54120 BACCARAT, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3668**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BACCARAT et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BAYON - Dossier n° 2008/3670

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 14 Grande Rue 54290 BAYON, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3670**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BAYON et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE SUR L'EAU - Dossier n° 2008/3671

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 46 Avenue Pierre Sépard 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3671**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BLAINVILLE SUR L'EAU et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT - Dossier n° 2008/3672

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 12 place du Général de Gaulle 54450 BLAMONT, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3672**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BLAMONT et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2008/3678

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 50 Rue de l'Hôtel de Ville FROUARD présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3678**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2008/3679

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 30 Rue de la République 54140 JARVILLE LA MALGRANGE, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3679**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3680

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 6 Rue Aristide Briand 54520 LAXOU, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3680**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3681

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE Centre commercial 54520 LAXOU, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3681**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3685

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 278 avenue du Général Leclerc 54000 NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3685**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3687

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 32 ter place des Vosges 54000 NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 17 mars 2000, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3687**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3689

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 33 rue du Faubourg des Ill Maisons 54000 NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3689**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au maire de NANCY.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3691

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 21 avenue Pinchard 54100 NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3691**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3693

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE place Dombasle 54000 NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3693**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au maire de NANCY.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à POMPEY - Dossier n° 2008/3694

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE avenue du Général de Gaulle 54340 POMPEY, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3694**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de POMPEY.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à SAINT MAX - Dossier n° 2008/3695

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 14 rue Georges Clemenceau 54130 SAINT MAX, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3695**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de SAINT-MAX.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE - Dossier n° 2008/3697

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 32 avenue de la République 54510 TOMBLAINE, présentée par le chargé de sécurité ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3697**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de TOMBLAINE.

Nancy, le 29 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VEZELISE - Dossier n° 2008/3700

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE 2 Place de l'Hôtel de Ville 54330 VEZELISE, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3700**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VEZELISE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2008/3702

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE Centre commercial 54600 VILLERS LES NANCY, présentée par le chargé de sécurité ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3702**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2 rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS-les-NANCY.

Nancy, le 25 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2010 portant modification de l'article 8 des statuts du SIVU - Structure multi-accueil crèche d'ATTON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'absence de délibération de la commune de Port-sur-Seille pendant le délai de consultation vaut avis favorable ;
CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La modification de l'article 8 des statuts du SIVU - Structure multi-accueil crèche d'Atton est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président du SIVU - Structure multi-accueil crèche d'Atton sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Extrait de l'arrêté du 21 octobre 2010 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch en matière de "Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'à l'issue du délai de consultation, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La compétence "Vie sociale, culturelle et sportive, école" de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch est complétée comme suit :

"Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics"

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 2 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

*Bureau des procédures environnementales***Rectificatif à l'extrait publié le 15 octobre 2010 - Extrait de l'arrêté du 24 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de MOUTIERS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les installations exploitées par la Société TITANOBEL à Moutiers appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la société TITANOBEL à Moutiers et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine exploitée par la société TITANOBEL sur le territoire de la commune de Moutiers, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au document d'urbanisme des communes de Moutiers, Auboué, Moineville, Valleroy par le biais d'arrêtés de mise à jour.

Article 3 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le PPRT, devront être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes).

Article 4 : Le PPRT comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci, exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques et expliquant et justifiant la démarche du PPRT et son contenu ;
- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur, les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- des recommandations tendant à renforcer la protection des populations, définies en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi que dans la mairie des communes de Moutiers, Auboué, Moineville, Valleroy et au siège de la communauté de communes du pays de l'Orne, aux jours et heures d'ouverture habituelle des bureaux au public.

Article 5 : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2007-626 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'usine TITANITE - devenue depuis TITANOBEL - implantée sur la commune de Moutiers.

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois en mairies de Moutiers, Valleroy, Auboué, Moineville.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT sera inséré, par les soins du Préfet, dans le quotidien " le Républicain Lorrain".

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Briey, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du pays de l'Orne, les maires de Auboué, Moineville, Moutiers et Valleroy sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 octobre 2010 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : La composition de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, présidée par le président du tribunal administratif ou le membre du tribunal administratif délégué par lui à cette fin, prévue à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2008 est modifiée comme suit :

Représentants des administrations de l'État

- le représentant du préfet de Meurthe-et-Moselle,
- deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- deux représentants de la direction départementale des territoires,

le reste sans changement.

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 22 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2010 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze par ajout de la compétence « mise en place, suivi et gestion du service d'accueil périscolaire à l'exclusion de la construction, l'aménagement intérieur et l'entretien des bâtiments dédiés à ce service, qui restent à la charge des communes »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

AR R E T E

Article 1er : L'article 4 des statuts, est complété comme suit dans la catégorie « culture et jeunesse » :

- Mise en place, suivi et gestion du service d'accueil périscolaire à l'exclusion de la construction, l'aménagement intérieur et l'entretien des bâtiments dédiés à ce service, qui restent à la charge des communes

Article 2 : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 8 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 15 octobre 2010 approuvant l'extension des compétences du syndicat mixte du Pays du Lunévillois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

AR R E T E

Article 1er : L'article 1 des statuts est complété comme suit :

- d'assurer la maîtrise d'ouvrage, au profit des communautés adhérentes qui le souhaitent, d'un programme de prévention des déchets et de contractualiser auprès des organismes compétents
- de promouvoir le développement des services à la mobilité et les déplacements durables sur son territoire
- de promouvoir les actions de lutte contre le changement climatique et en faveur des énergies renouvelables

Certaines opérations peuvent présenter un intérêt pour tout ou partie des communautés membres. Dans ce cas, les communautés de communes intéressées par la même opération pourront, si le comité syndical y est favorable, déléguer la maîtrise d'ouvrage de cette opération au syndicat mixte du Pays.

Article 2 : Les statuts annexés sont approuvés.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat mixte du pays du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 15 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Extrait de l'arrêté du 11 octobre 2010 portant dissolution des syndicats intercommunaux à vocation multiple du Massif de la Reine et des Hauts de Mad et création du syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Esch au Mad

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le consentement de tous les conseils municipaux intéressés ;

AR R E T E

Article 1er : Le syndicat intercommunal à vocation multiple du Massif de la Reine est dissous au 31 décembre 2010.

Article 2 : Le syndicat intercommunal à vocation multiple des Hauts de Mad est dissous au 31 décembre 2010.

Article 3 : Est autorisée, à compter du 1^{er} janvier 2011, entre les communes d'Ansauville, Beaumont, Bernécourt, Flirey, Grosrouvres, Hamonville, Limey-Réménauville, Lironville, Mandres-Aux-Quatre-Tours et Seicheprey la création d'un syndicat dénommé « syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) de l'Esch au Mad ».

Article 4 : Le syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Esch au Mad exerce les compétences suivantes :

gestion des écoles de Bernécourt, Flirey et Mandres-Aux-Quatre-Tours et de la garderie périscolaire dans l'objectif de permettre la scolarisation des élèves de maternelle et d'élémentaire des commune adhérentes.

Article 5 : L'ensemble des biens matériels, la dette et le personnel en fonction au SIVM du Massif de la Reine et au syndicat intercommunal à vocation multiple des Hauts de Mad sont repris par le SIVM de l'Esch au Mad.

Article 6 : Le siège du SIVM de l'Esch au Mad est fixé au 5 rue Brau à Bernécourt (54470).

Article 7 : Le SIVM de l'Esch au Mad est constitué pour une durée illimitée.

Article 8 : Les fonctions de comptable du SIVM de l'Esch au Mad sont assurées par le comptable de Thiaucourt-Regniéville.

Article 9 : La représentativité des communes au sein du comité syndical est assurée de la manière suivante :

2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 10 : Les communes contribueront aux dépenses du syndicat dans les proportions résultant des critères de répartition des charges fixés par les statuts.

Article 11 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 12 : Le sous-préfet de Toul, le président du SIVM du Massif de la Reine et le président du SIVM des Hauts de Mad sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de chaque commune concernée et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toul, le 11 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0103 en date du 15 octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RN 4 du PR 61+740 (55) au PR 3+290 (54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Meuse,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPERES PR. ET SENS	Début PR 61+740 au PR3+290	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	Reprise de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	Du 18 octobre au 12 novembre 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation du sens 1 sur le sens 2	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Ligny en Barrois	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny en Barrois

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Pour toutes les phases du chantier	18 octobre	Sens 1 AK5 PR57+500	Neutralisation Voie de droite sens 1	Fermeture Bretelle Paris Pagny sur Meuse : La circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy, sortira à l'échangeur Foug pour reprendre la direction de Paris via la RD11 et retrouver la sortie de Pagny sur Meuse.
	12 novembre	Sens 2 AK5 PR 6+000	Neutralisation Voie de gauche sens 2	
	2010	ITPC 59+900	Basculement circulation sens 1 sur le sens 2	Fermeture bretelle Pagny sur Meuse Nancy : Les usagers emprunteront la RN4 en direction de Paris jusqu'à l'échangeur de Troussay

	ITPC 4+500	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	pour reprendre la direction de Nancy via la RD 36.
--	------------	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Pagny sur Meuse ; Lay saint Remy, et Foug.;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Meuse, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les maires des communes de Pagny sur Meuse ; Lay saint Remy, et Foug.;

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Meuse,
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 15 octobre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,

Le préfet du département de la Meuse,

Pour le préfet et par délégation,

Le chef de la division d'exploitation de Metz,

David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE *Service établissements de santé*

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 167/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 114 703 € soit :

1) 3 075 295 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 823 353 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

141 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

11 095 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

240 219 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

487 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 35 908 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 3 500 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 168/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 294 717 € soit :

- 1) 1 256 376 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 118 958 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 22 170 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 100 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 110 912 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 236 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 30 094 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 8 247 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 169/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 455 244 € soit :

- 1) 454 733 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 387 368 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 13 617 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 53 366 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 382 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 511 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 170/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 113 153 € soit :

- 113 153 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 112 980 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 173 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 171/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 73 088 € soit :

- 73 088 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 73 088 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 172/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 028 773 € soit :

- 1) 26 066 347 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 24 199 652 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 45 858 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 12 686 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 1 776 534 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 18 663 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 12 954 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 2 146 612 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 815 814 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 173/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 273 722 € soit :

- 1) 2 793 896 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 643 209 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 150 123 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 564 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 478 615 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 1 211 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 174/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 91 497 € soit :

- 91 497 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

91 497 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 175/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 135 680 € soit :

- 1) 1 911 120 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 547 018 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

19 794 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

341 527 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 781 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 94 596 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 129 964 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 176/2010 du 18 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 390 425 € soit :

1) 1 295 312 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 444 024 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

-70 687 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 688 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

-88 602 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 889 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 34 111 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 61 002 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
L'animateur territorial,
Martine RICARD

Extrait de l'arrêté n° 2010-240 en date du 13 septembre 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre de moyen séjour de FAULX (Département de la Meurthe-et-Moselle)

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 07 septembre 2010 proposant le remplacement de Monsieur Eric MAGNE par Monsieur Alexis RETOURNAY en qualité de représentant du personnel médical ;

AR R E T E

Article 1er : Le conseil de surveillance du centre de moyen séjour de Faulx, 1 rue Louis Pasteur – 54760 FAULX, établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, maire de la commune de Faulx ;

- Monsieur Laurent TROGRILIC, représentant de la communauté de commune du bassin de Pompey et (en attente de désignation) ;

- Monsieur Bernard LECLERC, représentant du président du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur Yvon BISTON représentant même conseil général ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Monsieur Jean-Yves LANG, représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Docteur Alexis RETOURNAY et Monsieur Emmanuel ANCHER, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Rémi DONNOT et Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Madame Sylvia CHAPTAL et Monsieur le Docteur Eric MAGNE, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

- Madame Christiane MARCHAL (UDAF) et Madame Véronique HOFFMANN (UDAF), représentantes des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Marie-José DOLCI (Alzheimer 54), personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre de moyen séjour de Faulx ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de FAULX ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle

pour les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un EHPAD (en attente de désignation), représentant des familles de personnes accueillies.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2010

Pour le Directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 319/2010 en date du 25 octobre 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE (Département de la Meurthe-et-Moselle)

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 08 septembre 2010, proposant le remplacement de Monsieur le Docteur SEYER par Monsieur le Docteur MALINBAUM en qualité de représentant du corps médical suite à sa nomination lors de la séance du 06 septembre 2006 par les membres de la Commission Médicale d'Etablissement ;

CONSIDERANT la demande de l'association Familles Rurales en date du 14 octobre 2010, proposant le remplacement de Madame Marie Lise ADAM-JACQUOT par Madame Jacqueline THIERRY en tant que représentante des usagers ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé, 62 rue Poincaré – 54480 Cirey-Sur-Vezouze, établissement public de santé de ressort intercommunal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jean-Pierre LATZER, représentant de la commune de Cirey Sur Vezouze ;

- Monsieur Jean-Marc VILLA, représentant de la commune de Blâmont ;

- Monsieur Jean-Paul MARTIN, représentant de la Communauté de commune de la Vezouze et Monsieur René ACREMENT, représentant de la Communauté de commune de la Haute-Vezouze ;

- Madame Josiane TALLOTTE, représentante du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Frédérique GUINDO, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Docteur MALINBAUM et Monsieur le Docteur Jean-Sébastien TRESCHER, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Muriel DEDENON et Madame Muriel ADRIAN, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Bernard MULLER et Madame Danièle TEPINIER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

- Madame Jacqueline THIERRY (Familles Rurales) et Madame Josette BURY (AFTC Lorraine) représentantes des usagers désignées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Docteur René THOMAS, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier 3H Santé

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de 3H santé.

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie dont dépend l'établissement.

- Madame Marie MILLOT, représentante des familles de personnes accueillies en EHPAD

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de la santé,

Docteur Jean-Yves GRALL

Service veille sanitaire et santé environnementale**Extrait de l'arrêté n° 126/2010/ARS/DT54/VSSE du 21 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2005 concernant la déclaration d'utilité publique du captage de la source de la Mine à CUSTINES et l'établissement des périmètres des protection de ce point d'eau**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 portant déclaration d'utilité publique la dérivation des captages de Franche Limont, du Bois du Notaire, du Bois du Four et de Sainte Goule par la commune de Custines, et l'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT l'engagement de la commune de réaliser la déconnection physique de la source de Mine vis-à-vis du réseau d'eau public ;

ARRETE

Article 1er : Les dispositions relatives au captage de la source de la Mine figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 visé ci-dessus sont abrogées.

Pour une lecture simplifiée, la version modifiée de l'arrêté du 23 décembre 2005 est jointe en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains concernés par les périmètres de protection du captage de la source de la Mine tels que définis dans l'arrêté du 23 décembre 2005.

Monsieur le Maire de Custines est chargé d'effectuer cette formalité.

Article 3 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

- de sa notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection du captage de la source de la Mine tels que définis dans l'arrêté du 23 décembre 2005.

Article 4 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes de Custines, Malleloy, Faulx et Millery, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au Bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et à l'Agence de l'Eau RHIN-MEUSE.

Nancy le 21 octobre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Annexe à l'arrêté n° 126/2010/ARS/DT54/VSSE du 21 octobre 2010

Arrêté du 23 décembre 2005 - Version modifiée au 21 octobre 2010

Arrêté portant :

1. déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des captages de Franche Limont, du Bois du Notaire, du Bois du Four et de Sainte Goule par la commune de Custines,
- d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ;

2. autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU l'arrêté préfectoral du 23/05/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de la Mine, de Franche Limont, du Bois du Notaire, du Bois du Four et de Sainte Goule par la commune de Custines sur les communes de Custines, Millery, Malleloy et Faulx,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de Custines, Millery et Malleloy ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 16/12/1999 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 10/02/1995 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de la Mine, de Franche Limont, du Bois du Notaire, du Bois du Four et de Sainte Goule ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 29/08/2005 du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 2 décembre 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal de Custines en date du 07 octobre 2010 votant la suspension de l'utilisation de la source de la Mine et autorisant le maire à procéder à la fermeture et à la sécurisation des trois captages l'alimentant.

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT l'engagement de la commune de réaliser la déconnection physique de la source de Mine vis-à-vis du réseau d'eau public ;

SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

A R R E T E**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1 : Objet

Est déclaré d'utilité publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de Custines dénommé ci-après "la collectivité", Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation des sources par les captages de Franche Limont, du Bois du Notaire, du Bois du Four et de Sainte Goule à Custines,

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à Custines, Millery, Malleloy et Faulx,

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

Article 2 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
Source de Franche Limont Chambre A	Custines	E 598	194-5X-0045	879831	2429303	283 m
Source de Franche Limont Chambre B	Custines	E 574	194-5X-0107	879661	2429334	280 m
Source de Franche Limont Chambre C	Custines	E 452	194-5X-0108	879641	2429294	275 m
Source du Bois du Notaire	Custines	AN 2	194-5X-0044	880281	2429452	296 m
Source du Bois du Four	Custines	AN 3	194-5X-0109	880683	2430072	301 m
Source de Sainte Goule	Custines	AN	194-5X-0110	880913	2430101	285 m

Article 3 : Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder :

- 44.000 m³/an soit 130 m³/jour pour le prélèvement de Franche Limont (Chambres A, B et C),
- 54.000 m³/an soit 150 m³/jour pour le prélèvement du Bois du Notaire,
- 44.000 m³/an soit 130 m³/jour pour le prélèvement du Bois du Four,
- 41.000 m³/an soit 120 m³/jour pour le prélèvement de Sainte Goule.

Article 4 : Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

Article 5 : Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée. Un compte rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé,
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé,
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés,
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Article 6 : La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**Article 7 : Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7.1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate des captages de Franche Limont situés sur la commune de Custines concernent :

- Captage A : parcelles E 597 à E 600, E 606 pp, E 607 pp, E 608 pp et E 665 pp lieudit Franche Limont Est, pour une surface de 24 a 03 ca environ,
- Captage B : parcelle E 574 pp lieudit Franche Limont Est pour une surface de 15 a 33 ca,
- Captage C : parcelles E 451 pp, E 452 pp et E 652 pp lieudit Jardin Joly, pour une surface de 8 a 95 ca environ,
- Réservoir : parcelles E 445 pp, E 447 pp, E 450pp, E 446pp, E 448 et E 453 pp lieudit Jardin Joly pour une surface de 8 a 25 ca environ.

Le périmètre de protection immédiate du captage Bois du Notaire situé sur la commune de Custines couvre une surface de 6 a 78 ca environ. Il est situé dans la parcelle AN 2 lieudit Bois Du Four.

Le périmètre de protection immédiate du réservoir du Chanois situé sur la commune de Custines couvre une surface de 3 a 30 ca environ. Il est situé dans la parcelle AN 46 lieudit Champ des Pierres.

Le périmètre de protection immédiate du captage Bois du Four situé sur la commune de Custines couvre une surface de 6 a 59 ca environ. Il est situé dans la parcelle AN 3 lieudit Bois Du Four.

Le périmètre de protection immédiate du captage Sainte Goule situé sur la commune de Custines couvre une surface de 14 a 41 ca environ. Il est situé dans les parcelles AN 193 et AN 327 lieudit Sainte Goule.

7.2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des captages de Franche Limont s'étend sur une surface de 46 ha environ. Il est constitué des parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEUDIT	N° PARCELLES
MILLERY	B	Bois de la Pierre Blanche	927
	C	La Pierre Blanche	344
CUSTINES	E	Les Rays	1 à 55, 647 et 651
		Sous les Rays	56 à 84
		Les Dubois	85 à 96
		Champ l'Alouette	403, 404, 407, 408, 411, 412 et 415
		Jardin Joly	424 à 447, 450 à 457, 648 et 652
		Bas de Franche-Limont	458 à 473, 476 à 480
		Franche Limont Ouest	499 à 555 et 646
		Franche Limont Est	556 à 562, 564 à 574, 576 à 585, 588 à 595, 601, 603 à 610, 661 à 668
		Haut de Franche Limont	611 à 644

Le périmètre de protection rapprochée des captages du Bois du Notaire s'étend sur une surface de 19 ha environ. Il est constitué des parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEUDIT	N° PARCELLES
CUSTINES	AN	La Languette	1 pp
		Bois du Four	2 pp

Le périmètre de protection rapprochée du captage du Bois du Four s'étend sur une surface de 24 ha environ. Il est constitué des parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEUDIT	N° PARCELLES
CUSTINES	AN	La Langnette	1 pp
		Bois du Four	2 pp

Le périmètre de protection rapprochée du captage de Sainte Goule s'étend sur une surface de 62 ha environ. Il est constitué des parcelles ci-dessous :

COMMUNE	SECTION	LIEUDIT	N° PARCELLES
CUSTINES	AN	Bois du Four	5
		Sainte Goule	6 à 8, 11, 13 à 14, 18, 22 à 25, 28, 192, 193, 327 et 328
	AD	Rele du Buzion	1 à 3
		Bois de Ste Goule	4 à 9
MALLELOY	A	Bois de la Crochatte	139

7.3 Périmètres de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée du captage de Sainte Goule s'étend au Nord-Est et Sud-Est du périmètre de protection rapprochée sur une surface de 49 ha environ.

Article 8 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8.1 Périmètres de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites.

Les arbres seront abattus et toute végétation ligneuse sera régulièrement coupée. Les prairies seront fauchées, mais ne seront ni pâturées ni engraisées. L'emploi de produits phytosanitaires y est interdit.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages.

8.2 Périmètres de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains, sont interdits :
 - * les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
 - * l'exploitation de carrières,
 - * le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur,
- Sont interdits les stockages et dépôts :
 - * d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - * de produits chimiques,
 - * d'hydrocarbures et liquides inflammables,
 - * de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers),
 - * d'effluents industriels,
 - * d'effluents domestiques collectifs,
 - * station d'épuration,
 - * bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- Sont interdites les canalisations :
 - * d'eaux usées industrielles,
 - * d'hydrocarbures, produits chimiques liquides.
- Sont interdits les rejets liquides :
 - * d'eaux usées domestiques ou industrielles,
 - * d'effluents agricoles,
 - * d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
 - * de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.
- Sont interdites les constructions :
 - * de cimetières,
 - * d'installations classées,
 - * de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
 - * de silos produisant des jus de fermentation.
- En ce qui concerne les activités agricoles, sont interdits :
 - * le drainage agricole,
 - * le maraîchage, les serres et pépinières,
 - * le retournement des prairies permanentes existantes avec changement de culture,
 - * l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration,
 - * le pacage des animaux à moins de 300 mètres des captages,
 - * les abreuvoirs, abris d'animaux à moins de 300 mètres des captages.
- En ce qui concerne les activités forestières, sont interdits :
 - * les défrichements,
 - * l'utilisation de pesticides,
 - * le traitement du bois stocké,
 - * les aires de débardage et sites d'affouragement ou d'agrenage du gibier à moins de 300 mètres des captages.

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - * l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
- En ce qui concerne les constructions :
 - * les constructions ou installations produisant des eaux usées (dont les installations de camping, caravaning) devront être raccordées à un réseau public d'assainissement ou dotées d'un assainissement autonome conforme aux normes en vigueur. Elles feront l'objet par le

- propriétaire d'un bilan annuel de fonctionnement transmis à la commune. Leur autorisation de création ou de modification devra être soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé,
- * les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrières et imperméabiliser les fossés d'évacuation d'eaux pluviales jusqu'au ruisseau,
 - * le traitement des accotements des voiries de communication utilisera d'autres moyens que les herbicides chimiques.
- En ce qui concerne les activités agricoles :
- * les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
 - * absence de dépôt et d'épandage de fumier.
- En ce qui concerne les activités forestières :
- * les coupes à blanc seront limitées à moins de deux ha par année dans les périmètres et seront remplacées par des coupes de régénération progressive.
- 8.3 Périmètres de protection éloignée (captage de Sainte Goule)
- A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés
- En ce qui concerne les travaux souterrains :
- * les forages ou sondages de reconnaissance pénétrant ou traversant le même aquifère seront soumis à autorisation et rendus étanches après utilisation, au droit de cet aquifère,
 - * les forages ou captages d'eau de tiers captant le même aquifère seront implantés à une distance minimale de 1000 m du captage,
 - * l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
 - * le remblaiement de carrières, fouilles et tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières,
 - * la création de mares et plans d'eau sera soumise à autorisation.
- En ce qui concerne les stockages et dépôts :
- * les stockages et dépôts de produits polluants, de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches,
 - * les stockages et dépôts d'eaux usées, d'effluents et de tous produits polluants liquides seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage. Ces stockages et rétention seront isolés des eaux pluviales,
 - * les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches ; la surverse sera acheminée par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne, en respectant les autorisations de rejet.
- En ce qui concerne les canalisations :
- * les canalisations de produits polluants et d'eaux pluviales seront étanches.
- En ce qui concerne les rejets liquides :
- * les rejets d'eaux usées préalablement traitées seront soumis à autorisation. Le service chargé de la police de l'eau autorisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle,
 - * les eaux pluviales infiltrées passeront préalablement à leur infiltration dans un débourbeur déshuileur dimensionné selon les besoins.
- En ce qui concerne les constructions :
- * les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrières et imperméabiliser les fossés d'évacuation d'eaux pluviales jusqu'au ruisseau,
 - * le traitement des accotements des voies de communications utilisera d'autres moyens que les herbicides chimiques.
- En ce qui concerne les activités agricoles :
- * les épandages seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- En ce qui concerne les activités forestières :
- * tous les défrichements ne relevant pas des dispositions des articles L311-1 et L312-1 et suivants du code forestier devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Direction Départementale des Territoires. Les défrichements seront compensés par des plantations au moins équivalentes en superficie à l'intérieur du périmètre,
 - * les coupes à blanc seront limitées à moins de 2 ha par année dans le périmètre et remplacées autant que possible par des coupes de régénération progressive.

Articles 9 : Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de trois ans à compter de la publication de l'arrêté :

- tous les capots devront être munis de joints en bon état, toutes les aérations seront grillagées contre les intrusions de petits animaux (contrôle à chaque passage et au moins annuel de leur état) ;
- les différentes chambres et les regards seront nettoyés au moins une fois par an ;
- toutes les conduites de départ des captages, chambres de réunion seront équipées de crépines ;
- la maçonnerie des ouvrages sera inspectée annuellement et les travaux nécessaires réalisés sans délai ;
- les visites d'entretien, nettoyage, surveillance devront avoir lieu au minimum deux fois par an ;
- vérification de la destination et détournement éventuel par fossés étanches des eaux de drainage s'écoulant le long des sentiers et chemins ruraux.

Captages de Franche Limont :

- Captage supérieur A : remise en état de la chambre, dégagement de la végétation, scellement de l'échelle, dégagement du trop plein et aménagement de l'écoulement, pose d'une crépine sur la conduite de sortie vers la chambre de captage B.
- Déplacement du sentier qui se trouve dans l'emprise du périmètre de protection immédiate.
- Captage moyen B : pose d'un joint et d'une aération sur le capot, pose d'une crépine sur la sortie vers le captage C et aménagement du trop plein.
- Captage inférieur C : pose d'une aération sur le capot, pose d'une crépine sur la sortie vers le réservoir, dégagement et aménagement du trop plein avec pose d'un clapet.

Captages de Réchanois :

- Captage du Bois du Notaire : revoir l'étanchéité de la chambre, dégagement du trop plein et pose d'un clapet anti – retour.
- Captage du Bois du Four : aménagement de l'ancien abri militaire afin qu'il ne soit plus source de danger, revoir l'étanchéité de la chambre, équipement de la sortie vers le réservoir d'une crépine, aménagement de l'écoulement du trop plein et pose d'un clapet.
- Captage de Sainte Goule : nettoyage du compartiment de la vidange et fixation de l'échelle.
- Réservoir de Réchanois : revoir son étanchéité.

Article 10 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

Article 11 : Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

Article 12 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Custines, Millery, Malleloy et Faulx sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Article 13 : Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire pourra acquérir, par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais.

Article 14 : Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de Custines est chargé d'effectuer cette formalité.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 15 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Article 16 : Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant trois dispositifs de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par l'Agence Régionale de Santé, selon la réglementation en vigueur.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 19 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes de Custines, Malleloy, Faulx et Millery, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au Bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, à l'Agence de l'Eau RHIN-MEUSE.

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 126/2010/ARS/DT54/VSSE du 21 octobre 2010

Nancy le 21 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL *Service produits de santé et de la biologie*

Extrait de l'arrêté n° 2010-274 du 28 septembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis centre commercial et d'affaires « Les Nations », boulevard de l'Europe - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - Autorisation n° 54-46

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° DDASS/AES N° 318-10 du 10 mars 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis Boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à Vandoeuvre-les-Nancy (54500), exploité au sein de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » agréée sous le n°8, dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) ;

CONSIDERANT que la demande concerne la nomination de Monsieur Alain DAUCH en qualité de biologiste responsable du laboratoire susvisé à compter du 1^{er} avril 2010 ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1^{er} avril 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 susvisé portant modification de fonctionnement, sous le n° 54-46, du laboratoire de biologie médicale sis Boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à Vandoeuvre-les-Nancy (54500), sont remplacées par les dispositions suivantes :

Siège social : Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations »

Boulevard de l'Europe

54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Mode d'exercice :

Le présent Laboratoire est exploité au sein de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » agréée sous le n°8, dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) ;

Biologiste responsable :

- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO », dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-275 du 28 septembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY - Autorisation n° 54-75

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2005 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100), exploité au sein de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » agréée sous le n°8, dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) ;

CONSIDERANT que la demande concerne la reprise de ses fonctions de biologiste coresponsable, par Madame Alexandra MEYER, du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Pinchard à NANCY (54000) ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1^{er} avril 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2005 susvisé portant modification de fonctionnement, sous le n° 54-75, du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) sont remplacées par les dispositions suivantes :

Siège social : 1170 avenue Raymond Pinchard
54100 NANCY

Mode d'exercice :

Le présent Laboratoire est exploité au sein de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » agréée sous le n°8, dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) ;

Biologiste responsable :

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, pharmacien ;

Biologiste coresponsable :

- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, médecin.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO », dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-276 du 7 octobre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à NANCY (54000), enregistrée sous le n° 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-46 - Autorisation n° 54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDASS/OSV/N° 1092-09 en date du 30 septembre 2009 portant modification statutaire de la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS » et notamment la modification de la dénomination sociale de la SELCA en « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » ;

CONSIDERANT la demande présentée par la société d'avocats sise 3 rue Saint Julien à Nancy (54000) au nom et pour le compte de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » ;

CONSIDERANT que la demande concerne :

- La nomination de Monsieur Alain DAUCH en qualité d'associé commandité et cogérant de la SELCA ;
- La nomination de Monsieur Alain DAUCH en qualité de biologiste responsable au sein du laboratoire de biologie médicale sis Centre d'Affaires « Les Nations » - Boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) en remplacement de Madame Alexandra MEYER ;
- La reprise de ses fonctions de biologiste coresponsable, par Madame Alexandra MEYER, du laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Pinchard à NANCY (54000) ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1^{er} avril 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté DDASS/OSV/N° 1092-09 en date du 30 septembre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO »

Siège social : 1170 Avenue Raymond Pinchard

54000 NANCY

Forme juridique : Société d'exercice libéral en commandite par actions (SELCA)

Laboratoires exploités :

Laboratoire de biologie médicale

2 rue des quatre églises

54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Biologiste responsable : Madame Laure COMBES, biologiste médical, pharmacien.

Laboratoire de biologie médicale

9, square de Liège

54500 VANDOEUVRE

Autorisation n° 54-21

Biologiste responsable : Madame Géraldine DAP, biologiste médical, médecin.

Laboratoire de biologie médicale

23 boulevard de l'Europe

Centre d'Affaires « Les Nations »

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Autorisation n° 54-46

Biologiste responsable : Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, pharmacien.

Laboratoire de biologie médicale

1170, avenue Raymond Pinchard

54100 NANCY

Autorisation n° 54-75

Biologiste responsable : Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, pharmacien,

Biologiste co-responsable : Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, médecin.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté n° 2010-297 du 11 octobre 2010 autorisant la fermeture de la pharmacie à usage intérieur du syndicat inter hospitalier femme-mère-enfant de METZ

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT

- la demande présentée le 15 avril 2010 par Madame ANATOLE, Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE sollicitant la fermeture de la pharmacie à usage intérieur du Syndicat Inter Hospitalier Femme-Mère-Enfant sis 1-5 place Sainte Croix à METZ ;

- l'avis favorable de l'Ordre National des Pharmaciens du 17 juin 2010 ;

- le rapport d'instruction du 17 septembre 2010 établi par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé Lorraine ;

- qu'une demande de création d'une pharmacie à usage intérieur sur le site de l'Hôpital Maternité de Metz a également été déposée concomitamment et fait suite à la délibération du conseil d'administration n° 2008/49 du 19 décembre 2008 relative au transfert des autorisations du Syndicat Inter Hospitalier Femme-Mère-Enfant de METZ au Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE suite à la dissolution de ce Syndicat et que cette dernière a pris effet à compter du 1er janvier 2009 ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation initiale d'ouverture de la pharmacie à usage intérieur accordée au Syndicat Inter Hospitalier Femme-Mère-Enfant, sise 1-5, Place Sainte-Croix à METZ, est supprimée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif 31, Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Directeur de l'AFSSAPS ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Metz ;

Et sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 11 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-298 du 11 octobre 2010 autorisant la création d'une pharmacie à usage intérieur sur le site de l'hôpital-maternité de METZ

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT

- la demande présentée le 15 avril 2010 par Madame ANATOLE, Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE sollicitant la création d'une pharmacie à usage intérieur sur le site de l'Hôpital Maternité de METZ au 1-5, Place Sainte-Croix suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur du Syndicat Inter Hospitalier Femme-Mère-Enfant ;
- l'avis favorable de l'Ordre National des Pharmaciens du 17 juin 2010 ;
- le rapport d'instruction du 17 septembre 2010 établi par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé Lorraine ;
- que cette demande est concomitante à la demande de suppression de la pharmacie à usage intérieur du Syndicat Interhospitalier Femme-Mère-Enfant de METZ également déposée avec la présente requête et fait suite à la délibération du conseil d'administration n° 2008/49 du 19 décembre 2008 relative au transfert des autorisations du Syndicat Interhospitalier Femme-Mère-Enfant de METZ au Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE suite à la dissolution de ce Syndicat ayant pris effet le 1^{er} janvier 2009 ;
- que la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Maternité de Metz est désormais exploitée par le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE et son autorisation de fonctionnement ainsi que les activités pour lesquelles la pharmacie à usage intérieur du Syndicat Inter-hospitalier avait obtenu des autorisations pour les activités optionnelles, deviennent par là-même caduques puisqu'il y a changement d'entité juridique ;

ARRETE

Article 1er : La demande d'autorisation de création d'une pharmacie à usage intérieur sur le site de l'Hôpital Maternité de METZ au 1-5, Place Sainte-Croix à METZ, est accordée.

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Maternité de Metz est autorisée à poursuivre les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et 9 du CSP :

- La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que les dispositifs médicaux stériles ;
- La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- La division des produits officinaux ;
- La réalisation des préparations hospitalières à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques,
- La stérilisation des dispositifs médicaux (arrêté d'autorisation du 30 janvier 2003) ;
- La vente de médicaments au public (arrêté d'autorisation du 20 décembre 2004) ;
- La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales ;
- La délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales mentionnés à l'article L. 5137-1.

Article 3 : La pharmacie à usage intérieur approvisionnera les 154 lits et les 13 places de l'Hôpital Maternité de METZ auxquelles s'ajoutent les lits et places du secteur naissance (4 salles de pré-travail, 7 salles d'accouchement, 1 salle de césarienne en urgence) et un bloc opératoire (6 salles d'intervention, 1 salle de surveillance).

Article 4 : Les effectifs pharmaceutiques sont fixés à :

- * 3 pharmaciens (2 E.T.P.),
- * 4 préparateurs de pharmacie (3,5 E.T.P.),
- * 5 aide-soignantes en stérilisation (4,3 E.T.P.),
- * 2 personnels administratifs (1 E.T.P.).

Article 5 : La pharmacie à usage intérieur sera ouverte selon les horaires suivants :

- Du lundi au vendredi de 8 h 00 à 16 h 30 ;
- Le samedi de 11 h 00 à 12 h 00.

En dehors des horaires d'ouverture de la pharmacie à usage intérieur, une astreinte opérationnelle à domicile est assurée par les pharmaciens.

Article 6 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 7 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif 31, Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de l'AFSSAPS ;
- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Metz ;

Et sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 11 octobre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE**Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/366 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN, Zénith de Nancy, rue du Zénith - 54320 MAXEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 54-0252 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN, Zénith de Nancy, rue du Zénith, 54320 Maxéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/367 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Louis-Marie BOIVIN, Magic Merlin Production, 14 Grande rue - 54330 FORCELLES-SAINT-GORGON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1008286 et 3-1008287 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Louis-Marie BOIVIN, Magic Merlin Production 14, Grande rue, 54330 Forcelles-Saint-Gorgon.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/368 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Denise COMMENVILLE, « Les fruits du hasard », 24 rue du général Duroc - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1038386 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Denise COMMENVILLE, « Les fruits du hasard » 24, rue du général Duroc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/369 du 15 septembre 2010 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Benoît DAL PAN, « La Prod Toucourt », 17 rue Jean Son - 54400 LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1038389 et 3-1038390 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Benoît DAL PAN, « La Prod Toucourt » 17, rue Jean Son, 54400 Longwy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/370 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Laurence GACHET, « Cie du Bredin » Théâtre Gérard Philipe, avenue de la Libération - 54390 FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0477 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Laurence GACHET, « Cie du Bredin » Théâtre Gérard Philipe, Avenue de la Libération, 54390 Frouard.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/371 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Hugues LECLERE, « Rencontres musicales en Lorraine », 7-11 rue Saint-Lambert - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008429 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Hugues LECLERE, « Rencontres musicales en Lorraine » 7-11, rue Saint-Lambert, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/372 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur François LEGEE, « Gradus Ad Musicam », 33 bd Clemenceau - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1008291 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur François LEGEE, « Gradus Ad Musicam » 33, Bd Clemenceau, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/373 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Marion LHUILLIER, « Mairie d'Essey-lès-Nancy », 1 place de la République - 54270 ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1038398 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Marion LHUILLIER, « Mairie d'Essey-lès-Nancy » 1, Place de la République, 54270 Essey-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/374 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Cécile LOUIS, « CEISM », 36 rue du capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0460 et 54-0461 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Cécile LOUIS, « CEISM » 36, rue du capitaine Caillon, 54230 Neuves Maisons.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/375 du 15 septembre 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Jean-Luc MAUFFREY, « Centre culturel Jean L'Hôte », 1 rue du capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère et 3ème catégorie portant les numéros 54-0474 et 54-0475 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean-Luc MAUFFREY, « Centre culturel Jean L'Hôte » 1, rue du capitaine Caillon, 54230 Neuves Maisons.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/376 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Roger-Marc NICOUD, « FS PROD », 447 avenue de la Libération, Clos des Amis - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1038397 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Roger-Marc NICOUD, « FS PROD » 447, Avenue de la Libération, Clos des Amis, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/377 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Alexandre ROCHETTE, « Artisan du son », 90 rue de Laxou - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1002468 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Alexandre ROCHETTE, « Artisan du son » 90, rue de Laxou, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/378 du 15 septembre 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Fabrice SCHOCH, chez Mme Marie-Pierre RINCK, 38 sentier du clos Chatton - 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1002458 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Fabrice SCHOCH, chez Mme Marie-Pierre RINCK, 38, Sentier du clos Chatton, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****Arrêté n° 14/2010 du 22 octobre 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

Vu le code du travail ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code du tourisme ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;

Vu le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

Vu le décret du 8 janvier 2009 nommant M. Dominique SORAIN, Préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté n° 2010-95 en date du 22 mars 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.32 en date du 25 mai 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1903 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2010-63 en date du 08 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1682 en date du 14 juin 2010 du Préfet des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI, Responsable du pôle politique du travail, à M. Claude PARMENTELAT, Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

1) à l'administration centrale

2) aux titulaires d'un mandat électif national

3) aux représentants élus des collectivités territoriales

ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 :

- En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

* les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. Philippe DIDELOT, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Jean DE ZELICOURT ;

* les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;

* les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à Mme Ioulia SAUTHIER ;

* les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;

* les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;

* les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

- En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER, à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie BRUGIERE et M. Philippe RICHARD, à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 22 octobre 2010

Le directeur régional,
Serge LEROY

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Extrait de l'arrêté n° 042/10/2010 du 19 octobre 2010 accordant le renouvellement de la licence d'agence de mannequins à la société DANIELE MODELS AGENCY à SAINT-MAX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la demanderesse remplit les conditions légales requises,

ARRETE

Article 1er : La licence est renouvelée pour une durée de trois ans au bénéfice de Madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. DANIELE MODELS AGENCY à partir du 20 octobre 2010.

Article 2 : Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1^{er} est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 7123-12 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 7123-14 du même code.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, et Monsieur le Directeur Régional Adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

Nancy, le 19 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
Service acteurs, ville et territoires

Extrait de l'arrêté du 29 octobre 2010 portant approbation de la convention en date du 18 octobre 2010 constitutive du groupement d'intérêt public (G.I.P.) prévention P.J.J. 54

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la convention constitutive du groupement d'intérêt public (G.I.P.) prévention PJJ 54 en date du 18 octobre 2010 signée entre l'Etat, la ville de Nancy, la ville de Maxéville et l'office publique de l'habitat de Nancy, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 : le siège social du groupement est fixé à la direction territoriale lorraine sud de la protection judiciaire de la jeunesse, 25/29 boulevard Joffre à Nancy.

Article 3 : le GIP prévention PJJ 54 jouit de la personnalité morale pour une durée de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : le directeur départemental de la cohésion sociale est nommé commissaire du gouvernement auprès du groupement.

Article 5 : le directeur départemental des finances publiques est nommé contrôleur d'Etat auprès du groupement.

Article 6 : le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des finances publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture avec mention au journal officiel de la République française.

Nancy, le 29 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 354 du 24 septembre 2010 prononçant une distraction du régime forestier (sur le territoire communal de CIREY-SUR-VEZOUZE) et une application du régime forestier (sur le territoire communal d'HARBOUEY)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'arrêté 2010/DDT/AFC/n° 312 du 20 août 2010 est entaché d'une erreur matérielle ;

ARRETE

Article 1er - L'arrêté 2010/DDT/AFC/n° 312 du 20 août 2010 est retiré.

Article 2 - Est distraite du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Cirey-sur-Vezouze	Cirey-sur-vezouze	La Haye Renardy	BD	25	5,0000

Article 3 - Il sera fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après à compter de leur date d'achat par la commune de Cirey-sur-Vezouze :

Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
	Lieudit	Section	N° de parcelle	
Harbouey	Au Pré Labbe	B	291	0,3870
			293	4,0210
			294	0,2045
			295	0,2045
			296	0,2195
	A la Grand mare	B	311	0,6620
	A Vadinchier	B	522	0,7115
			523	0,2935
				6,7035

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Cirey-sur-Vezouze et d'Harbouey.

Nancy, le 24 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté n° 360 du 29 septembre 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de BUISSONCOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Buissoncourt	Buissoncourt	Le Grand Bois	C	10	0 ha 66 a 55
		Paquis du Hautdes Fours	C	122	0 ha 29 a 70
				123	0 ha 21 a 60
				124	0 ha 21 a 55
				125	0 ha 22 a 30
				126	0 ha 19 a 80
				127	0 ha 21 a 25
				128	0 ha 21 a 90
				129	0 ha 21 a 90
				130	0 ha 21 a 85
				131	0 ha 22 a 30
				132	0 ha 20 a 50
				133	0 ha 20 a 85
				134	0 ha 20 a 15
				135	0 ha 21 a 85
				136	0 ha 20 a 75
				137	0 ha 19 a 00
				138	0 ha 21 a 30
				139	0 ha 20 a 20
Commune de Buissoncourt	Buissoncourt	Le Grand Bois	C	Tranchée du Haut des Fours (en partie)	
		Au Haut des Fours	C	Chemin rural dit des Paquis du Haut des Fours (en partie)	0 ha 68 a 78
					Total

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Buissoncourt.

Nancy, le 29 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté n° 361 du 29 septembre 2010 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de MESSEIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Messein	Messein	Bois de Grève	AI	31	3 ha 25 a 67
				107	1 ha 18 a 80
				127	0 ha 75 a 75
				149	22 ha 73 a 79
				Total	

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Messein.

Nancy, le 29 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de la décision du 8 octobre 2010 prononçant une sanction pécuniaire consécutive au refus de cesser l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE-EULMONT et VANDELEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2007 refusant à Madame DEPRUGNEY Sylvie (Indivision DEPRUGNEY Sylvie) l'autorisation d'exploiter 79,48 ha (parcelles ZA 33/40 - ZB 30/31- ZC 14/39/41- ZD 11/17/18/19/20 à Dommarie Eulmont - ZB 10/11/41 à Vandeleuille),
Considérant que l'Indivision DEPRUGNEY Sylvie (Madame DEPRUGNEY Sylvie) exploite les parcelles ZA 33/40 - ZB 31- ZC 14/39- ZD 11/17/18/19/20 à Dommarie Eulmont - ZB 10/11/41 à Vandeleuille), exploitation qui n'aurait pas du avoir lieu,
Vu la mise en demeure adressée à l'Indivision DEPRUGNEY (Madame DEPRUGNEY Sylvie), le 13 octobre 2009,
Considérant que l'Indivision DEPRUGNEY (Madame DEPRUGNEY Sylvie) n'a pas donné suite à la dite mise en demeure,

AR R E T E

Article 1er : Une sanction pécuniaire de 400 euros par hectare exploité sans autorisation est appliquée à l'égard de Indivision DEPRUGNEY (Madame DEPRUGNEY Sylvie).

Article 2 : Le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à Madame DEPRUGNEY Sylvie, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMMARIE EULMONT - VANDELEVILLE pour affichage.

Vous disposez d'un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer un recours devant la commission des recours (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt - 76 avenue André Malraux 57046 METZ cedex).

Ce recours devra être accompagné de la présente décision.

Nancy, le 8 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/n° 367 du 20 octobre 2010 constituant le comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : La composition du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est fixée ainsi qu'il suit :

- Le Préfet ou son représentant,
- Le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Le Chef du Service en charge de l'agriculture de la direction départementale des territoires ou son représentant,
- Le Directeur départemental des finances publiques ou son représentant,
- Trois agriculteurs désignés sur proposition des représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture :

Titulaires :

- * Monsieur Didier BOURDON à DROUVILLE
- * Monsieur François TOUSSAINT à VAUDIGNY
- * Monsieur Cédric JEANDEL à AUTREY SUR MADON

Suppléants :

- * Monsieur Fabrice NOIROT à CLEMERY
- * Madame Lydia NOISSETTE à GYE
- * Monsieur Thomas JOB à MAZERULLES
- Un agriculteur représentant les agriculteurs travaillant en commun dans le département désigné sur proposition de l'Association Nationale des Sociétés et Groupements Agricoles pour l'exploitation en commun :
 - * Monsieur Louis CHRETIEN à TREMBLECOURT
- Personnes qualifiées :
 - * Maître Etienne GEROME-CUGNIN – à HARQUE – représentant la Chambre des Notaires
 - * Le Directeur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole ou son représentant
 - * Le Directeur de l'Association de Gestion et de Comptabilité – ADHEO 109 – ou son représentant
 - * Le Directeur de l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles ou son représentant

Article 2 : Les membres du comité, autres que les fonctionnaires, prévus à l'article R 323-1, sont nommés pour une durée de trois ans.

Article 3 : Le secrétariat du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est assuré par le Directeur départemental des territoires.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 20 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté 2010/DDT/AFC/n° 368 du 19 octobre 2010 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation, à compter du 1er octobre 2010 jusqu'au 30 septembre 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères et des bâtiments d'exploitation

1) L'indice national des fermages :

L'indice national des fermages s'établit pour 2010 à la valeur de 98,37.

Cet indice est applicable pour les échéances à régler à compter du 1er octobre 2010 jusqu'au 30 septembre 2011.

La variation de cet indice est de - 1,63 %.

2) Les terres nues :

Les articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 déterminent les fourchettes locatives par régions naturelles agricoles et par catégories de terres.

A compter du 1er octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale EURO/ha/an	Valeur maximale EURO/ha/an
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	94,72	108,45
	Moyenne	60,94	94,72
	Inférieure	44,64	60,94
Woëvre et Haye	Supérieure	90,41	104,13
	Moyenne	58,09	90,41
	Inférieure	41,67	58,09
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	86,68	101,77
	Moyenne	55,23	86,68
	Inférieure	39,80	55,23

3) Les cultures maraîchères :

L'article 8 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 fixe les critères de détermination du loyer des cultures maraîchères.

A compter du 1er octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

- minimum : 561,95 Euro/ha/an
- maximum : 899,11 Euro/ha/an

4) Les bâtiments d'exploitation :

Les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 déterminent les différentes catégories de bâtiments de stockage et d'élevage.

A compter du 1er octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Bâtiment de stockage	
Première catégorie	De 1,57 € à 1,97 € le m²/an
Deuxième catégorie	De 1,03 € à 1,57 € le m²/an
Troisième catégorie	De 0,34 € à 0,69 € le m²/an
Quatrième catégorie	De 0,34 € à 0,35 € le m²/an
Bâtiment d'élevage	
Première catégorie	De 1,57 € à 1,97 € le m² couvert/an De 0 € à 0,52 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Deuxième catégorie	De 1,03 € à 1,57 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,52 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Troisième catégorie	De 0,52 € à 1,03 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,52 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Quatrième catégorie	0,52 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,52 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.

5) Durée du bail

Pour les baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

Article 2 : Valeurs locatives des baux viticoles

L'article 1 de l'arrêté préfectoral DDAF-2001-401 du 23 octobre 2001 indique que le loyer portant sur des cultures permanentes viticoles peut être fixé par les parties en monnaie ou en quantité de denrée, entre des maxima et minima arrêtés par l'autorité administrative.

Les articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral DDAF-2001-401 du 23 octobre 2001 fixent les critères de détermination des loyers pour les baux à vignes et les terres à vignes.

1) Les baux viticoles en monnaie

A compter du 1er octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1) de l'article 1, sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

- Baux à vignes : minimum : 945,72 Euro/ha/an
maximum : 1 891,42 Euro/ha/an
- Terres à vignes : minimum : 405,31 Euro/ha/an
maximum : 675,52 Euro/ha/an

2) Les baux viticoles en quantité de denrée

A compter du premier octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul est fixé à 106,00 euros.

3) Durée du bail

Pour les baux à vigne d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

Article 3 : Valeurs locatives des bâtiments d'habitation

1) L'indice de référence des loyers :

L'indice de référence des loyers publié par l'institut national de la statistique et des études économiques s'établit à 117,81 au premier trimestre 2010 (journal officiel du 16 avril 2010). La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 0,09 %

2) Valeurs locatives :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 détermine les loyers des bâtiments d'habitation par catégories définies selon deux types de critères :

- l'importance du logement,
- des éléments correcteurs, tels que l'état d'entretien et de conservation des logements, leur confort et leur situation par rapport à l'exploitation.

L'importance du logement :

A compter du premier octobre 2010 et jusqu'au 30 septembre 2011, le loyer mensuel au m² actualisé par l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE mentionné au 1), est fixé comme suit :

- Jusqu'à 150 m², le prix est de 3,83 €/m²/mois,
- Entre 151 et 200 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,76 €/m²/mois,
- Entre 201 et 250 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,61 €/m²/mois.

Les éléments correcteurs :

Au loyer au m² déterminé ci-dessus, un coefficient global compris entre 0,2 et 1,15 est appliqué afin de tenir compte des éléments correcteurs tels que définis par l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/372.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée aux membres de la commission consultative départementale des baux ruraux, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT54/AFC/n° 371 du 20 octobre 2010 modifiant la composition du comité départemental à l'installation

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté du 14 avril 2009 est modifié comme suit :

Le comité départemental à l'installation est composé de :

- En qualité de membres :

- * le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- * le Président du conseil régional ou son représentant,
- * le Président du conseil général ou son représentant,
- * le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- * le Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt ou son représentant,
- * le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- * le Président des jeunes agriculteurs et deux vice-présidents ou leurs représentants,
- * le Président de la FDSEA ou son représentant,
- * le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant,
- * le représentant du financement de l'agriculture siégeant à la commission départementale d'orientation de l'agriculture ou son suppléant,
- * le Président de l'organisme labellisé Point Info Installation,
- * le Directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles ou son représentant,

- En tant que personnes qualifiées :

- * le Président de l'ALPA ou son représentant,
- * le Président du comité départemental de VIVEA ou son représentant,
- * le Président d'ADHEO 109 ou son représentant,
- * le Président de l'ODASEA de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- * le représentant des organismes labellisés au titre de : Centre d'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (CEPPP).

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à chacun des intéressés, à titre de notification et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 20 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-01 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL RAJZWING - NANCY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 26 mars 2010 présentée par la SARL RAJZWING ;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 1 juin 2010 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 7 juin 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau.;

ARRETE

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Serge DUMONT, gérant de l'Entreprise RAJZWING SARL, numéro RCS NANCY 424 259 158, domiciliée à l'adresse suivante : 12 rue de la Douane ZI 54 000 NANCY.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur DUMONT Serge est agréé, au nom de l'entreprise RAJZWING, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de : 450 m3

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Maxéville (CUGN) : environ 450 m3 ;

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé :

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-02 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SAS Egoûts Express - JARVILLE pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 22 mars 2010 présentée par la SAS Egoûts Express ;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 21 mai 2010 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 31 mai 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
 - une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
 - une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau.;

AR R E T E

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Maxime FRINGANT, Président de l'Entreprise Egoûts Express, numéro RC NANCY 379 545 270 000 17, domiciliée à l'adresse suivante : 2 rue du Fonteno 54 140 JARVILLE.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur FRINGANT Maxime est agréé, au nom de l'entreprise SAS Egoûts-Express, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de : 2000 tonnes

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Maxéville (CUGN), pour 1 500 tonnes
- dépotage dans la station d'épuration de Metz (agglo de Metz), pour 500 tonnes

Le bordereau de suivi des matières de vidanges devra faire apparaître le nom et le prénom de la personne physique réalisant les vidanges.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé .

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-03 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL VIVALOR - TONNOY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 02 avril 2010 présentée par la SARL VIVALOR;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau du 01/06/2010 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 17 juin 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau.;

ARRETE

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Bertrand ROBERT, gérant de l'Entreprise VIVALOR, numéro RC NANCY 429 121 338, domiciliée à l'adresse suivante : 13 rue Moncel 54 210 TONNOY.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Bertrand ROBERT est agréé, au nom de l'entreprise VIVALOR, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de : 240 m3

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Maxéville (CUGN), pour 240 m3

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé .

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDT-DEC-VID-2010-04 du 30 septembre 2010 portant agrément de la SARL Lor Assainissement - NEUVES-MAISONS pour la réalisation des vidanges et la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 6 avril 2010 présentée par la SARL Lor-Assainissement ;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 2 juin 2010 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 21 juin 2010 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.

- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau.;

A R R E T E

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Xavier FISCHER, gérant de l'Entreprise Lor-Assainissement SARL, numéro RCS NANCY 490 077 542, domiciliée à l'adresse suivante : 263 rue Marcelin Berthelot -54 230 Neuves-Maisons.

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Xavier FISCHER est agréé, au nom de l'entreprise Lor-Assainissement, pour réaliser des vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de : 2 500 tonnes.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Maxéville (CUGN) : 600 tonnes ;
- dépotage dans la station d'épuration de Neuves-Maisons (CCMoselle et Madon) : 1 700 tonnes
- dépotage dans la station d'épuration de LAMAXE (Agglo METZ) : 200 tonnes

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé .

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.102 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Emilie PHILISPART à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Emilie PHILISPART
Clinique vétérinaire
27 avenue de Saintignon
54400 LONGWY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.103 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Dries EVERAERT à STENAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dries EVERAERT
2 bis rue Ouvrage de Villy
55700 STENAY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.104 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Laurent SARLET à STENAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Laurent SARLET
2 bis rue Ouvrage de Villy
55700 STENAY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.105 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur François EVRARD à STENAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

François EVRARD
2 bis rue Ouvrage de Villy
55700 STENAY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.106 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Dominique CORRA à STENAY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dominique CORRA
2 bis rue Ouvrage de Villy
55700 STENAY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.P.107 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Bénédicte HARTMANN-MERCENIER à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé depuis le 31 juillet 2010 à :

Dr Bénédicte HARTMANN-MERCENIER
1 rue du Béarn
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 10.D.D.P.110 du 14 octobre 2010 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Virginie RENARD à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé depuis le 30 juillet 2010 à :

Dr Virginie RENARD
6 rue Saint Louis
54400 LONGWY

Article 2 - Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté du 20 octobre 2010 fixant la composition du comité technique paritaire de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle

La directrice départementale

ARRETE

Article 1^{er} : Sont habilitées à désigner les représentants du personnel au sein du comité technique paritaire susvisé, les organisations syndicales suivantes :

	Titulaires	Suppléants
FORCE OUVRIERE	2	2
CFDT	1	1
UNSA	1	1

Article 2 : Les syndicats ci-dessus énumérés désignent leurs représentants titulaires et suppléants au plus tard le 10 novembre 2010.

Nancy, le 20 octobre 2010

La directrice départementale,
Catherine BOURGUIGNON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Evelyne BEAUCART, Contrôleur Principal

Le soussigné PERNOT Eric

Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme BEAUCART Evelyne Contrôleur Principal.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Mme BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du mandataire
Evelyne BEAUCART
Contrôleur

le cas échéant,

donner délégation à Madame BEUCART Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du délégataire
Evelyne BEUCART
Contrôleur

Jarny, le 14 octobre 2010

Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nelly BOLONI, Contrôleur

Le soussigné PERNOT Eric
Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme BOLONI Nelly, Contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Mme BOLONI Nelly tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du mandataire
Nelly BOLONI
Contrôleur

le cas échéant,

donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du délégataire
Nelly BOLONI
Contrôleur

Jarny, le 14 octobre 2010

Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Solange BUTTIGNOL, Contrôleur Principal

Le soussigné PERNOT Eric
Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme BUTTIGNOL Solange, Contrôleur Principal.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Mme BUTTIGNOL Solange les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du mandataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur Principal

le cas échéant,

donner délégation à Madame BUTTIGNOL Solange pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du délégataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur Principal

Jarny, le 14 octobre 2010

Trésorerie du JARNISY – En date du 14 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence RITZ, Contrôleur

Le soussigné PERNOT Eric
Chef de Poste de la Trésorerie du JARNISY
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme RITZ Laurence, Contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter

tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Mme RITZ Laurence tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du mandataire
Laurence RITZ
Contrôleur

le cas échéant,

donner délégation à Madame Ritz Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégué
Eric PERNOT
Trésorier Principal

Signature du délégataire
Laurence RITZ
Contrôleur

Jarny, le 14 octobre 2010

SIP de Nancy Nord-Ouest – En date du 29 octobre 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Raymonde GALLAIS

Le soussigné M. ROUILLON J. Pierre

COMPTABLE, RESPONSABLE DU SIP DE NANCY NO

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme GALLAIS Raymonde, demeurant à 22 Rue du Placieux - 54000 NANCY.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY NO, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY NO, entendant ainsi transmettre à Mme Raymonde GALLAIS tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Raymonde GALLAIS
Contrôleuse Principale

Signature du mandant
J. Pierre ROUILLON
Comptable, Inspecteur Départemental

Nancy, le 29 octobre 2010

Décision du 2 novembre 2010 portant délégation de signature à Mme Evelyne MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU la note n° 78020 du directeur de la comptabilité publique en date du 28 octobre 1991 relative aux modalités de gestion des crédits déconcentrés d'action sociale ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics ;

VU l'arrêté ministériel du 14 juin 2001 modifié par l'arrêté du 9 novembre 2007, instituant des régies d'avances auprès des directions départementales des services fiscaux pour le compte de la direction des personnels et de l'adaptation de l'environnement professionnel du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (action sociale) ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale ;

VU le décret n° 2004-374 en date du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 3 juillet 2009 portant nomination de M. Dominique BELLION en qualité de Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 portant nomination de MM Evelyne MICHEL en qualité de déléguée de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État pour le département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 13 janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT en qualité de directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté de M. le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 13 août 2010 portant délégation de signature à M. Xavier HUMBERT, directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la nomenclature d'exécution du budget général de l'État au titre de la loi de finances pour 2010 ;

D E C I D E

Article 1er : Mme Evelyne MICHEL déléguée départementale de l'action sociale pour le département de Meurthe et Moselle et en son absence, Mme Nathalie PAGES., assistante de délégation, sont personnellement et individuellement habilitées à signer tous les actes d'engagement juridique et à constater le service fait pour les dépenses du programme 318 « conduite et pilotage des politiques économique et financière » du budget opérationnel de programme « action sociale - hygiène et sécurité », de la sous-action 11 - action sociale (titres 2, 3, 5 et 7) et de la sous-action 12 - hygiène et sécurité - Prévention médicale (titres 3 et 5), sauf en ce qui concerne les frais de déplacement de la déléguée, les aides pécuniaires et les prêts sociaux qui ne doivent être signés que par la déléguée elle-même.

Article 2 : Cette autorisation ne confère pas à Mme MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du département de Meurthe et Moselle, la qualité d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle et la déléguée de l'action sociale pour le département de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 novembre 2010

Le directeur du pôle pilotage et ressources
de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Xavier HUMBERT

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 27 septembre 2010 de terrains sis à THIAUCOURT-REGNIEVILLE (Meurthe-et-Moselle)

Le président du conseil d'administration,

Considérant que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1er : Les terrains sis à THIAUCOURT-REGNIEVILLE (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
THIAUCOURT-REGNEVILLE	La Ville Est	AL	357p	2 447
			TOTAL	2 447

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de THIAUCOURT-REGNIEVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 27 septembre 2010

Pour le président et par délégation,
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du service aménagement et patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25594 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BRIN SUR SEILLE

Par arrêté préfectoral n° 25594 du 21 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA du lotissement de la Douceotte, rue St Jean de la Fontaine, sur la commune de BRIN SUR SEILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27803 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JOLIVET

Par arrêté préfectoral n° 27803 du 21 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA pylône Orange France, chemin rural de la ferme rouge - Chanteheux bis/code 19904L1, sur la commune de JOLIVET.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31167 du 21 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLERS LA CHEVRE

Par arrêté préfectoral n° 31167 du 21 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la liaison HTA éolien La Volette - Cosnes et Romain, Longwy, Mont Saint Martin. Raccordement du parc éolien La Volette sur départ EO La Volette du PS Mont Saint Martin-Villers la Chèvre, sur la commune de VILLERS LA CHEVRE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40898 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FROUARD

Par arrêté préfectoral n° 40898 du 19 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA poste de refoulement C communauté de communes du bassin de Pompey rue du Ban la Dame, sur la commune de FROUARD.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44194 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de GEZONCOURT

Par arrêté préfectoral n° 44194 en date du 19 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue DRL Gézoncourt contraintes Village, sur la commune de GEZONCOURT.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45939 du 19 octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE

Par arrêté préfectoral n° 45939 en date du 19 octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de CRD-1 alimentatyion BTA stockage souterrain GRT Gaz, chemin départemental n° 83, sur la commune de CERVILLE.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Avis de concours sur titres du 2 novembre 2010 en vue de pourvoir deux postes de préparateur en pharmacie hospitalière

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 2 postes de préparateur en pharmacie hospitalière.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date,
- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988,
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- un curriculum vitae établi par le candidat su papier libre, indiquant le ou les titres détenus.

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 2 novembre 2010

Le directeur,
JM. LALLEMAND

